

H. MORISSON de la BASSETIÈRE

DOCTEUR EN DROIT

La Forêt Française
et
le marché des bois

PARIS
IMPRIMERIE BEURQ
19, FAUB. SAINT-DENIS

1934

H. MORISSON de la BASSETIÈRE

DOCTEUR EN DROIT

La Forêt Française
et
le marché des bois

PARIS
IMPRIMERIE BEURQ
19, FAUB. SAINT-DENIS

—
1934

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT

THÈSES DE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme
propres à leurs auteurs.



BIBLIOGRAPHIE

- TAINE.** — Origines de la France contemporaine.
MICHELET. — Histoire de la Révolution française.
D'AVENEL. — La fortune privée à travers sept siècles.
PECQUET. — Lois forestières de la France.
ROUGIER DE LA BERGERIE. — Destruction et défrichement des bois et forêts.
COLIN-CAPITAN. — Droit Civil.
GUYOT. — Cours de Droit forestier.
DAUBREE. — Restauration et conservation des terrains en montagne.
DAUBREE. — Statistique et Atlas des Forêts.
HUFFEL. — Economie forestière.
THIOLLIER. — Pour comprendre l'arbre et la forêt.
GLESINGER. — Le Bois en Europe.
PEPIN. — Monographie de la forêt de Chinon.
André MADRE. — La propriété forestière et les limitations apportées aux droits des propriétaires.
Henri MADRE. — De la mise en rapport des forêts de l'Etat.
NIHOUS. — Régime fiscal de la forêt landaise.
MERVEILLEUX DU VIGNAUX. — La réforme de la loi de cadenas en France.
MOREL. — La question forestière en France.
HERVÉ. — La question forestière depuis la guerre.
LORACH. — La crise des bois résineux en France.

PÉRIODIQUES

- « Revue des Eaux et Forêts ».
« Le Bois ».
« Bois et Scieries ».
-

INTRODUCTION

Il existe une opposition frappante entre la forêt, qui est une force vivante de la nature, et les bois qu'elle produit, matière première au même titre que le fer, le charbon, le pétrole. Pour ceux-ci, on ne peut distinguer entre la mine, le puits, et le produit qui en est extrait ; la mine n'existe que pour la houille et si la houille était supplantée par un autre combustible, il va de soi qu'elle serait abandonnée. Ceci est le plus banal de tous les truismes ; mais il met bien en lumière la différence profonde qui sépare le bois de toutes les autres matières premières.

Car avant d'être utilisé à l'une des innombrables fins qui sont les siennes, avant de recevoir par la transformation industrielle une valeur économique, le bois a déjà rendu à l'homme des services immatériels dont il ne saurait se passer.

Les savants n'hésitent pas à imputer au déboisement la ruine de certaines civilisations. Ils tiennent pour certain que les forêts provoquent la pluie et que les défrichements l'éloignent. Par quel mécanisme ? Il n'est guère aisé de le savoir avec certitude ; mais chacun connaît, pour l'avoir apprécié la fraîcheur des bois, qui sans doute suffit dans les hautes régions de l'atmosphère, à provoquer les condensations pluviales.

On cite, d'ailleurs, d'innombrables exemples qui semblent probants. Ce sont d'anciennes civilisations englouties dans les sables, telles Ninive et Babylone, telles les ruines romaines du désert tunisien. C'est la décadence

de la Grèce ; c'est la Palestine qui ne retrouve plus sa prospérité passée. C'est la Castille, fertile autrefois, si desséchée aujourd'hui que « l'alouette qui la traverse doit emporter son grain ». Partout la décadence coïncide avec la disparition des arbres.

La réciproque semble également vraie. Thiollier (1) cite, tout près de nous, l'exemple étonnant de l'île de l'Ascension, où en moins de cent ans des plantations bien conduites ont amené des pluies régulières.

Il y a quelques années, les inondations soudaines qui ont dévasté le Midi ont attiré l'attention sur l'action régulatrice de la forêt sur l'écoulement de l'eau de pluie. Les feuilles, les branches brisent les pluies brutales et permettent à l'humus de s'imbiber lentement. Il absorbe ainsi d'énormes quantités d'eau qui, sans lui, eussent ruisselé torrentiellement sur les pentes ; il est soutenu par les racines entremêlées, qui maintiennent, comme dans une main, la terre des avalanches. Nous aurons, d'ailleurs, l'occasion d'étudier la législation qui a pour but de protéger les forêts de montagne.

Deux provinces, en France, ont été assainies et enrichies par le boisement : les Landes et la Sologne. Ces deux régions étaient, naguère, des déserts pestilentiels où une misérable population se défendait difficilement contre les fièvres paludéennes. L'image du berger landais, haut perché sur ses échasses, n'est pas encore éloignée de nous ; mais ce type pittoresque a disparu à peu près complètement, chassé par les plantations de pins maritimes et les nombreuses industries qu'elles nourrissent. Avant la crise actuelle, qui sévit si durement sur les résineux, les Landes étaient un des plus riches départements français. La Sologne a suivi une évolution analogue, quoique avec une moindre ampleur. C'est que la forêt, grâce à son énorme pouvoir évaporatoire, dessèche les marécages et les assainit.

Faut-il dire encore qu'elle a le pouvoir de réduire les

(1) Thiollier : Pour comprendre l'arbre et la forêt.

écarts de température et même — ce qui semble moins certain — d'écarter les nuages grêlex ?

Pour toutes ces raisons, la forêt est nécessaire dans un grand pays. Mais sa place y est marqué plus impérieusement encore par le rôle social qui est le sien.

Tout d'abord, elle nourrit à elle seule une foule immense de sept cent mille hommes : gardes, bûcherons professionnels, voituriers, charbonniers, ouvriers et employés des scieries, etc..., etc... D'innombrables industries, d'innombrables métiers ont le bois pour matière première essentielle : nous n'essaierons pas de dénombrer leur personnel.

Nous voudrions surtout mettre en relief le secours que la forêt apporte à la paysannerie française.

Jetons les yeux sur une carte forestière de la France (1). Le territoire se divise en trois zones, de l'est à l'ouest, de plus en plus boisées à mesure que l'on se rapproche des chaînes de montagnes forestières, à l'exception de certains massifs isolés, dont le principal est la région des Landes, qui forme une sorte d'île au milieu d'une région moins boisée. Il n'existe pas partout des bûcherons professionnels, mais nulle part, les paysans que le sommeil hivernal des champs eût contraint au chômage, ne manquent de chercher dans le « bûchage » le complément indispensable de travail. Il en est ainsi, même dans les régions de l'ouest les moins riches en forêts, qui y sont remplacées par une multitude d'arbres épars et de haies.

Et nous croyons que le bûchage contribue ainsi puissamment à ralentir l'émigration rurale.

A l'émigration rurale, on a trouvé maintes raisons : l'attrait des plaisirs faciles, le confort à bon marché,

(1) 11 départements, situés en Bas-Poitou, Bretagne, Normandie et dans le Nord comptent moins de 10 0/0 de leur superficie en forêts. 51 comptent de 10 à 20 0/0 de forêts. Ils occupent tout le Centre de la France, du Nord au Sud. Les 26 autres occupent toute la région Est du territoire et les Landes, la Gironde, l'Ariège et les Pyrénées Orientales.

beaucoup d'autres encore, mirages souvent plus que réalités, qui sont comme des appâts sur un piège. Mais il ne faut pas leur attribuer trop d'importance. Le bon sens des paysans est trop solide et l'amour de la terre a en eux de trop profondes racines pour qu'ils ne résistent pas, le plus souvent, à de si vains désirs. La raison profonde de la désertion des campagnes ne serait-elle pas plutôt le niveau élevé et la fallacieuse sécurité des salaires citadins ? Cela aussi, dira-t-on, est mirage plus que réalité, le chômage actuel dans les villes le montre bien. Combien pourtant sont partis parce qu'à la campagne, ils n'avaient pas de situation, parce que, ouvriers agricoles, les maigres salaires d'hiver ne leur permettaient pas de nourrir leur famille, parce que, fils de petits propriétaires, ils étaient de trop sur l'héritage ? Combien parmi eux seraient restés s'ils avaient eu la possibilité de trouver, pendant l'hiver, un travail certain, stable et rémunérateur ?

Ce travail, la forêt seule peut le fournir. On l'exploite en hiver, à l'époque du chômage saisonnier de l'agriculture. Elle ne s'accommode pas des machines : beaucoup de bras trouveront leur emploi. Elle impose des travaux pénibles, mais bien rémunérés. De par sa nature, le travail forestier est presque toujours organisé à la tâche et ce mode de rémunération, incitant au travail actif, favorise les meilleurs ouvriers. Voilà pourquoi la forêt est précieuse aux paysans, pendant que les récoltes reposent en terre, attendant les premiers soleils. Voilà pourquoi il faut souhaiter que l'aire forestière, plus étendue, retienne plus de bras autour d'elle.

Pouvons-nous prétendre que la forêt devrait un jour suffire à écarter tout danger d'émigration rurale excessive ? Cela, hélas ! à l'heure où les industries forestières sont si durement éprouvées, est moins que jamais certain. La forêt constitue simplement la solution de l'un des éléments du problème qui consiste essentiellement à assurer aux paysans les plus pauvres — le « prolétariat agricole » — un niveau suffisant d'existence.

Doit-on craindre, au contraire, que la crise se prolongeant, la forêt disparaisse dans un marasme sans issue ? Les épreuves actuelles sont-elles de nature à diminuer, dans l'avenir, l'importance qu'elle a prise dans notre vie économique ? Ce n'est pas encore le lieu de répondre à cette question, mais simplement de noter la puissance industrielle incomparable que représente encore la forêt. Les diverses façons de mettre en œuvre le bois le rendent indispensable aux industries de l'habitation (charpentes, planchers, meubles, menuiserie, coffrage) ; à toutes celles des transports, qu'il s'agisse de chemins de fer (voies et matériel roulant), de la route (automobiles), de l'air et de la mer ; aux transmissions électriques (télégraphe et téléphone).

Les mines de charbon consomment d'énormes quantités de bois (un mètre cube en moyenne pour dix tonnes extraites). L'exportation des poteaux de mine des Landes vers l'Angleterre a occupé longtemps une place de tout premier plan parmi nos exportations.

Le bois, enfin, alimente de très importantes industries de transformation, au premier rang desquelles il faut placer la fabrication de la cellulose, et celle de la pâte à papier. A la veille de la crise actuelle, cette magnifique industrie semblait avoir un avenir illimité, tant avait crû rapidement dans notre pays, depuis la guerre surtout, les besoins d'informations et de lectures, parallèlement à l'extension des autres usages industriels du papier. Actuellement, il faut peut-être rabattre un peu de ces espoirs ; il n'en reste pas moins que l'industrie française du papier, obligée d'importer la presque totalité de ses pâtes, et même une grande partie de ses papiers d'imprimerie, est très lourdement tributaire des forêts étrangères ; situation déplorable, qu'il serait bien souhaitable de voir améliorée et qui doit pouvoir l'être.

■
**

Ainsi se trouvent mis en lumière quelques-uns des titres que la forêt possède à l'intérêt de la France.

Notre plan est d'examiner sa situation actuelle, telle

qu'elle résulte d'une longue évolution, telle qu'après les siècles, les appétits, les erreurs, les efforts de protection au contraire nous l'ont laissée.

Changeant de domaine, nous étudierons la situation économique du marché du bois spécialement depuis la crise de 1930, puisqu'aussi bien, c'est de là que dépend l'avenir de la forêt.

Nous aurons, enfin, pour conclure, une fois le départ fait entre les nuages qui assombrissent l'avenir, à énoncer quelques-unes des réformes, quelques-uns des perfectionnements qui renforceraient la situation économique de la forêt française.

PREMIERE PARTIE

LES LUTTES DE LA FORET

L'Histoire est, à bien des égards, un perpétuel recommencement : l'histoire de la forêt aussi. La forêt a pour suivi, au cours des âges, une lutte pleine d'âpreté contre un très petit nombre d'ennemis. Il est curieux de constater l'évolution des grandes raisons qui ont toujours fait à l'Etat un devoir de protéger contre eux la forêt. Il est intéressant, dans une période comme la nôtre, de remarquer qu'au cours de l'histoire ces ennemis ont toujours été principalement poussés par la crainte de la famine ou le besoin d'argent. Ces deux raisons agissaient parfois séparément, ou bien se faisaient sentir à la fois.

Dans certaines périodes de crise enfin, la crainte de la famine autorisait des défrichements que la ruine ou l'absence des propriétaires rendait faciles, et que certaines nécessités d'Etat faisaient encourager dangereusement.

Ces bourrasques, heureusement, furent rares. Et presque toujours, nos Massifs ont trouvé devant la hache des déboiseurs l'attention bienveillante de l'Etat, Etat longtemps trop faible, souvent impuissant, parfois mal éclairé, mais ne perdant pas de vue la nécessité d'un domaine boisé.

Sans doute vivons-nous depuis plus de 100 ans dans

la sécurité que donne la possession d'une doctrine forestière. Cela n'est pas niable. Doctrine théorique, doctrine technique aussi, fruit de l'admirable expérience de notre Corps forestier : l'une et l'autre devraient nous rendre impossible désormais toute erreur.



CHAPITRE PREMIER

LES ORIGINES

A l'aube de son histoire, la carte de la France contemporaine était une vaste tache verte. A la conquête romaine, quelques millions d'habitants vivaient dans la Gaule. Sauf dans le Midi et dans certaines régions du Centre, le pays était couvert de forêts. La Forêt charbonnière et la forêt d'Argonne au Nord et au Nord-Ouest; au Sud de la Seine, la Beauce, l'Orléanais, le Gâtinais, le Perche, le Blaisois... Ces régions couvrent une grande partie de notre pays. Et nous n'avons cité aucune région montagneuse, ni les innombrables landes que le système de la jachère imposait dans les provinces où l'agriculture était prospère.

Cette extrême abondance suffisait à elle seule à enlever toute valeur, ou à peu près, à la production ligneuse.

Or, l'industrie était à ses premiers balbutiements. Ni l'architecture gauloise, ni la métallurgie, ni la marine ne pouvaient exiger de grandes fournitures de bois d'œuvre. Et l'accroissement de la population formée de peuples en luttes perpétuelles, et qui d'ailleurs, rude et sauvage, vivait pour une grande part des produits de la forêt, ne rendait pas encore les défrichements nécessaires.

La conquête romaine provoqua les premiers déboisements. Ils furent effectués dans un but stratégique et,

au début du moins, ils ne furent pas poussés au delà des nécessités militaires. Aussi bien, la paix romaine ne tarda guère, et avec elle, pour la première fois de la période qui s'étend jusqu'à l'époque contemporaine, nous voyons la forêt reculer devant le froment. Les grandes voies amenèrent rapidement la prospérité. Conçues pour faciliter la guerre, elles devinrent comme autant d'artères par où la vie se mit à circuler dans le corps gaULOIS. La population s'accrut, elle connut des besoins nouveaux, et ces besoins, accrus en nombre et en intensité, ne purent être satisfaits qu'aux dépens de la forêt. Personne alors ne lui attribuait de valeur, elle n'avait pas de défenseur : le déboisement fournit, autant qu'il en fallut, de nouvelles surfaces à l'agriculture, la matière première et le combustible à l'industrie.

La forêt reculait partout devant la prospérité. Il fallut, au III^e siècle, l'anarchie de l'Empire expirant pour lui donner une terrible revanche. De tous côtés, les calamités fondaient sur les paysans. Lactance (1) écrit : « En Gaule, pendant le déclin de l'Empire romain, si nombreux étaient ceux qui recevaient en comparaison de ceux qui payaient, si lourd était le fardeau que le laboureur succomba sous la tâche, les champs furent abandonnés et des forêts s'élevèrent là où la charrue avait passé... »

Sans doute vaut-il mieux ne pas exagérer la valeur de telles forêts grandies au milieu des ruines de toutes sortes : car l'anarchie intérieure se traduisait en guerre civile et s'y joignaient de perpétuelles invasions. Les chevauchées des Huns et des Vandales succédaient, à travers ces misérables forêts, à celles des partisans. Mais le fait est là : dès qu'elle est abandonnée, la terre revient à sa vocation première. Dès que la paix revient, ramenant la prospérité, le paysan attaque la forêt. Ce double mouvement se poursuit dans le cours de l'histoire. Ainsi peut-on expliquer que la forêt, et même plus symbo-

(1) Cité par Morel.

liquement l'arbre, est devenu l'ennemi héréditaire du cultivateur. C'est une véritable haine, telle qu'à la Révolution, plus d'un siècle après la sévère ordonnance de Colbert, les paysans, non contents de ravager les bois devenus nationaux, s'en prirent aux arbres mêmes des routes et des places publiques...

Dans le combat pied à pied de la forêt et de la céréale, la forêt bénéficia longtemps de l'énorme puissance de vie accumulée en elle, au cours des siècles. Le froment ne lui opposait, tant les méthodes et les moyens de culture et de défrichement étaient alors primitifs, que la volonté de vivre de l'homme, et la nécessité.

Mais il trouvait, pour engager son attaque, un terrain particulièrement favorable. La valeur commerciale de la forêt — il faut y revenir — était si faible que ses défenseurs ne furent longtemps poussés que par la passion de la chasse -- privilège de noblesse — qui animait alors les divers détenteurs de la puissance publique. Il y eut, au Moyen Age, de nombreuses ordonnances forestières rendues par nos rois : elles n'eurent longtemps pour objet que la seule administration du domaine royal, et l'organisation de la chasse y tenait une grande part. Peut-être faut-il attendre l'ordonnance de 1518 pour que le roi rapporte nettement à l'intérêt public la nécessité de sauvegarder le pratimoine forestier. A cette époque, en effet, François 1^{er} admonestait les princes, prélats et autres grands propriétaires de « donner tel ordre et provision à l'entretienement de leurs bois et forêts, en ayant égard à nos ordonnances, que par leur faute et négligence n'en advienne inconvénient à la chose publique ».

C'est que la forêt n'était pas alors une propriété bien enviable. On n'avait que faire de tant de bois. Certes, depuis longtemps, elle avait cessé d'être la res nullius de l'époque romaine; la loi Salique — loi franque — et la loi Gombette punissaient déjà sévèrement le vol dans le bois d'autrui, de bois d'œuvre ou de chauffage. Mais la forêt, au moyen âge, constituait une menace de famine. C'est de l'avoir compris qui fit la force des moines, grands

défricheurs, partant grands bienfaiteurs de cette époque. Taine a si bien senti l'importance de ces défrichements qu'il voit dans les monastères l'une des assises de la Société. Les défrichements étaient, à cette époque, au plus haut degré, des actions civilisatrices, c'était mettre en valeur les régions les plus sauvages de notre pays.

La nécessité en échappait-elle au pouvoir séculier, trop absorbé par la défense et la conservation du bien acquis ? Son autorité naissante n'avait pas, en tout cas, les moyens de les réaliser. Ainsi s'explique la magnifique prospérité que les Bénédictins, les Chartreux, les Trappistes, l'Ordre de Cîteaux surent conquérir, au prix des plus pénibles efforts, en établissant leurs monastères dans les massifs déserts qui couvraient le pays, et en en faisant le centre de zones d'abondance et de civilisation.

Ce mouvement se poursuivit, non sans secousses, pendant tout le Moyen Age. Il fut des périodes, comme celle de la décomposition de l'Empire de Charlemagne, où tout semblait s'écrouler : on attendait la fin du monde pour l'an mil. On revit alors les désastres du IV^e et du V^e siècles : l'écroulement des Empires trop vastes emporte tout. La guerre, la famine, la peste s'abattaient sans relâche sur les campagnes, une fois encore les paysans cherchaient dans les cités une protection bien précaire. Les champs partout étaient abandonnés. Les campagnes étaient des déserts où seuls vivaient, çà et là, véritables oasis, quelques abbayes héroïques.

A la fin de ces périodes tragiques, le pays était exsangue, et l'essor de la prospérité était dangereusement ralenti par l'énorme diminution de la population. Le problème fondamental était de l'accroître, de l'accroître à tout prix. La terre n'est rien sans bras pour la cultiver : jamais plus qu'à cette époque cela n'a été vrai. La richesse des seigneurs ne pouvait pas se mesurer à l'étendue de leur domaine, mais au nombre de leurs serfs. C'est dire que la main-d'œuvre était ardemment convoitée et que les efforts des maîtres du sol tendaient d'abord à conserver à la terre ses habitants : c'est la raison d'être

du servage. Mais il fallait aussi attirer de nouveaux exploitants, et pour les attirer, il fallait leur concéder des avantages sérieux. C'est une des raisons qui firent accepter de si bonne grâce aux princes le vaste mouvement communal du XIII^e siècle.

Parmi ces avantages, il faut noter ici que de nombreuses chartres donnèrent aux Communes la propriété de domaines forestiers. Dans le même dessein — et, notons-le, il n'excluait pas les sentiments de générosité et d'humanité qui étaient si fréquents au Moyen Age — dans toute la France, le roi et les seigneurs confirmaient et concédaient aux riverains des droits d'usage fort étendus, n'hésitant pas — et ce fut longtemps légitime — à faire payer par la forêt les progrès de l'agriculture.

CHAPITRE II

LES DROITS D'USAGE

Nous croyons toucher ici à une des pièces maîtresses de l'histoire des forêts en France, peut-être même de l'histoire économique de la France. Longtemps, les droits d'usage furent utiles au développement général du royaume. Mais les abus qu'on en fit devinrent promptement une cause de ruine pour les forêts, et même pour l'activité générale. Ainsi s'explique la lutte sans trêve que soutint contre eux la Monarchie. Cette lutte dura des siècles, et c'est seulement en 1827 que le Code forestier semble l'avoir arrêtée en conciliant la force de l'habitude historique et les besoins de la forêt,

Définition et nature juridique

« L'usage forestier est le droit par lequel le propriétaire d'un domaine ou les habitants d'une communauté rurale peuvent prendre dans la forêt d'autrui, après délivrance du propriétaire de cette forêt, certains produits dans la limite de leurs besoins... » (1).

Cette définition est plus exacte juridiquement qu'historiquement. Elle est, en effet, en accord avec les principes actuels, tels qu'ils ressortent des articles 58 et suivants, 61 et suivants, 69, 105 et suivants, 118 et suivants du Code forestier. Mais il s'en faut que la formalité de la délivrance ait toujours été accomplie. Les usagers eurent toujours tendance à violer une règle dont la première trace écrite se trouve cependant dans l'ordonnance de 1280 et qui correspond à une coutume certainement très antérieure. Il faut également faire des réserves sur la limitation de l'usage aux besoins des intéressés, besoins que les usagers pouvaient le plus souvent satisfaire sans contrôle, ou sous un contrôle rendu illusoire par les exactions des officiers.

Les droits d'usage constituent une servitude réelle, discontinue, non apparente, réglée par des lois spéciales.

Ces trois derniers caractères sont évidents et ne souffrent pas de contestation.

Le caractère de réalité, au contraire, n'est parfois admis qu'avec des réserves, qui tiennent peut-être à ce que l'usage est classé par les anciens auteurs parmi les « servitudes personnelles » avec l'usufruit et l'habitation. Pecquet pense que l'usage est réel quant au titre qui le produit, et personnel quant à la façon d'en user. Il appuie

(1) Ch. Guyot, Cours de droit forestier.

son opinion sur un arrêt du Parlement de 1270, qui décide que le locataire ne peut jouir du droit d'usage. Cependant il est probable que la règle fixée par cet arrêt n'était ni générale, ni absolue. Cela résulte notamment d'un fait cité par M. Pépin dans sa monographie de la forêt de Chinon : certains locataires de l'Abbaye du Pommier Aigre (forêt de Chinon) jouissaient des droits d'usage de l'abbaye.

Il faut cependant admettre que certains usages constituaient bien, en quelque sorte, une servitude personnelle : ce sont ceux, assez rares, accordés par considération personnelle. Mais dans ce cas, l'usage n'était qu'une servitude temporaire, c'est l'usage civil ordinaire et il perd les caractères de l'usage forestier. Ainsi s'explique que les usages forestiers sont exclus des règles ordinaires par l'article 636 du Code Civil.

Les usages forestiers sont, en effet, **perpétuels** et non viagers. S'ils sont établis en faveur de communautés, les règles spéciales qui les régissent les font échapper à l'extinction au bout de trente ans, comme les autres droits d'usage et les usufruits des personnes morales (1).

Classification. — On peut classer schématiquement les droits d'usage en deux grandes catégories, qui comprennent elles-mêmes plusieurs subdivisions.

a) **Usages au bois.** — Le bénéfice de l'usage s'appliquait soit au bois de chauffage, soit au bois d'œuvre.

BOIS DE CHAUFFAGE. — Cette expression vise les bois morts, secs et gisants, et les mort-bois, ceux qui ne portent point fruit ni pesson : charmes, trembles, aulnes, couldres, érables, etc... (Cette définition est donnée par l'article 3 de l'ordonnance de 1669).

Ces usages comportaient différentes modalités, suivant la façon dont on les exerçait, suivant l'attelage des charrettes dans lesquelles on emportait le bois. L'usage qui fut longtemps le plus commun ne permettait même que d'en-

(1) Colin-Capitan, *Droit civil*, T. I, p. 831.

lever le bois « à dos ou à col », c'est-à-dire sans l'aide d'aucune bête de somme.

Signalons encore certains usages au bois de chauffage que l'on ne rencontrait pas partout :

Usages au branchés et brisés,

Usages au arrachés,

Usages aux cimets, aux ramages,

Usages aux arbres tombés par feu (par la foudre).

Notons, enfin, l'usage au bois de charbon, qui était parfois soumis à des restrictions : on devait faire le charbon en dehors de la forêt.

BOIS D'ŒUVRE. — Ici encore, il faut distinguer deux catégories, suivant qu'il s'agissait de bois de service, employé pour tout ce qui concerne l'habitation : constructions, réparations, charpentes, etc... ; ou du bois de travail, c'est-à-dire de la matière première des diverses industries.

b) **Usages au pâturage.** — C'est là le terme général, qui comprend le droit de pacage pour les bêtes aumailles et chevalines, le droit de panage ou païsson pour les porcs.

Il faut, enfin, citer la glandée, ou droit de ramasser les glands, excellente nourriture pour les porcs.

Origines des droits d'usage

Ils ont une double origine.

Les uns datent des temps immémoriaux, où les habitants, fixés aux lisières des grandes forêts, pouvaient y puiser sans contrôle. Cette habitude historique, devenue, au cours des siècles, une tradition véritablement sacrée explique l'acharnement de la résistance que le pouvoir central ne cessa de rencontrer en cherchant à réduire les excès qui en naissaient. D'autant plus qu'elle se trouva confirmée par d'autres usages concédés par le Roi ou les seigneurs soit, nous l'avons vu, dans un but économique et financier, soit, fort souvent, dans un dessein spirituel. De très nombreuses abbayes en furent en effet bénéficiaires. Ils résultaient alors d'une charte, d'un acte qui en faisait la concession.

Législation des droits d'usage

Si justifiés et si utiles qu'ils aient été — car il ne faut pas oublier qu'ils ont beaucoup contribué à l'essor de la vie économique française, par les facilités données aux paysans et aux moines agriculteurs — les droits d'usage ne pouvaient guère ne pas prêter aux abus.

Cela tenait à deux principales raisons.

La première était la facilité de la fraude, à une époque où les fonctionnaires étaient rares et la surveillance d'autant moins efficaces que les officiers des Eaux et Forêts, pour beaucoup de raisons qui sont souvent presque des excuses, étaient moins scrupuleux.

La tentation, d'autre part, devenait de plus en plus forte. Les progrès de l'industrie, l'accroissement de la population augmentaient la valeur du bois. Le progrès de l'agriculture aussi, et spécialement le développement de l'élevage étaient une source de ruine pour les forêts. Huffel le note bien, avec la réaction salubre qui suivit : « La hache, les bestiaux des usagers étaient la grande source des abus ; les délivrances usagères et le pâturage furent la première occasion des réformes, c'est-à-dire des aménagements (1). »

Dès 1280, ce besoin de réformes se fait sentir. Philippe III le Hardi, faisait à cette date les premières restrictions dont la trace écrite nous soit restée. L'ordonnance de 1280 consacrait en effet le principe de la délivrance, et limitait les délivrances usagères aux cantons les plus commodes, c'est-à-dire les plus aptes à fournir du bois sans dommage.

Cette ordonnance, peu appliquée tant était difficile alors l'exercice du pouvoir royal, fut confirmée en 1319 et 1346. La nécessité des restrictions n'était pourtant pas sentie par le Roi seul. Huffel cite un acte de 1271 par lequel Thibaut, Comte de Bar, divise sa forêt de Pevenelle en quatre parties, ouvertes alternativement aux usagers, à la réserve d'un canton.

(1) Economie forestière, T. III.

En 1376, Charles V prend une nouvelle ordonnance dont les effets furent de rendre les officiers plus stricts dans la surveillance des usages. Il faut même noter que cette ordonnance fut précédée pour la première fois de l'envoi de « généraux réformateurs » chargés de vérifier sur place la légitimité des droits et de réprimer les abus qui en étaient faits. Cette ordonnance devait être confirmée en 1402.

Hélas ! la sévérité des officiers ne dut pas être de longue durée. François 1^{er} écrit, dans le préambule de l'ordonnance de 1516 : « Dument avertis et informez des pilleries, larrecins et abbys qui se font aux eaux et forestz de nostre royaulme au grand dégast et destruction d'icelles, tant par nos officiers qu'autres... »

Et les ordonnances répétées se font de plus en plus strictes avec leur cortège devenu habituel de réformations et d'arrêts de confirmation en faveur des usagers légitimes.

C'est qu'en 1530, François I^{er} le dit : « Les forêts sont la chose la plus utile et la plus requise de notre royaume », et que déjà, au moment où le développement de l'industrie et les besoins grandissants de la marine mettent en lumière l'importance de la forêt, les droits d'usage sont les servitudes dévorantes que M. de Martignac dénonçait dans l'exposé des motifs de la grande loi de 1827.

En 1577, Henri III, à son tour, annule et supprime toutes les concessions de droits d'usage faites depuis François I^{er} et en 1583 rend une nouvelle ordonnance qui fixe, une fois de plus, le droit en matière d'usages foestiers. Cette ordonnance commence par imposer la production immédiate des titres, et leur confirmation dans un délai de trois mois ; elle confirme l'obligation de la délivrance et outre le besoin des usagers, donne comme limite à l'usage la possibilité de la forêt : coutumes anciennes qui, sans doute, avaient besoin d'être rappelées, et auxquelles la signature royale donne plus d'autorité. « Défendons très expressément à tous les prétendants aux droits d'usage, particuliers, communautés tréfoncières et autres,

à peine de la privation de leurs droits, de dorénavant couper aucun bois, si ce n'est par la permission de nosdits officiers, et ès-termes et raisons convenables ; y pareillement envoyer leurs bestiaux auxdits bois, sinon qu'ils eussent atteint l'âge compétent et, comme il est dit, déclarés défensables par nosdits Officiers, à peine aussi de confiscation du bétail, et de payer le dommage qui se trouvera y avoir été fait... »

Que la lutte est âpre entre les usagers qui tiennent à leurs abus, et la Monarchie qui défend les forêts ! En 1669, cent ans après l'ordonnance de Moulins (1566) qui interdisait d'aliéner le domaine royal en tout ou en partie, Louis XIV doit revenir sur la question des concessions des droits d'usage et des affectations. Il le fait avec sévérité : « Ne sera fait à l'avenir aucun don ni attribution de chauffage, pour quelque cause que ce soit ; et si, par importunité ou autrement, aucunes lettres ou brevets en avaient été accordés ou expédiés, défendons à nos Cours de Parlements, Chambre des Comptes, Grands Maîtres et Officiers d'y avoir égard. »

Les affectations, auxquelles fait allusion ce texte, étaient des livraisons de bois de chauffage faites gratuitement ou moyennant une indemnité sans rapport avec la valeur vénale du bois concédé, à des établissements industriels, dans le but d'en favoriser l'exploitation dans certaines régions. Elles étaient extrêmement nombreuses en Lorraine. Nous ne les distinguons pas des droits d'usage dans le cours de notre étude, car elles ne s'en distinguent guère que par le but dans lequel elles étaient concédées, et par leur origine historique.

L'ordonnance de 1669 réglemente aussi directement les usages forestiers. Après avoir fixé certaines mesures destinées à l'exploitation rationnelle des forêts de la couronne, sur lesquelles nous insisterons plus tard, elle interdit formellement le pâturage dans les bois non défensables, c'est-à-dire trop jeunes pour ne pas redouter la dent du bétail, ou incendiés, elle interdit à tous les usagers ayant droit de passage dans les forêts royales ou ecclésiastiques.

tiques le pâturage des « bêtes à laine, chèvres, brebis et moutons ».

Ainsi arrivons-nous à la Révolution. A vrai dire, pendant cette néfaste période, il n'y eut plus de droits d'usage. Ils furent remplacés par une véritable ruée de paysans sur la forêt. Il n'est, pour se représenter ce que furent ces excès, que de relire Michelet et Taine. Toute réglementation est alors abolie ; les hâtives lois révolutionnaires, comment sont-elles appliquées, dans ce chaos où tout ce qui reste de sain à l'intérieur tend ses forces vers l'extérieur ? Où le personnel forestier demeuré à son poste est privé de toute autorité ?

La paix et la prospérité revenues avec la Restauration, la nécessité s'imposa de résoudre définitivement la difficile question des droits d'usage. La grande loi du 21 mai 1827, dans ses articles 58 et suivants, 61 et suivants, 103 et suivants, 110 et suivants, s'y applique.

Nous leur consacrerons quelques pages dans l'étude d'ensemble du Code forestier.



Tout à fait parallèle à celle des droits d'usage, nous pouvons voir se dérouler la législation forestière proprement dite. Inspirée des mêmes principes de conservation d'une grande richesse publique sans cesse en but à toutes sortes de déprédations, l'unité de cette législation à travers les siècles est également frappante.

CHAPITRE III

DE 1280 A 1669

Jusqu'au début du seizième siècle, les nombreuses ordonnances forestières n'ont pas de caractère général. Certes, elles posent avec précision les règles de l'Adminis-

lration forestière, mais elles ne s'appliquent qu'au domaine royal. Les ordonnances les plus reculées, celle de 1280 (Philippe III le Hardi), celle du 3 avril 1318 (Philippe le Long) organisent déjà la protection des forêts royales sous l'autorité des « Mestres des forez » dont la mention la plus ancienne est faite, dit M. Huffel (1), en 1291. Elles ne protégeront la forêt, il est vrai, que d'une manière indirecte pendant longtemps encore, en limitant les droits d'usage et en interdisant les ventes extraordinaires. Mais les coupes se faisaient un peu au hasard, et ce n'est qu'en 1346 que Philippe de Valois, organisant l'Administration des Forêts, fait nettement intervenir la notion, fondamentale en sylviculture, de maintien du rendement de la forêt. « Les Mestres de forez, dit-il, enquerront et visiteront toutes les forez et bois qui y sont et feront les ventes qui sont à faire, en regard à ce que les dittes forez se puissent perpétuellement soustenir en bon état. »

Cependant, à partir de 1376, les règles techniques se précisent. C'est que le besoin aussi s'en fait mieux sentir.

Charles V, le grand vainqueur des Anglais, possède en 1372, outre la Picardie et la Normandie, la Saintonge et le Poitou qu'il a repris à l'ennemi. Secondé par des hommes comme Duguesclin, ses succès sont tels qu'à sa mort (1380) les Anglais ne tiendront que quatre places fortes en France. Mais il a, le premier, compris que l'Angleterre ne peut-être véritablement vaincue que sur mer. Et, Maître d'un royaume maritime, il entreprend la construction d'une flotte capable de battre la flotte anglaise. C'est le grand dessein royal, que n'oubliera plus la Monarchie, que chaque grand régime a réalisé. Quel effort ! « La flotte de guerre, dit Huffel, à peu près nulle en 1364, comprenait en 1377 cent-vingt bâtiments, dont trente-cinq grands navires. »

Et l'ordonnance de Melun (1376) fixe les règles forestières qui resteront en vigueur, à travers l'ordonnance de 1515, jusqu'en 1669. Assiette des coupes par contenance,

(1) Huffel, *Econ. for.*, T. III, p. 100.

non plus par pieds d'arbres, protection des jeunes coupes contre les bestiaux, marque des baliveaux sont les principales de ces dispositions, prises à une époque bien trouble, et maintenues (ordonnance de 1402) pendant la période la plus sombre de la Guerre de Cent ans.

François 1^{er}, en 1515, trouva une France déjà relevée de ses longues misères. La longue paix intérieure amenait un accroissement rapide de la population, le commerce et l'industrie en plein essor avaient besoin d'énormes quantités de bois. Les forêts de la Beauce avaient disparu, Rabelais a dit comment ; la forêt d'Orléans, proche aussi de Paris, était passée de 60.000 à 40.000 hectares. En 1518, François I^{er} ému, interdit le défrichement des forêts domaniales.

Cette date de 1518 compte dans l'histoire forestière. C'est en effet la première fois que le Roi donne un caractère de généralité à ses ordonnances forestières, en étendant à d'autres qu'aux forêts royales le bénéfice des dispositions prises.

« Admonestons, dit François I^{er}, lesdicts Princes, Prélat, Eglises, Seigneurs, nobles, vassaulx et autres nos subjects de donner tel ordre et provision à l'entretienement de leurs bois et forêts, en ayant égard à nos ordonnances que par leur faute et négligence n'en advienne inconvenient à la chose publique. »

Désormais, les bois et forêts particulières ne cesseront plus d'être, dans quelque mesure, soumis à une réglementation légale. Cette réglementation fut longtemps sévère. Ainsi les défrichements des forêts à moins de six lieues de la Seine ou de ses affluents furent interdits en 1520 ; en 1537, il est interdit aux évêques et abbés de pratiquer des coupes extraordinaires dans leurs bois de haute futaie sans nécessité urgente ni autorisation ; et ceci ne doit pas paraître excessif, car ne l'oublions pas, sous l'ancien régime, le Clergé ne possède qu'une sorte d'usufruit sur ses biens, dont il ne jouit que pour assurer un certain nombre de services publics : état-civil, assistance publique, instruction publique, ou, si l'on préfère, et le terme,

à cette époque, paraît plus juste qu'actuellement, éducation nationale.

En 1561, le danger du déboisement devient si pressant que Charles IX, sous la régence de Catherine de Médicis, reprenant le règlement du 29 novembre 1549 de la Table de Marbre de Paris, confirmé par l'ordonnance de 1553, doit prescrire l'institution du tiers de réserve, bientôt réduit (1573) au quart seulement, obligatoire dans les taillis royaux et de main-morte. Le but de cette mesure était, on le voit, d'assurer pour l'avenir des quantités suffisantes de bois d'œuvre, plutôt que de lutter contre le déboisement proprement dit, c'est-à-dire la transformation de surfaces boisées en surfaces arables ; elle contrecarrait ce que l'on a appelé le « désarbement », la destruction des grands arbres, de plus en plus recherchés par le commerce et l'industrie. Cette ordonnance qui visait aussi bien les bois royaux et communaux que les bois d'Eglise, se heurta à une très vive opposition ecclésiastique, si bien qu'après différentes exemptions partielles, l'édit de Melun (1580) supprime l'institution des réserves dans les forêts ecclésiastiques.

C'est dans le même but que l'ordonnance de 1579 interdit de « faire aucune coupe et vente de bois de haute futaie », expression qui s'entendait aussi bien des futaies proprement dites que des balivaux, dans « toutes les forêts de ce royaume tant celles qui sont de présent ès-terres de notre domaine que celles qui sont ès-terres baillées en apanages, douaires, usufruits et engagements, ou autres qui sont du domaine des ecclésiastiques... »

Nous pouvons douter, hélas ! de la sévérité avec laquelle ces ordonnances furent appliquées dans la trouble période des guerres de Religion... Henri IV qui, au cours de ses chevauchées à travers la France, avait, avec « un extrême regret, vu oculairement et en plusieurs lieux l'entière ruine et dépopulation des forêt » recourut en 1597 à l'ancienne pratique des réformations en envoyant sur place des commissaires spéciaux avec la mission de dresser de « bons et amples procès-verbaux » destinés à per-

mettre d'établir un « bon ordre et règlement certain des ventes et coupes ordinaires qui devront se faire ci-après en chacune des forêts... »

Tous ces règlements furent malheureusement, même dans les forêts royales, assez peu appliqués, pas même le célèbre règlement Général des Eaux et Forêts, arrêté en l'assemblée de Rouen (1597) qui avait fixé, en avance sur toute l'Europe, les méthodes forestières françaises, et, entre autres, rétabli le tiers de réserve dans les forêts ecclésiastiques et communales (1).

Sous Louis XIII et au début du règne de Louis XIV, sous Richelieu et Mazarin, les officiers des maîtrises forestières, ne sentant pas sur eux l'attention implacable du Maître, consentaient trop souvent aux pires abus. Ils y étaient aidés, il faut bien le dire, par le désordre né de certains expédients financiers, comme l'alternativité des offices, dont le résultat fut une sensible démoralisation de tous les cadres administratifs.

Colbert, heureusement, arrive, et dès la mort de Mazarin (1661), entreprend une réformation générale des forêts du royaume, qui devait aboutir à l'ordonnance de 1669. Cette réformation n'était pas inutile ! Toute l'énergie des commissaires réformateurs fut nécessaire, appuyée de toute l'autorité du Ministre, pour briser les résistances qui avaient entouré jusqu'alors les progrès de la sylviculture française. Il est triste de constater qu'au premier rang des malfaiteurs on trouve beaucoup d'officiers des maîtrises dont l'honneur professionnel avait disparu dans

(1) A l'exemple de la plupart des auteurs, nous ne pouvons nous priver du plaisir de citer le beau discours du Roi aux notables assemblés : « Si je voulais acquérir le titre d'orateur, j'aurais appris quelque belle harangue et vous la prononcerais avec assez de gravité. Mais, Messieurs, mon devoir me porte à deux plus glorieux titres, qui sont de m'appeler libérateur et restaurateur de cet Etat. C'est pour y parvenir que je vous ai rassemblés... Je ne vous ai point appelés comme faisaient mes prédécesseurs, pour vous faire approuver mes volontés. Je vous ai assemblés pour recevoir vos conseils, pour les croire, pour les suivre, bref pour me mettre en tutelle entre vos mains, envie qui ne prend guère aux rois, aux barbes grises et aux victorieux. Mais la violente amour que je porte à mes sujets et l'extrême envie que j'ai d'ajouter ces beaux titres à celui de roi me font trouver tout aisé et honorable.

les désordres publics de la minorité du roi. L'autorité royale, en 1661, était pleinement rétablie ; les forêts ne devaient pas tarder à en ressentir le bienfait (1).

(1) J'emprunte à M. Huffel (*Econ. for.*, T. III, p. 125) certains exemples frappants des abus et de l'énergie employée à les combattre ; il les puise dans la correspondance de Colbert.

« Il faut continuer vos informations sans craindre ni épargner quoi que ce soit, et soyez assuré que vous serez bien protégé », écrivait le ministre au commissaire Chamillard, le 8 novembre 1662. « L'autorité du roi ne vous manquera pas pour vous appuyer » (Lettre du même au commissaire de Mauroy qui se plaignait de la résistance obstinée que faisaient à ses opérations les ecclésiastiques de la province de Bourgogne). Tous les documents officiels de l'époque signalent les officiers des maîtrises et les grands-maitres comme les pires ennemis des forêts. « Il est de notoriété publique qu'il y a des forêts de l'Ile de France qui ont été ruinées par les seuls officiers. » (Colbert, septembre 1662.) « La ruine entière des forêts est la preuve convaincante contre tous les officiers en général. » (Le même, 10 mars 1663.) Dans l'instruction adressée par le Ministre en 1663 à ces commissaires, il appelle leur attention sur les abus les plus fréquents : ventes irrégulières, gratifications et vacations prélevées abusivement, arpentages infidèles, outrepasses tolérées, dons de bois faits à des amis ou à des complices, ventes faites à des marchands associés en cachette à des officiers, ou même à des serviteurs à gage de ces officiers, aliénations de terrains, etc., etc. Il est recommandé aux commissaires de « soigneusement se donner garde » des officiers qui les accompagneront dans leurs visites et qui seront habituellement les principaux coupables.

« Et de fait la réformation révéla des actes inimaginables à la charge des officiers des maîtrises. Charles Colbert (frère du ministre qui fut plus tard Ministre des Affaires Etrangères), commissaire départi en Touraine en 1664 déclare que « les officiers des provinces... sont les grands ennemis des forêts, les dégradent et les ruinent, la plupart n'ayant traité de leurs offices que pour cette fin ». Il dénonce entre autres le cas du sieur Marquis de Sourdis qui avait acheté et réuni en sa personne toutes les charges de la maîtrise de Montrichard, parce que se prétendant engagé de la forêt domaniale, il avait trouvé ce moyen excellent de « n'avoir point d'officier pour contradicteur ». Il sut du reste profiter à merveille de l'absence de contradicteur en faisant abattre à son profit, en une seule année, près de la moitié (600 à 700 arpents) de la forêt, laquelle, ajoute le réformateur renfermait de belles futaies... Machault, commissaire pour la réformation en Champagne, prononça la peine de mort contre le maître des Eaux et Forêts d'Épernay ».

« Appliquez-vous à d'autres affaires de même nature », écrit le Ministre, le 22 juin 1663 au terrible commissaire. Nous ignorons si cette sentence de mort fut exécutée...

Barentin fit réunir en 1666, à la forêt de Moulières, près Poitiers, plus de 1.000 arpents qui avaient été vendus frauduleusement par les officiers. Cette réformation de Moulières fut l'occasion d'une révocation générale de tout le personnel forestier, des deux grands maîtres jusqu'aux simples gardes, en passant par les maîtres particuliers, procureurs, greffiers, etc. Le grand maître ancien Jouslard fut de plus condamné à 4.000 livres d'amende et 2.000 d'aumône ; l'alternatif

CHAPITRE IV

L'ORDONNANCE DE 1669

L'ordonnance de 1669. — L'initiative, nous l'avons dit, en revient à Colbert, qui avait les forêts dans ses attributions de Contrôleur Général des Finances. En matière forestière, il se proposait un double but. Un but financier, qui était de rétablir l'ordre dans cette partie importante du Domaine royal. Un but militaire et économique, qui était d'assurer et d'accroître les ressources en bois d'œuvre si nécessaires à l'industrie, et spécialement aux constructions navales.

Ces différentes idées sont très clairement exprimées dans la préambule de l'ordonnance, où Louis XIV dit, dans un langage vraiment royal :

« Comme il n'est rien qui soit plus exposé aux désordres de la guerre que les bois et forêts, aussi n'y a-t-il pas de domaine qui mérite plus justement les premiers soins de la paix, non seulement à cause qu'il fait un ornement et une décoration très considérables pour l'Etat, mais parce que c'est le plus précieux et le plus considérable trésor que la prudence puisse réserver au public pour les commodités de la vie privée, vu qu'il croît tous les jours insensiblement par la seule fécondité de la nature, sans aucune diminution du bien des sujets et sans même qu'ils y contribuent de leurs soins et travail. C'est pourquoi ne nous étant relâchés du progrès et de la prospérité de nos armes que dans l'intention de remplir notre royaume de bonnes

Lauzun en fut quitte pour 1.200 livres d'amende et 500 d'aumône. Ils avaient, dit l'arrêt du réformateur « vendu les bois du Roi et reçu l'argent... falsifié les procès-verbaux de vente... laissé plusieurs blancs à mauvaise intention dans les actes et papiers..., etc. etc... »

lois, et de faire succéder une juste réformation à tant d'abus qui le défiguraient, nous n'eûmes pas sitôt résolu d'arrêter nos victoires par la paix que nous portâmes nos pensées sur cette noble et précieuse portion de notre patri-moine. Mais comme il ne suffit pas d'avoir rétabli l'ordre et la discipline si par des bons et sages règlements on ne l'assure pour en faire passer le fruit à la prospérité, nous avons estimé qu'il était de notre justice, pour consommer un ouvrage si utile, de former un corps de lois claires, précises et certaines, qui ne laissent plus de prétextes ou d'excuses à ceux qui pourraient tomber en faute. »

Le traité des Pyrénées (1659) nous a donné la paix extérieure, et Colbert sent, dès son arrivée au pouvoir, que si une nombreuse flotte commerciale nous est indispensable, cette flotte elle-même ne peut se passer d'une puissante marine de guerre.

De là vient l'intérêt tout particulier qu'il porte aux forêts des Pyrénées, riches en sapins, et bien placées pour alimenter régulièrement les arsenaux de l'Océan, Rochefort en particulier (1). Nous savons que cette ordonnance fut précédée de nombreuses réformes à la suite desquelles fut décidé l'aménagement de chaque forêt, ainsi que le mode d'exercice des droits d'usage locaux.

Cependant cette œuvre était incomplète, tant qu'elle n'était pas dominée par une grande loi organique codifiant pour toute la France les principes généraux de la sylviculture et les règles de l'Administration forestière. C'est cette lacune que l'ordonnance vient combler, avec un tel éclat que nombre de ses dispositions survivent de nos jours dans le Code Forestier.

L'ordonnance fut rédigée par une commission de vingt et un membres, présidée par Lamoignon, premier Président du Parlement de Paris. Mais nous n'en connaissons

(1) « Je vous recommande bien particulièrement d'examiner avec tout le soin et toute l'application dont vous êtes capable, tous les moyens de pouvoir conserver et rétablir dans tout ce pays-là une production continuelle de mâts et autres bois pour l'usage de la marine. » Lettre à Froidour, 8 octobre 1672, citée par Huffel.

pas la composition exacte. Elle est datée de Saint-Germain-en-Laye, le 13 août 1665.

L'ordonnance est divisée en cinq parties, suivant les cinq objets dont elle traite.

1° Juridiction et compétence : Titre I^{er}.

2° Police et Droits des Tribunaux ou des autorités en matière d'Eaux et forêts : Titres II à XI, XIII et XIV.

3° Détail des règles de police, de la conservation, de l'Administration des forêts du Roi : Titres XII, XV à XXI, XXVII à XXXI.

4° Eaux et Forêts non possédées par le Roi : Titres XXII à XXVI.

5° Peines et amendes.

Sans avoir l'intention de l'analyser en détail, nous croyons cependant devoir indiquer les principales mesures prises, car aucun monument important ne viendra plus s'ajouter à l'histoire forestière jusqu'à la loi de 1827. L'ordonnance de 1669, d'autre part, qui n'innove pas en ses dispositions principales, offre un excellent tableau du droit forestier et de la science forestière sous l'ancien régime.

I. — MESURES TECHNIQUES

Sans être qualifié pour apprécier le système de sylviculture instauré par l'ordonnance, nous tenons à en fixer les traits principaux. Nous étudierons tout d'abord ce qui concerne le domaine royal, puis les biens de mainmorte, enfin les bois des particuliers.

a) **Bois du domaine.** — Dans toutes les forêts du Roi, les coupes ordinaires doivent être aménagées conformément aux règlements spéciaux arrêtés par le Conseil du Roi ; les coupes extraordinaires ne peuvent être faites que sur le vu de lettres-patentes spéciales. Quand il n'y a

pas de règlement, les règles très générales de l'ordonnance doivent être appliquées. Mais le cas devait être exceptionnel, car presque toutes les forêts eurent leur règlement.

Chaque année, le grand maître dresse l'état d'assiette des coupes ordinaires, et des coupes extraordinaires autorisées.

Il était obligatoire de mettre en réserve au moins dix arbres épars par arpent en dehors des pieds corniers et arbres de limite. On assurait ainsi une réserve de bois d'œuvre et les arbres nécessaires à l'ensemencement des coupes. Dans les coupes de taillis, outre seize baliveaux de l'âge, on réservait pour les coupes à l'extraordinaire les modernes et les anciens.

Les défrichements des forêts du domaine demeuraient interdits, sauf autorisation du Conseil du Roi.

b) **Bois de main-morte.** — Les ecclésiastiques étaient, sous l'ancien régime, considérés comme usufruitiers de leurs bois, le Roi en étant en quelque sorte le nu-propriétaire. « Cela, dit Pecquet, avec d'autant plus de raison que leur bien est celui des pauvres, destiné aussi à l'entretien des temples et à la décoration des autels. C'est ce qui fait qu'ils ne peuvent aliéner, donner à bail (1), à uns et rente, ni défricher les bois, ni user des baliveaux et de la futaye, parce que l'usufruitier n'a point droit sur le fond. »

Tous ces bois furent soumis au régime forestier.

Ils étaient astreints à la réserve du quart, surface où l'on devait laisser croître les bois en futaie aménagée à trente ans au moins, et dont la coupe devait être autorisée dans la forme extraordinaire.

Interdiction était faite, par ailleurs, de couper les taillis de moins de dix ans. Lors de ces coupes, on devait obligatoirement réserver au moins seize baliveaux de l'âge par arpent.

(1) De plus de trois ans. L'auteur cite de nombreux baux d'une durée supérieure qui furent annulés pour cette raison. C'est dire que l'emphytéose était interdite au Clergé.

D'une façon générale et absolue, tout défrichement non autorisé était interdit, à peine de 3.000 livres d'amende par arpent de futaie, et 300 par arpent de taillis.

Le Clergé fit une très vive opposition à l'application de cette ordonnance. Les ecclésiastiques devaient, en effet, dès la promulgation de l'ordonnance, faire arpenter leurs bois pour permettre aux officiers forestiers de vérifier l'exacte application de la réserve du quart. Cette mesure préalable nous paraît sage : ce fut cependant celle à laquelle les propriétaires religieux refusèrent le plus énergiquement de se soumettre. Les raisons données ne paraissent pourtant pas bien convaincantes : la principale était la dépense élevée qu'entraînerait cet arpentage ; en outre le Roi pouvait bien faire confiance aux détenteurs des bénéfices, qui n'ignoraient pas que leurs biens leur avaient été donnés pour en jouir en bons pères de famille. Mais la véritable raison est sans doute différente, car le premier Ordre de la nation avait un intérêt financier évident à tenir inconnu du Prince le montant de ses biens. C'est pourquoi sa contribution au budget fut toujours un « Don gratuit ».

Quoi qu'il en soit, un arrêt du Conseil du 30 septembre 1670 vint dispenser pour deux ans le Clergé d'appliquer l'ordonnance. Du moins les bois furent-ils ouverts aux visites des grands maîtres, qui devaient faire des rapports sur leur état.

Il fallut, par la suite, un grand nombre d'ordonnances et d'arrêts successifs pour assujettir à l'ordonnance tous les bois de mainmorte. Le Roi dut, avec patience et constance, étendre, département par département, ordre par ordre, le champ d'application de son ordonnance.

c) **Bois des communautés laïques.** — Ils sont assimilés aux bois de mainmorte, avec cette différence que le soin de leur aménagement incombe entièrement à la Maîtrise. Ce point est précisé par un arrêt du Conseil du 16 mars 1698. Cependant certaines questions d'administration géné-

rale peuvent échapper, si leur nature l'exige, à la compétence du Grand Maître, pour ressortir à l'Intendant.

d) **Bois des particuliers.** — Le désordre dans lequel l'ordonnance trouvait les bois du Domaine fait présumer que les bois particuliers ne devaient pas être en brillant état en 1669. Or, ils formaient, comme de nos jours, la plus grande masse forestière du royaume, après les bois du Roi. Comment Louis XIV ne leur eût-il pas porté intérêt ?

« Enjoignons, dit l'article premier, titre XXVI, à tous nos sujets, sans exception ni différence, de régler la coupe de leur bois taillis au moins à dix années, avec réserve de seize baliveaux en chaque arpent, et seront tenus d'en réserver aussi dix des ventes ordinaires de futaie... et qu'au surplus ils observent en l'exploitation ce qui est prescrit pour l'usage de nos bois, aux peines portées par les ordonnances. »

Remarquons qu'en 1518, tout défrichement avait été interdit aux particuliers, interdiction limitée en 1520 aux bois situés à six lieues de la Seine ou de ses affluents.

En outre, les propriétaires de hautes futaies situées à dix lieues de la mer ou à deux lieues des rivières navigables « ne pouvaient les vendre ou les faire exploiter qu'après en avoir donné avis au Contrôleur des Finances ou au Grand Maître, sous peine d'amende et de confiscation ». Sous cette sévérité apparaît la « violente amour » que le roi et son ministre portent à la Marine...

Il y a plus. Le Grand Maître peut retenir, au cours des adjudications, les arbres jugés nécessaires à la marine ou aux maisons du Roi.

Comme contre-partie à toutes ces charges et injonctions, l'ordonnance donne aux particuliers la faculté de faire punir les délinquants des mêmes peines que pour les bois du Domaine.

Peut-être, de nos jours, ce droit de regard si étendu, qui se traduisait par le droit de visite des Maîtres dans les bois particuliers, nous paraît-il excessif. Il était alors mo-

tivé fortement non seulement par les plus hautes raisons d'intérêt public, mais par le désordre et l'abandon où se trouvait la forêt privée. Il faut dire, en outre, que l'ordonnance ne fut que très discrètement appliquée, surtout en matière de réserves de bois de futaie ; et c'est là d'ailleurs le principal grief que l'on puisse lui faire.

II. — MESURES ADMINISTRATIVES

Elles ont un double objet :

1° Fixer les règles de l'adjudication des coupes du Domaine ;

2° Fixer les attributions et même, dans une certaine mesure, le mode de recrutement du personnel forestier.

I. — **Adjudications.** — Les règles des adjudications, de nos jours, sont fort analogues à celles qui sont précisées par l'ordonnance.

L'assiette des coupes devait être préparée un an à l'avance par le Grand Maître ou ses officiers (Titre III, article 10) ; les pieds corniers des coupes et les arbres en réserve étaient marqués au marteau (art. 12). Actuellement, les arbres sont, au contraire, marqués en abandon. Les adjudications étaient faites avant le 1^{er} janvier, tant futaie que taillie (art. 13). Le paiement devait être effectué dans les délais fixés par le Grand Maître, au plus tard à la Saint-Jean de l'année qui suivait l'adjudication entre les mains non pas du personnel forestier, mais du Receveur particulier ou général du Roi, ou, s'il n'en existait pas, du Receveur général du Domaine.

Les adjudications (Titre XV) étaient faites par le Grand Maître, obligatoirement dans l'« auditoire » ordinaire de la Justice des Eaux et Forêts, aux enchères, une huitaine franche au moins après la dernière publication.

Certaines catégories de personnes étaient exclues des adjudications : ecclésiastiques, gentilshommes, gouver-

neurs des villes et places, capitaines des châteaux et maisons royales, ainsi que les officiers des Eaux et Forêts et de tout autre département, et leurs proches parents (jusqu'aux cousins germains).

Les associations secrètes de marchands sont sévèrement punies d'une amende, et du « bannissement des forêts ».

Enfin, certaines mesures sont prises contre les enchérisseurs notoirement insolvable et les folles enchères (désistement de l'enchère faite).

2. — **Le personnel forestier** (Titre II). — L'ordonnance de 1669 marque une date dans l'histoire du personnel des Eaux et Forêts, car sans changer ni la hiérarchie, ni les attributions des officiers c'est son application qui a mis fin à l'indiscipline et à la licence que nos Rois avaient si souvent reprochées à ce corps.

Colbert, devant le désordre qui régnait, et dont l'exemple venait des grands maîtres, avait commencé par prendre une mesure énergique : la suppression pure et simple de leurs offices. Ils furent d'ailleurs confiés peu de temps après aux réformateurs, dont ce fut la récompense. Ceux-ci avaient suivi l'exemple venu de si haut, et avaient eux-mêmes procédé à de nombreuses révocations parmi les maîtres et officiers subalternes. Tout le personnel était donc à réorganiser. L'ordonnance s'y emploie.

Tout le personnel était nommé par le Roi, et non, suivant certains usages anciens, par chaque supérieur hiérarchique. L'Administration était donc composée de fonctionnaires, qui versaient, pour la plupart, une caution assez élevée (500 livres pour les maîtres particuliers, 1.000 pour les arpenteurs) destinée à répondre de malversations éventuelles.

L'article 16 du titre premier impose un examen professionnel non seulement aux candidats aux « offices de judicature des Eaux et Forêts », mais même aux futurs greffiers et huissiers. Quant aux sergents à garde, ils devaient, entre autres choses, savoir lire et écrire. Le programme

des maîtres particuliers n'était d'ailleurs pas très étendu : il s'agissait du contenu de l'ordonnance. Mais la science forestière était moins vaste que de nos jours. Quant aux lieutenants, collaborateurs juridiques des maîtres particuliers, ils étaient obligatoirement gradués.

Les plus hauts officiers de l'Administration des Eaux et Forêts étaient les **Grands Maîtres**. Ils avaient la direction générale des Eaux et Forêts de leur département et, à ce titre, y avaient la qualité de Réformateurs. Outre d'importantes attributions financières et techniques, ils avaient un rôle judiciaire considérable que nous aurons à examiner ci-dessous. Ils sont surtout les véritables représentants du Roi dans leur département. « Leur appartiendra, dit l'article 2, Titre premier, par privilège et prérogative spéciale sur tous les autres officiers des Eaux et Forêts, l'exécution de toutes nos lettres patentes, ordres et mandements sur le fait de nos Eaux et Forêts... »

Ils exerçaient ce pouvoir soit directement, soit par lettres d'attache (sortes de visa qu'ils délivraient ; ordres écrits qui leur permettaient d'exiger des enregistrements, de déléguer leur autorité ; permission spéciale par laquelle ils octroyaient telle ou telle faveur, par exemple, dit Pecquet, « de chasser ès-forêts royales, de construire des châteaux, maisons, moulins à demi-lieue des forêts... d'arracher des plants dans les forêts royales »).

Ils étaient tenus d'effectuer annuellement la visite complète des forêts de leur département.

Ils exerçaient leurs fonctions avec le concours de nombreux collaborateurs, suivant une organisation centralisée, et relevaient directement du Contrôleur Général des Finances et du Conseil du Roi.

Jusqu'à Henri III il n'y eut dans le royaume qu'un seul Grand Maître. Puis ils furent multipliés jusqu'à l'époque de Colbert, qui supprima toutes les charges en raison de l'indignité des titulaires, pour les rétablir en 1669, au nombre de seize.

Leurs principaux collaborateurs étaient les **Maîtres par-**

ticuliers qui occupaient l'échelon hiérarchique immédiatement inférieur.

Leur rôle était d'exercer, sous l'autorité du Grand Maître, la plus grande partie de ses attributions forestières dans une circonscription moins étendue. Les circonscriptions, les maîtrises, étaient en principe baillagères, c'est-à-dire qu'elles correspondaient au ressort du baillage où elles étaient établies.

Les Maîtres particuliers prêtaient serment à la Chambre des comptes, ils ne dépendaient des grands maîtres que hiérarchiquement.

Astreints, en principe, à résider au siège de la Maîtrise, ils devaient visiter leurs forêts tous les six mois, sans préjudice de toutes les tournées particulières qu'ils ne devaient pas négliger de faire.

Ils avaient eux-mêmes la collaboration de tout un personnel dont le rôle était soit principalement technique -- gardes-marteau, sergents à garde, arpenteurs -- soit surtout judiciaire -- lieutenants, procureur du roi, greffiers, huissiers.

Le Garde-Marteau était, dit Pecquet, « un des officiers qui pouvait faire le plus de bien ou le plus de mal ». Il était chargé de la surveillance des gardes et astreint à une visite mensuelle de ses bois. De là la plaisanterie traditionnelle, rapportée par Huffel, que pour être bon garde-marteau il fallait avant tout avoir le poignet solide... Il fallait aussi d'autres qualités car, dit l'article premier, section VI, il devait « assister aux audiences et en la Chambre du Conseil où il aura voix délibérative... et en leur absence administrera la Justice... si par Nous, par le Grand Maître ou par son lieutenant à la Table de Marbre il n'en est autrement ordonné... ». Sage réserve, au cas où la valeur du poignet eut primé celle du cerveau...

Il était autrefois interdit aux Maîtres particuliers, comme aux baillis et sénéchaux, d'avoir des lieutenants. Tolérés à partir de Charles VII, ils deviennent obligatoires vers le milieu du seizième siècle (Réformation générale de Normandie (1534) et édit de 1554). Les Maîtres

n'étaient pas toujours « idoines et capables » en fait de justice car pour être bon forestier on n'est pas obligatoirement gradué. Mais il faut l'être pour être lieutenant, et pour doubler les Maîtres en cette qualité « tant en nos Bois et Forêts... qu'en l'audience et en la Chambre du Conseil.. et partout ailleurs ».

Les Maîtres particuliers avaient parfois certains inférieurs hiérarchiques appelés **gruyers**, doués d'une certaine autonomie, dont les fonctions étaient également doubles, à la fois administratives et judiciaires. Les grueries permettaient de suppléer à l'éloignement du siège des maîtrises auxquelles, en petit, elles étaient comparables. Astreints à résider « dans le détroit de la gruerie, le plus près des bois que faire se pourra, à peine de perte de leurs gages et interdiction » ils devaient visiter chaque quinzaine leurs eaux et leurs bois.

III. — ORGANISATION JUDICIAIRE DES EAUX ET FORETS

Là réside la différence essentielle entre le personnel forestier de l'Ancien Régime et le nôtre. Le principe de la séparation des pouvoirs ne s'était pas fait jour, et il apparaissait avantageux à plusieurs égards de faire juger les affaires d'Eaux et Forêts par des tribunaux spécialisés. Rapidité de la sanction des délits forestiers, compétence technique des juges, autant de raisons de conserver la très ancienne tradition qui faisait des officiers forestiers les juges ordinaires en matière d'Eaux et Forêts, qu'il s'agit d'affaires civiles, criminelles ou administratives. C'est là une des prérogatives que le corps forestier défendit le plus jalousement contre les empiètements tentés par les Intendants ou même par les justices seigneuriales (1).

(1) Arrêts du Conseil du 28 octobre 1702, 24 mai 1707, 8 juin 1707, 28 juin 1709, 23 septembre 1710, confirmés par la Déclaration du Roi sur les Grueries du 8 janvier 1715. Il s'agit là d'arrêts cités par Pecquet où le Conseil du Roi avait cassé des décisions d'Intendants ou de juges seigneuriaux en matière de bois de communautés ou de bois seigneuriaux.

Pour étudier cette organisation, nous allons examiner les attributions des divers officiers et la composition des Tribunaux ; puis nous rechercherons de quelle façon ces tribunaux spéciaux sont rattachés, par la voie de l'appel ou de la cassation, aux juridictions ordinaires ; Parlements ou Conseil du Roi.

Le plus bas échelon de cette hiérarchie judiciaire était occupé par les Gruyers, qui devaient « tenir leur siège à jour et heure fixes chaque semaine ». Seuls les délits minimes entraient dans leur compétence, ceux dont la peine était une amende inférieure ou égale à 12 livres, tous les autres étant de la compétence des maîtrises. L'appel de leurs décisions n'était pas suspensif.

Les gruyers formaient donc une juridiction d'exception, un peu comparable à celles de nos juges de paix.

Au-dessus d'eux se trouvaient les **tribunaux des maîtrises**, juges de première instance de presque toutes les matières d'Eaux et Forêts. Hors les affaires réservées aux Grands Maîtres et aux Tables de Marbre, les différends de partie à partie en matière de « propriété des Eaux et Bois appartenant aux Communautés ou particuliers, sinon lorsqu'elle sera nécessairement connexe à un fait de réformation et visitation... » (Art. 10, Titre premier) (1) et les affaires de la compétence des « juges ou verdiers » seigneuriaux, c'est la règle générale de l'article premier, section II, Titre premier qui s'applique : « Les Maîtres particuliers ou leurs lieutenants connaîtront en première instance, à la charge de l'appel, soit de partie à partie ou à la requête de notre Procureur, tant au civil qu'au criminel de toute la matière des Eaux et Forêts et ses circonstances et dépendances, suivant les restrictions et limitation contenues ès-articles de la présente ordonnance. »

Les matières sont jugées sommairement, autant qu'il se peut, c'est-à-dire sans instruction. « Le bon ordre de la

(1) Ce sont les Baillis, Sénéchaux et autres juges ordinaires qui sont compétents dans ces affaires purement civiles.

police des forêts, remarque Pecquet, demande que les délinquants soient châtiés promptement. » Mais les conclusions du Procureur du Roi sont toujours nécessaires, et il ne peut jamais lui en être refusé acte.

Les Maîtrises sont, en principe, subordonnées par l'appel aux Tables de Marbre, et parfois directement au Parlement ou au Conseil s'il s'agit de l'exécution d'arrêts du Conseil ou d'affaires dont le Roi s'est réservé de connaître.

Le Tribunal, en principe, est composé du Maître particulier, président avec voix délibérative, de son Lieutenant, chargé des instructions quand le Maître particulier n'est pas gradué, et du garde-marteau, assisté de greffiers et d'huissiers. La présence du Procureur du Roi est toujours nécessaire.

Au-dessus des Maîtres particuliers, nous rencontrons les **Grands-Maîtres**. Leur rôle judiciaire est double. Ils peuvent juger soit seuls, en qualité de réformateurs, soit à la tête des Tables de Marbre.

Leur juridiction personnelle ne peut s'exercer que quand ils sont en réformation. Pecquet, à l'appui de cette opinion, cite un certain nombre d'arrêts du Conseil cassant des jugements rendus par des Grands-Maîtres en leur hôtel : 17 juin 1673, 21 juin 1704 (Département de Touraine), 20 juillet 1709 (Département d'Alençon), etc... Dans ce cas ils « connaîtront, dit l'article premier, section I, en première instance, à la charge d'appel, de toutes actions qui seront intentées par devant eux en procédant aux visites, ventes et réformations des Eaux et Forêts, entre telles personnes et en quelque cas et matière que ce soit. »

Cependant, sans être en réformation, ils peuvent présider les tribunaux des Maîtrises et faire ainsi acte de juges. (Arrêt du Conseil du 17 juin 1673.) Quand ils se joignent aux Maîtrises au cours d'une réformation, ils jugent en matière civile, en forme d'ordonnance, comme s'ils étaient seuls, réduisant ainsi le rôle des officiers à leur simple présence.

L'appel des décisions rendues par les Grands-Maîtres ne peut aller aux Tables de Marbre, dont ils sont présidents (Arrêts du Conseil du 9 septembre 1692, 16 avril 1697, 26 octobre 1702, 26 mars 1739). Il appartient donc généralement au Parlement, ou au Conseil s'il s'agit de l'exécution d'arrêts du Conseil, ou d'affaires administratives.

Les Grands-Maîtres président les Tables de Marbre, ou sont censés les présider : elles jugent en leur nom.

Elles sont, en principe, nous l'avons vu, une juridiction d'appel, mais cependant peuvent juger « tous les procès » qui leur seront portés ou envoyés par les Grands-Maîtres des Eaux et Forêts de leur département (art. premier, sect. XI). Cette compétence exceptionnelle ne leur est donnée que par l'attache du Grand Maître.

La Table de Marbre est la juridiction ordinaire d'appel pour les jugements, en matière d'Eaux et Forêts, prononcés par toutes les juridictions inférieures, royales ou seigneuriales. Elles connaissent donc les affaires des grueries par tiers-appel.

Il est possible de faire appel des décisions des Tables de Marbre devant le Parlement ou le Conseil du Roi. Cet appel n'est pas suspensif s'il s'agit de « délits, malversations, confiscations et substitutions ».

Cependant, elles sont chargées par la Déclaration du Roi du 13 septembre 1711 de statuer en dernier ressort sur les appels de condamnation à des peines afflictives pour faits de chasse.

Les Officiers des Tables de Marbre peuvent recevoir, par l'attache du Grand Maître, le pouvoir d'entreprendre les réformations, et par ce point, ils s'apparentent à ceux des Officiers dont les fonctions sont plus spécialement techniques.

♦♦

Telle est, dans ses grandes lignes, l'ordonnance de 1669. Imparfaite peut-être, elle n'en plaça pas moins le droit forestier et la sylviculture français très au-dessus de ceux des autres pays où, à vrai dire, l'un et l'autre étaient à

peu près inexistants. C'est d'elle que l'on peut faire dater l'essor de la sylviculture, sous l'impulsion d'hommes qui n'étaient pas tous forestiers, comme Buffon, Duhamel, Maclot. Les résultats qu'elle permit d'obtenir eussent été meilleurs sans les difficultés que son application ne cessa de soulever. Nous connaissons l'opposition active du Clergé ; les particuliers, eux, employèrent la résistance passive. Mais les difficultés n'avaient pas commencé à l'application : l'ordonnance, dit Pecquet, « ne laissa pas que d'essayer des contradictions avant que d'être revêtue de toutes les formalités qui pouvaient lui donner force de loi dans tout le Royaume : elle fut enregistrée au Parlement, le Roi y tenant son lit de justice, et la Chambre des Comptes ne l'enregistra que par exprès commandement du Roi porté en cette Chambre ». C'est, conclut le vieil auteur, un peu désabusé « qu'elle était gênante et sévère pour plusieurs privilèges abusifs ».

C'est l'honneur de la Monarchie d'avoir tenu à les briser. Louis XIV en fut promptement récompensé. Colbert eut la satisfaction de voir sextupler le revenu des Forêts, de 1660 à 1689 (1).

L'ordonnance de 1669 est semblable aux fondations que

(1) J'emprunte à Huffer (T. III, p. 264) le tableau suivant :

REVENU EN ARPENTS DES FORÊTS DU DOMAINE
avant et après la Réformation de Colbert
(La contenance des forêts domaniales était de 1.303.834 arpents en 1682)

Années	Revenu brut en livres	Revenu net en livres	Années	Revenu brut en livres	Revenu net en livres
1660	388.252	228.146	1680	1.305.873	950.059
1661	327.834	168.788	1681	1.207.560	739.556
1662	75.181	50.523	1682	1.577.661	1.054.265
1663	422.272	320.705	1683	1.416.836	1.028.766
1664	465.799	378.069	1684	1.512.533	1.048.374
1665	526.035	365.572	1685	1.564.811	1.113.454
1666	441.123	341.263	1686	1.642.249	1.203.977
1667	527.175	419.172	1687	1.557.862	1.137.670
1668	657.798	524.337	1688	1.736.968	1.286.297
1669	644.747	460.412	1689	2.051.272	1.545.310
Moyenne	447.623	325.699	Moyenne	1.557.363	1.110.773

l'on construit pour supporter un vaste édifice. Ces fondations sont solides et permettent d'envisager l'avenir avec confiance. Mais par elles-mêmes elles ne sont rien, et elles valent ce qu'en font les architectes.

CHAPITRE V

LE DIX-HUITIEME SIECLE

Et les architectes surent, d'une façon générale, se montrer égaux à leur tâche. Au dix-huitième siècle, dit Hufel, « la foresterie française était de beaucoup la première du monde ». Loin d'être dominés comme plus tard par l'influence des forestiers allemands, c'étaient ceux-ci qui traduisaient les œuvres de Réaumur, Buffon, Duhamel, Varenne de Feuille, Perthuis, et s'en inspiraient...

Ils y eurent quelque mérite, ne le cachons pas. Car du vivant même de Louis XIV, la Forêt, à peine restaurée, fut assaillie à nouveau par ses ennemis habituels.

A certains, elle échappa. A la démoralisation du personnel par exemple. Nous savons quel mal firent avant Colbert, les officiers sans scrupules. Nous avons vu Colbert y mettre bon ordre, en supprimant toutes les charges des officiers infidèles, et, du même coup, la cause profonde du mal : l'alternativité des offices, où les meilleurs trouvaient un motif d'indifférence, les autres une excuse pour leur gestion malhonnête.

Or, dès 1707, les besoins d'argent du Trésor se font pressants, la fiscalité (pour employer un langage moderne) ne trouve plus de ressources, et l'on est acculé aux expédients. A nouveau, le rétablissement des offices alternatifs en fut un. Mais il ne fut pas suivi, cette fois, de son cortège catastrophique. Progrès de l'esprit public, de la conscience et de la valeur professionnelle, après la longue période de paix intérieure que Louis XIV avait donnée au

pays ? heureuses circonstances, favorisées sans doute par le Gouvernement, qui permirent aux titulaires d'acquérir la plupart des offices alternatifs, et par là même de faire disparaître l'alternativité par confusion ? Toujours est-il qu'aucun auteur ne signale plus les honteux excès dont, antérieurement, étaient remplis les textes royaux eux-mêmes.

Un autre ennemi, au contraire, se réveilla, à partir de la fin de cette première décade du dix-huitième siècle sous la pression des difficultés financières. C'est le déboisement.

Dès 1707, le Conseil autorise certains défrichements. Le spectre de la famine reparaisait, et l'agriculture, qui, à vrai dire, ignore encore les merveilleuses possibilités que les méthodes intensives lui donneront plus tard, ne connaît qu'une façon d'augmenter sa production, c'est d'agrandir les surfaces cultivées. La tentation est d'autant plus forte que la fertilité des terrains fraîchement défrichés est bien connue. Un peu plus tard, la théorie physiocratique devenant à la mode apporta des raisons théoriques à cette malencontreuse inimitié entre les champs et les bois. La forêt parut un mode bien primitif d'occupation du sol, qu'il était bon de réformer dans la plus large mesure possible. A partir de 1762, les autorisations de défrichements se multiplièrent sous cette double pression, et en 1766 pour favoriser les défrichements exécutés par les particuliers, Louis XV exonéra de tous impôts les terrains défrichés postérieurement à 1762 (taille, dime, vingtième, droits d'enregistrement et de franc-fief). Cette impulsion, venue de haut, fut parfois suivie par les propriétaires que le luxe délicieux du dix-huitième siècle ne laissait pas sans besoins d'argent : comment eussent-ils résisté, alors que les théories les plus séduisantes contribuaient encore à déprécier les forêts à leurs yeux ?

Les finances publiques, au même moment, connaissaient de grandes difficultés : les sacrifices d'ordre forestier furent consentis d'autant plus volontiers qu'ils étaient comme auréolés par l'idéologie qui régnait alors. Com-

ment en eut-il été autrement ? Toujours est-il que Necker, dans son « Compte rendu » estime à 950.000 arpents l'étendue des forêts défrichées de 1766 à 1780, soit environ 475.000 hectares.

Le déboisement, à côté de cette forme brutale, se présente aussi sous un aspect atténué, que l'on a accoutumé d'appeler le désarbrement. C'est la disparition des grands arbres ; la conséquence en est d'amener la disette de bois d'œuvre.

Un des objet de l'ordonnance de 1669 était précisément d'assurer à la marine et au commerce des ressources suffisantes en bois d'œuvre : d'où les prescriptions touchant aux réserves de baliveaux dans les taillis, et au quart de réserve imposé dans les forêts.

Les règlements qui furent faits pour chacune des forêts du Domaine imposèrent une réserve beaucoup plus abondante que celle de seize baliveaux à l'arpent fixée par l'ordonnance. Il ne s'agissait là que d'un minimum en dessous duquel on ne devait jamais descendre. Huffel cite un grand nombre de règlements, s'appliquant à des bois de communautés comme à des bois du Domaine, qui imposent le plus souvent vingt-cinq baliveaux de l'âge à l'arpent, et un nombre élevé de modernes et d'anciens.

Mais un grave danger se révéla, au cours du dix-huitième siècle. On crut devoir diminuer sensiblement la durée des révolutions. La rareté des beaux arbres en fut grandement accrue.

La raison de cette théorie était double. Une idée purement technique d'abord : on distinguait mal encore le brins de semence et les simples rejets ; on n'avait pas encore observé les différences de qualité et de longévité qui dans la plupart des cas les séparent. Il parut donc beaucoup plus simple et plus économique d'abattre plus jeunes les arbres de futaie pour assurer des rejets normaux. Les forestiers comptaient ainsi s'épargner les frais élevés de régénération artificielle qu'ils pratiquaient, conformément à l'ordonnance, quand c'était nécessaire, à

l'intérieur et aux abords des forêts où des vides s'étaient produits, où des landes avaient pris la place des bois abroustis. « En 1727, on entreprit... le reboisement de 2.000 arpents de landes et de bruyères contigus à la forêt (de Bercé), ce qui occasionna une dépense de 170.000 livres » (Huffel).

Parfois, le pays manquait de bois. Un arrêt du Conseil du 27 juillet 1782 dit : « S. M. a reconnu que le motif qui avait déterminé à régler ces forêts en 1688 et 1700 à un âge aussi avancé (235 à 240 ans en forêt de Blois, 315 en forêt de Russy et 150 environ en forêt de Boulogne) a été le peu de consommation et de débit que ces bois avaient alors ; mais bien loin que ces motifs subsistent encore, il a été adressé à S. M. des représentations sur la disette de bois qui commence à se faire sentir dans le Blaisois, occasionnée par la modicité des coupes dans les forêts de S. M. Ensuite de quoi, l'âge d'exploitation fut abaissé à 108 ans à Blois, à 126 à Russy et 130 à Boulogne » (Huffel).

Mais par dessus tout, on eut le souci d'augmenter le revenu des forêts en abattant davantage de bois d'œuvre. N'était-ce pas naturel, puisque les forestiers eux-mêmes y trouvaient des avantages ? Et la forêt de Haguenau, qui produit 28.000 livres par an en 1720, en produit 37.000 en 1750, 200.000 en 1784 et 226.000 par an de 1785 à 1787 (Huffel). Ascension foudroyante que ne suffisent à expliquer ni la meilleure gestion, ni les progrès de la sylviculture, ni la variation des cours.

CHAPITRE VI

LA REVOLUTION

Ainsi arrivons-nous à la période révolutionnaire. Hâtons-nous de dire que, comme la législation de l'Ancien Régime dans son ensemble, la législation forestière fut bouleversée de fond en comble.

Les cahiers de doléance ne faisaient pas prévoir ces

profonds remaniements. Les réformes qu'ils demandaient, pour sérieuses qu'en eussent été les conséquences, auraient pu être réalisées dans le cadre de l'Ordonnance ; et, bien que suggérées par l'intérêt particulier beaucoup plus que par le souci du bien public, le progrès des méthodes forestières aurait peut-être permis qu'elles fussent menées à bien sans trop grands dommages pour le pays.

Le Clergé réclamait la suppression du droit de regard des forestiers royaux sur ses domaines. Nous avons dit pour quelle haute raison nos Rois avaient toujours maintenu le principe de cette tutelle royale : le Clergé n'avait qu'un droit d'usufruit sur ses biens. L'Etat, considéré comme nu-propriétaire, devait avoir un certain contrôle sur ce qui était comme sa chose. Etait-il logique, si les ecclésiastiques voulaient conserver leur rôle historique dans l'administration du Royaume de vouloir en rejeter une des conditions nécessaires ? Toutefois, on aurait pu, sans doute, rendre moins pesante cette tutelle administrative et technique.

Le Tiers-Etat, pour des raisons différentes, soutenait des revendications analogues, et rejetait tout contrôle des forêts des particuliers. L'état de choses auquel on eut ainsi abouti nous semble tout naturel aujourd'hui ; mais il n'est que trop certain que les propriétaires forestiers de la fin du dix-huitième siècle n'étaient pas encore aptes à profiter sans péril de la liberté totale. Les années suivantes l'ont bien montré.

Les officiers des Maîtrises sont animés de soucis contraires. Ils réclament des règles administratives plus strictes pour les bois des communes et du Clergé, pour les forêts royales aussi : augmentation des réserves obligatoires, modification des aménagements et surtout suppression des droits d'usage. Vœux sages, inspirés par le souci du bien public, dont les législateurs révolutionnaires prirent, ou tolérèrent que fût pris le contrepied.

L'œuvre de destruction fut accomplie en trois étapes : les deux premières furent franchies par l'Assemblée Constituante, la dernière par l'Assemblée législative.

I. — **Loi du 11 août 1789.** — L'article 7 portait : « La vénalité des offices de judicature est supprimée. La justice sera rendue gratuitement ; et néanmoins les officiers pourvus de ces offices continueront d'exercer leurs fonctions jusqu'à ce qu'il ait été pourvu par l'Assemblée Nationale aux moyens de leur procurer leur remboursement. »

Il ne nous appartient pas d'apprécier ici le dogme de la séparation des pouvoirs, dont cet article prépare l'application qui en sera faite par la loi des 19-25 décembre 1790. Constatons simplement qu'à partir de cette date, les officiers des Maîtrises renoncèrent à l'exercice de leur judicature. Très sceptiques sur le montant de leur « remboursement » et sur l'époque auquel il serait fait — avaient-ils tort ? — il eût fallu un véritable héroïsme pour exercer gratuitement une fonction qui devait, plus que jamais, leur valoir des ennemis, à une époque où il n'était pas bon d'en avoir. 1789, c'était le début de la ruée générale des paysans sur la forêt, cet ennemi héréditaire, le symbole des anciens privilèges abhorrés, qui occupe, dans la campagne, la place du blé qui manque. C'est le commencement de la rage collective qui, bientôt, ne s'en prendra plus seulement aux forêts et aux bois, mais aux arbres des grand'routes et des places publiques. « Le paysan, dit Michelet (1), pour faire une paire de sabots, choisissant tel sapin marqué par la marine qui eut fait un mât de vaisseau, l'attaquait au pied par la flamme, le gâtait, l'abattait ; il saccageait, rasait dans la montagne le bois même qui, l'hiver, eût soutenu les neiges, arrêté l'avalanche, protégé le village... »

II. — **Décret du 11 décembre 1789.** — Le scandale devint bientôt si éclatant qu'après une proclamation du Roi du 3 novembre demeurée sans effet, on résolut de faire un grand effort. Le décret du 11 décembre 1789 sur la répression des délits forestiers est tout à fait en accord avec les idées de fraternité et d'amour mutuel

(1) Hist. de la Rév., T. III, L. 9, ch. 2.

qui remplissaient les discours de cette époque généreuse; pour remplacer les fonctionnaires exacts qu'il a démoralisés, le Gouvernement a la naïve imprévoyance de faire appel au dévouement de tous les citoyens. Il décide : « que les forêts, bois et arbres sont mis sous la sauvegarde de la nation et de la loi, du Roi, des tribunaux, des assemblées administratives, municipalités, communes et gardes nationales... »

Les sanctions ne sont pas oubliées : le décret se réfère, à leur sujet, à l'ordonnance de 1669, inappliquée malheureusement pour les raisons que nous avons dites. Inappliquée, elle le demeura et le devint plus encore car si les tribunaux et les gardes nationales se désintéressèrent de cette sauvegarde, les principaux intéressés, les municipalités en l'espèce, n'hésitèrent pas à se considérer comme investis de la gestion des forêts et en prirent argument pour organiser le pillage. Nous ne pouvons nous dispenser, après avoir cité Michelet, de citer à son tour la page si connue où Taine (1) stigmatise ces procédés : « Il n'y a plus de propriété publique, chaque commune ou particulier s'en approprie ce qui lui convient, produit ou sol : les dépradateurs vont jusqu'à dire que puisque le Gouvernement ne les réprime plus, il les autorise. Tel village près de Fontainebleau s'est partagé et a défriché un morceau entier de la forêt. A Rambouillet, du 10 août à la fin d'octobre, la perte est de 100.000 écus, et les agitateurs demandent avec menace le partage de la forêt avec les habitants. Partout les dévastations sont énormes, prolongées pendant des mois entiers, et telles, dit le Ministre, que cette source de revenus publics est pour longtemps tarie. »

Longtemps après, sous Louis-Philippe, le Gouvernement, dans le but d'éviter définitivement une masse énorme de procès, et de légaliser une situation illégitime, par la loi du 20 mai 1836 et l'ordonnance du 14 décembre 1837, devait se décider à « concéder aux détenteurs, sur estimation contradictoire, et aux conditions qu'il aura

(1) Origines de la France contemporaine.

réglées, les terrains dont l'Etat pas en possession, et qu'il serait autorisé à revendiquer comme ayant été usurpés sur les rives des forêts domaniales antérieurement à la publication de la présente loi ». Les travaux préparatoires de la loi font état de 11.900 hectares composés de 16.943 parcelles réparties entre 10.477 détenteurs !

III. — Ainsi se trouve consommée la ruine des forêts. Il y manquait une consécration officielle. Ce fut l'œuvre de l'Assemblée législative. Par la loi du 28 août 1792, elle répondait aux officiers des Maîtrises qui avaient demandé aux Etats Généraux la suppression des droits d'usage en « rétablissant les communes et les citoyens dans les propriétés et les droits dont ils avaient été dépouillés par l'effet de la puissance féodale ».

Face à cette œuvre destructive, il serait injuste de ne pas noter les velléités d'organisation des législateurs révolutionnaires succesifs.

L'utilité des forêts n'échappait pas aux Constituants, qui disent dans le préambule de la loi du 23 août 1790 (1) « que la conservation des bois et forêts est un des objets les plus importants et les plus essentiels au besoin et à la sûreté du royaume et que la nation seule, par un nouveau régime et une administration active et éclairée peut s'occuper de leur conservation, amélioration et repeuplement pour en former en même temps une source de revenu public... »

Il faut mettre en application ces idées : l'objet de l'importante loi du 29 septembre 1791 est d'organiser cette nouvelle administration des Eaux et Forêts. Elle donne le coup de grâce à l'ordonnance de 1669, en créant une hiérarchie très voisine de celle que nous avons encore : gardes, inspecteurs, conservateurs, commissaires de la conservation générale (2).

(1) Cette loi exceptait de la vente des biens nationaux les massifs de plus de 100 hectares.

(2) Cette hiérarchie devait être quelque peu modifiée par un décret du 16 Nivôse an IX.

Simultanément, la Constituante donne corps au principe de la séparation des pouvoirs en faisant entrer toutes les affaires forestières dans la compétence des tribunaux de district ; elle annonce, enfin, de nouvelles règles législatives sur les aménagements et l'administration des forêts.

Bonne volonté bien inutile, au milieu du chaos que sont devenus les Eaux et Forêts, car le Gouvernement se trouve désarmé pour appliquer les mesures de sauvegarde du patrimoine forestier.

Ainsi voici la Convention qui décide dans un louable dessein, le 10 juin 1793, de soustraire les forêts au partage des biens communaux et d'instituer des arbitres destinés à juger les contestations sur les droits d'usage. L'idée est certes bonne, mais l'application en fut complètement inefficace. Les forêts, même non partagées, continuèrent comme ci-devant d'être pillées. Quant aux arbitres, ils tranchèrent systématiquement les conflits en faveur des usagers.

Dans le même moment, on semblait s'évertuer à aggraver le désastre : c'est un décret de l'an II, ordonnant une coupe extraordinaire dans les forêts de l'Etat, c'est un décret de l'an III ordonnant la mise en vente des bois de moins de 300 arpents éloignés de plus d'un kilomètre des massifs boisés ; c'est un décret de l'An II permettant à tous les particuliers de ramasser les glands, faines et autres fruits sauvages dans les forêts de l'Etat !

Le Directoire eut une œuvre moins nuisible, mais ne prit aucune mesure importante. Signalons pourtant qu'en l'an V, il retire l'exercice du droit de pâturage dans les forêts de l'Etat aux usagers dépourvus de titre. Ainsi s'amorce une réaction bien faible encore, et qui se heurte à des obstacles longtemps insurmontables : besoins pressants d'argent du gouvernement, manque d'autorité de l'Administration, passions inassouvies des riverains. Le Consulat retire aux communes l'administration de leurs forêts et la confie aux Eaux et Forêts (17 Ventôse an X) ; impose (curieux retour aux procédés de l'Ancien Régime, rapide abandon des principes révolutionnaires), impose

aux usagers l'obligation de faire dans les six mois la preuve par titre de leurs droits. Le 9 Floréal an XI, il va plus loin dans cette voie, et retire aux particuliers une partie de leur liberté : les défrichements sont soumis à l'autorisation de l'administration ; la Marine retrouve son droit de martelage dans les forêts privées ; on ne peut plus abattre de futaie sans déclaration faite six mois d'avance...

Mais 1813 arrive, Napoléon manque d'hommes et retire aux forêts, pour les besoins de l'armée, un grand nombre d'officiers et de gardes : jusqu'à la paix, le pillage reprend de plus belle. Et Louis XVIII, héritier de la tragique situation laissée par l'Empire, doit vendre, avant les Cent Jours, 300.000 hectares de forêts pour faire face aux nécessités financières plus aiguës que jamais.

CHAPITRE VII

LE CODE FORESTIER

Après différentes mesures assez malheureuses prises pendant les premières années de la Restauration, la nécessité s'imposa à Louis XVIII et à Charles X — comme elle s'était imposée à Louis XIV, après les désordres de sa minorité — de soumettre les Eaux et Forêts françaises à un régime légal, clair, cohérent, solide. La profusion des lois révolutionnaires et parfois leurs contradictions rendaient inefficace leur imposant appareil. On était encouragé dans cette voie par le succès des différentes codifications entreprises depuis l'Empire. On y était poussé surtout par le besoin pressant de bois, en ces années qui marquent, avec le fantastique essor économique, la véritable renaissance politique de la France. Et ce besoin — comme au temps de Colbert, cela apparaissait avec évidence — ne pouvait

être satisfait qu'en donnant à la forêt et aux forestiers le statut qui leur manquait.

Le but fixé, une commission composée de hauts fonctionnaires de l'Administration des Eaux et Forêts, des membres du Conseil d'Etat, d'agents de la Marine reçut en 1823 la mission de préparer le texte de la loi.

Le texte fut amendé par une nouvelle Commission qui put remettre dès 1825 le projet de Code aux membres des Assemblées Législatives, aux magistrats de la Cour de Cassation, des Cours du Royaume, aux Conservateurs des Eaux et Forêts. Le projet définitif rédigé, compte tenu de leurs avis, fut voté le 26 décembre 1826 à la Chambre des Députés, le 8 Mai 1827 à la Chambre des pairs, et promulgué le 31 Mai 1827. La méthode suivie avait été simple et modeste ; on n'avait pas cherché à innover. On s'était borné, en somme, à mettre l'ordonnance de 1669 en accord avec les nouveaux principes du droit public, en la rajeunissant parfois sous l'influence de certains textes révolutionnaires.

Les principales modifications apportées à la législation de l'Ancien Régime tiennent à l'application du principe de la séparation des pouvoirs.

Nous allons examiner, tout d'abord, les répercussions de ce principe sur la façon dont la loi fut conçue, puis nous ferons une analyse du régime auquel sont soumis, aujourd'hui, les bois et forêts français par le Code forestier et l'ordonnance du 1^{er} Août 1827 et les lois, ordonnances et décrets postérieurs.

Les innovations du Code forestier

Le but à atteindre était de traiter dans la loi de tout ce qui présentait un caractère général, de fixer les grandes règles devant s'appliquer à chacune des catégories où entraient les forêts du royaume, et d'abandonner au Gouvernement la responsabilité d'appliquer ces règles conformément aux lois existantes : ce dernier objet était celui de l'Ordonnance du 1^{er} août 1827.

Ainsi se trouve rejeté du cadre de la loi tout ce qui concerne l'aménagement, si soigneusement réglé par l'ordonnance de 1669. Le code forestier (Titre III, Section II) y consacre seulement deux articles : le premier (art. 15) assujettissant simplement les bois et forêts des domaines de l'Etat « à un aménagement réglé par des ordonnances royales » ; le second (art. 16) interdisant les coupes extraordinaires quelconques, les coupes de quarts en réserve ou de massifs réservés par l'aménagement pour croître en futaie sans ordonnance spéciale du Roi. L'ordonnance du 1^{er} août, au contraire, précise minutieusement les règles que devront suivre les Officiers des Eaux et Forêts pour établir ces aménagements (art. 67 à 72).

Ainsi se trouvent rejetés les détails des règles des assiettes, arpentages, balivaves, martelages, adjudications des coupes. L'ordonnance n'impose que le principe de l'adjudication publique et les sanctions. Les articles 87 et suivants de l'ordonnance fixent la pittoresque procédure des adjudications et indiquent l'instant où le fonctionnaire qui préside à la vente peut allumer la flamme. Cette flamme, on le sait, jaillit quand l'offre de l'enchérisseur approche ou rejoint l'estimation de l'administration, et s'éteint à la dernière enchère.

Presque sous chaque article du Code, on peut ainsi placer un article de l'Ordonnance chargé d'en régler l'application.

Le Code forestier ne traite pas de la compétence judiciaire, toutes les matières forestières sont soumises désormais aux règles ordinaires de la procédure. La transformation est donc complète. Les Officiers des Eaux et Forêts perdent toute attribution judiciaire, en même temps que les tribunaux spéciaux (Tables de Marbre) sont supprimés. Seules donc, les juridictions habituelles, de l'ordre judiciaire ou administratif, pourront connaître des affaires forestières, conformément au droit commun. Le Code forestier applique rigoureusement, avec toutes

ses conséquences, le principe de la séparation des pouvoirs. Les règles de juridiction et de compétence n'entraient donc pas du tout dans son cadre. Les articles détaillés que leur consacrait l'ordonnance de 1669 ne sont pas remplacés, et les officiers ne conservent que le droit de poursuivre les délits et contraventions commis dans les bois soumis au régime forestier, sans préjudice d'ailleurs du droit du ministère public (art. 159, mod. loi 31 déc. 1906).

Signalons enfin, que le Code forestier ne traite ni de la pêche, ni de la chasse. Ces matières devaient être réglées par des lois spéciales (loi du 15 avril 1829 sur la pêche fluviale, loi du 3 mai 1844 sur la police de la chasse). La rupture avec une tradition qui remontait aux plus lointaines ordonnances forestières se justifie, comme se justifiait cette tradition. La chasse d'abord a perdu le prestige qui en faisait un des privilèges les plus jalousement gardés. Au XIX^e siècle, la chasse n'est plus qu'un produit secondaire du sol. Quant à la pêche, elle a aussi cessé de mériter d'être régie par une loi forestière. Les fleuves, « chemins qui marchent » dont l'absence laissait sans valeur les plus beaux massifs, ont perdu beaucoup de leur importance forestière devant les facilités nouvelles des transports; ils ne sont plus, comme autrefois, inséparables des forêts.

DEUXIEME PARTIE

REGIME LEGAL ACTUEL DES FORETS FRANÇAISES

Nous nous proposons d'étudier, tout d'abord, le régime forestier, puis nous exposerons brièvement les restrictions apportées à la liberté d'exploitation des bois des particuliers, ainsi que les mesures de protection dont ils bénéficient.

CHAPITRE PREMIER

REGIME FORESTIER

I. — Bois soumis au régime forestier

L'article premier du Code forestier en donne l'énumération. Ce sont :

1. - Les bois et forêts du domaine de l'Etat.
2. - Ceux qui font partie du domaine de la Couronne.
- 3.- Ceux qui sont possédés à titre d'apanage et de majorat reversibles à l'Etat.
4. - Les bois et forêts des communes et sections de commune.
5. - Ceux des établissements publics.
6. - Les bois et forêts dans lesquels l'Etat, la Couronne, les communes ou les établissements publics ont des droits de propriété indivis avec des particuliers.

Cette liste n'est évidemment plus exacte. Doivent en

être retranchés : les bois et forêts de la Couronne, réunis au Domaine de l'Etat à la proclamation de la République en 1870 ; les bois des apanages et des majorats, puisque ces institutions sont supprimées. Ajoutons-y, au contraire, les reboisements faits par les associations reconnues d'utilités publique et des sociétés de secours mutuels approuvées, ainsi que leurs terrains à reboiser (Loi du 2 Juillet 1913). Sont également soumis au régime forestier les bois des départements.

En 1925, l'Etat était propriétaire de 1.489.802 hectares de bois et forêts, les communes, départements et établissements publics de 2.445.353. Le régime forestier porte donc sur près de 4 millions d'hectares.

A côté de ces bois obligatoirement régis par le Code forestier, l'art. 3 de la loi du 2 juillet 1913 donne aux particuliers la faculté de confier à l'administration forestière la conservation et la régie de leurs bois. Ils ont d'ailleurs toute latitude pour fixer la mesure dans laquelle pourra agir l'administration, mais ils n'ont aucun recours contre les mesures prises par l'administration en exécution du contrat.

II. — Le Régime Forestier

Le régime forestier se compose de mesures visant l'exploitation des forêts, les antiques servitudes qui les grèvent, leur police, enfin leur conservation.

a) EXPLOITATION

1. - **Aménagement.** — Bien que le produit des forêts de l'Etat entre pour une très forte part dans le total des recettes du Domaine, l'aménagement rendu obligatoire par l'art. 15 du Code n'a pas pour but la recherche du revenu maximum, mais le volume maximum de matière et spécialement de bois d'œuvre ; c'est du moins en ce sens que l'art. 68 de l'ordonnance du 1^{er} août 1827 oriente l'activité des conservateurs : « Les aménagements seront réglés principalement dans l'intérêt des produits

en matière, et de l'éducation des futaies ». L'Etat n'a, en effet, pas les mêmes raisons que les particuliers de chercher un taux élevé de capitalisation : son rôle est avant tout d'assurer au pays le volume de bois de travail qui lui est nécessaire. L'expérience prouve qu'il n'est guère possible de compter pour cela sur les forestiers privés, soumis à trop de difficultés et de tentations.

Dans ce but, l'ordonnance impose, dans les taillis, une réserve de 50 baliveaux de l'âge de la coupe par hectare, ce qui correspond à une trentenaire environ par arpent à la mesure royale. Les taillis, par ailleurs, ne pourront pas être exploités à moins de 25 ans, sauf ceux de châtaigniers et de bois blancs. Et l'article 16 du Code fait vivre jusqu'à nous la vieille interdiction de toute coupe extraordinaire sans autorisation par décret spécial du Président de la République.

2. - **Adjudication.** - L'art. 17 énonce également une règle traditionnelle : « Aucune vente ordinaire ou extraordinaire ne pourra avoir lieu dans les bois de l'Etat, que par voie d'adjudication publique ». Et la plupart des prescriptions anciennes sont reprises : publicité, exclusion des ventes des agents forestiers, de leurs parents jusqu'à oncles et neveux, des notaires, magistrats pouvant avoir à connaître d'affaires forestières ; interdiction des associations secrètes entre marchands de bois ; obligation de la caution.

La procédure est fixée par la loi, l'ordonnance précise le rôle de chaque agent de l'administration, du conservateur responsable de l'assiette des coupes, de l'arpenteur qui l'exécute, et la méthode de chaque opération, arpentage, martelage, organisation de la publicité (qui n'est plus faite aux prônes)...

3. - **Exploitation des coupes.** - Ce chapitre si important est également minutieusement réglé ; c'est l'objet de la section IV. Les précautions prises tendent à faire respecter scrupuleusement l'assiette des coupes, les réserves et le fonds même de la forêt : l'adjudicataire ne

peut commencer l'exploitation sans être muni d'un permis d'exploiter délivré par « l'agent forestier local chef de service » ; toute compensation est interdite entre les arbres désignés pour demeurer en réserve qui auraient été abattus, et les arbres non réservés laissés sur pied ; interdiction d'abattre des arbres avant le lever ou après le coucher du soleil, d'écorcer sur pied les arbres vendus, d'allumer des feux hors des emplacements désignés à cet effet ; de déposer dans l'enceinte des coupes des bois étrangers ; obligation d'observer les délais de vidange, et d'exécuter les travaux imposés par le cahier des charges. L'adjudicataire enfin, n'obtient sa liberté que moyennant décharge. Encore cette décharge ne peut-elle être accordée pour chaque vente, qu'après l'épreuve, dans un délai de trois mois, d'un réarpentage et d'un récolement.

b) REGIME DES DROITS D'USAGE

Ce délicat chapitre est traité dans le Code forestier avec une énergie et une modération qui ont eu raison des funestes habitudes prises au cours des siècles.

Utiles sans doute dans leur principe, les droits d'usage comme les affectations survivaient de longtemps à la disparition des circonstances qui en avaient provoqué l'institution. La facilité accrue des transports, l'essor de la vie économique rendaient inutiles, dans la plupart des cas, ces fournitures de bois aux industries et aux particuliers, véritables privilèges qui pesaient très lourdement sur la plupart des forêts.

Fallait-il donc les supprimer purement et simplement ?

Nul doute qu'une telle décision eût été favorablement accueillie par tous les défenseurs de la forêt. Mais c'était heurter de front ce que nous appellerions les droits acquis, droits défendus avec passion par leurs innombrables bénéficiaires. On ne brise pas de telles traditions, et elles répondent à des intérêts particuliers trop nombreux, lé-

gitimés d'ailleurs par le temps, pour qu'il soit souhaitable de les voir brusquement disparaître.

Aussi le Code se conformant à une autre tradition, se borne à reprendre l'esprit de nombreuses ordonnances monarchiques et dit : « Ne seront admis à exercer un droit d'usage quelconque dans les bois de l'Etat que ceux dont les droits auront été, au jour de la promulgation de la présente loi, reconnus fondés soit par des actes du gouvernement, soit par des arrêts ou jugements définitifs, ou seront reconnus tels par suite d'instances administratives ou judiciaires actuellement engagées, ou qui seraient intentées devant les tribunaux dans le délai de deux ans à dater du jour de la promulgation de la présente loi par des usagers actuellement en jouissance (Art. 61).

Seul sera donc autorisé l'exercice des droits d'usage sanctionnés par la puissance publique, qui s'oblige, à cette occasion, à vérifier et à contrôler le bon droit de tous les usagers, et la légitimité du privilège dont ils jouissent. Quant à l'avenir — conformément toujours à la tradition monarchique — « il ne sera plus fait... dans les forêts de l'Etat, aucune concession de droits d'usage, de quelque nature et sous quelque prétexte que ce puisse être. » De cet article 62, il résulte, bien entendu, que l'exercice des droits d'usage n'est toléré dans les forêts de l'Etat que par impossibilité absolue d'agir autrement. L'article 63 vient encore confirmer cette certitude en donnant au gouvernement la possibilité d'affranchir les forêts du Domaine des droits d'usage au bois, au moyen d'un cantonnement réglé de gré à gré ou par les tribunaux. L'initiative en est refusée aux usagers, afin que l'Etat soit seul juge de son intérêt. Quant aux autres droit d'usage (pâturage, pacage, glandée), ils ne peuvent être éteints par cantonnement, mais seulement par rachat. Cependant, l'art. 64, dernier alinéa, interdit cette opération à l'Administration si « l'exercice du droit de pâturage est devenu d'une absolue nécessité pour les habitants ». Notons qu'en dehors de ces causes d'extinction spéciales, les droits

d'usage, comme l'usufruit, pouvaient s'éteindre par renonciation, par non-usage ou par confusion, conformément aux règles du droit civil.

Les droits d'usage, partout où ils subsisteront, ne devront, en aucun cas, être nuisibles à la forêt : si cela est nécessaire, l'exercice en sera réduit par l'administration « suivant l'état et la possibilité des forêts ».

D'autres mesures salutaires sont encore prises, dans le dessein de restreindre l'exercice des droits de pâturage : la glandée et le pacage ne devront pas dépasser une durée de trois mois ; les droits de pâturage et de pacage ne peuvent s'exercer que dans les cantons déclarés défensables par l'administration, qui fixe le nombre de porcs et des bestiaux qui pourront y être introduits. Encore les bestiaux dont les usagers font commerce sont-ils exclus du droit au pâturage et au pacage. Les chemins par où les bestiaux pourront passer sont désignés par l'Administration qui pourra, à frais communs avec les usagers, faire les travaux nécessaires à empêcher les animaux de s'introduire dans les « taillis ou recrûs de futaie non défensables ». Chaque porc et chaque tête de bétail doit être marqué au fer d'une marque spéciale dont le fer est déposé au bureau de l'agent forestier local et l'empreinte au greffe du Tribunal. Enfin, l'accès des forêts est interdit « nonobstant tous titres ou possessions contraires aux chèvres, brebis et moutons », animaux essentiellement dévastateurs, comme chacun sait. L'art. 72, modifié par la loi du 18 juillet 1906, prend enfin des dispositions dans le dessein de préciser les responsabilités encourues, et d'en rendre effective la sanction. « Le troupeau de chaque commune ou de chaque section de commune devra être conduit par un ou plusieurs pâtres communs, choisis par l'autorité municipale... » Sont également choisis par l'autorité municipale, les pâtres des troupeaux des habitations trop éloignées pour pouvoir se joindre au troupeau communal. Tout mélange avec d'autres groupes de bestiaux est interdit et le pâtre puni d'amende et de prison en cas de

récidive. Le même texte rend les communes responsables des condamnations pécuniaires encourues par les pâtres, dont l'insolvabilité n'est ainsi pas à craindre, et qui seront mieux surveillés par leurs commettants.

Ces différentes interdictions et prescriptions sont sanctionnées par des amendes assez élevées, et, en cas de récidive, par une peine d'emprisonnement.

Le luxe de détails dans lequel, contrairement à l'habitude, entre le code montre bien en quelle méfiance il tient les administrateurs communaux. Il craint, par avance, les électeurs avides, et il limite à l'extrême la part qui revient à leurs représentants dans le règlement de l'exercice des droits. Les maires n'ont pour tout rôle que de désigner les pâtres communaux, et d'établir la liste des bestiaux qui seront admis par l'Administration au pâturage. Pour le reste, ils ne peuvent qu'exercer des recours contre l'Administration. Sévérité bien justifiée, après les abus traditionnels qu'il s'agissait justement de faire disparaître.

En ce qui concerne les droits au bois, le principe de la délivrance est maintenu. L'art. 79 dit : « Les usagers qui ont droit à des livraisons de bois, de quelque nature que ce soit, ne pourront prendre ces bois qu'après que la délivrance leur en aura été faite par les agents forestiers sous les peines portées par le titre XII pour les bois coupés en délit ». Ce texte s'applique explicitement à toutes les catégories de bois : bois d'œuvre et de chauffage, et même aux bois morts. Cependant, il est permis à ceux qui ne possèdent d'autre droit de continuer à ramasser les bois morts secs et gisants sans délivrance, à condition de ne pas se munir pour cette opération de « crochets ou ferrements d'aucune espèce, sous peine de trois francs d'amende ».

La délivrance des bois des chauffage peut être faite par stère ou par coupe. Dans le premier cas, ce sont les adjudicataires des coupes qui se chargent de la délivrance aux époques fixées par le cahier des charges. S'il y a

lieu, la délivrance est faite au maire de la commune usagère, qui fait la répartition entre les habitants. Si, au contraire, les bois sont délivrés par coupe, l'art. 81 exige que l'exploitation soit faite « aux frais des usagers par un entrepreneur spécial nommé par eux et agréé par l'administration forestière » et interdit aux usagers de partager sur pied et d'abattre aucun bois. Dans la même crainte des abus, les lots ne peuvent être faits qu'après entière exploitation de la coupe.

Les délivrances de bois d'œuvre sont également soumises à une réglementation restrictive. Tout d'abord, le principe de la quérabilité résulte, avec l'obligation de la délivrance de l'art. 123 de l'ordonnance du 1^{er} Août 1827, qui interdit toute délivrance de bois pour construction ou réparation autrement que « sur la présentation des devis dressés par les gens de l'art et constatant les besoins », et qui impose la formalité des demandes qui doivent être faites annuellement à l'administration avant certaines dates, de façon à permettre la mise en charge de ces bois sur les coupes en adjudication. Ce texte confirme aussi, implicitement, le principe que l'usage a pour limite le besoin de l'usager et qu'il ne s'arrérage pas. L'art. 83 du code, dans le même esprit, interdit la vente ou l'échange des bois, délivres, bois de chauffage ou de travail, ou leur emploi à des destinations différentes de celles qui avaient été prévues. L'utilisation doit, d'ailleurs, en être faite dans un délai de deux ans à l'expiration duquel l'administration, libre de proroger le délai, peut rentrer en possession des arbres non employés.

c) ADMINISTRATION DES BOIS SOUMIS AU REGIME FORESTIER

Il reste à savoir comment et par qui le régime forestier, dont nous venons d'exposer les grandes lignes, sera appliqué aux catégories de bois énumérées par l'article premier du code forestier.

1. — **Bois de l'Etat.** — En ce qui concerne les bois de l'Etat, la question ne souffre pas de difficulté. L'Etat est seul intéressé, et partant, seul qualifié pour gérer ces bois comme il l'entend, conformément aux règles établies.

Notons, cependant que l'Administration des Eaux et Forêts se trouve placée sous la haute autorité du Ministre des Finances, non pas seulement du Ministre de l'Agriculture. L'article premier du Titre I de l'Ordonnance du 1^{er} août 1827 dit en effet : « Les attributions conférées par le Code à l'administration forestière se sont exercées sous l'autorité de notre Ministre des Finances, par une direction générale dont l'organisation est réglée anisi qu'il suit... ». On a considéré l'intérêt particulier qu'offre pour l'Etat la possession de ses forêts, et à ce point de vue, il est certain que le Ministère des Finances est plus qualifié que le Ministère de l'Agriculture pour tirer des forêts, le rendement financier le plus élevé. Peut-être cependant cette solution n'est-elle pas en harmonie avec l'idée traditionnelle selon laquelle l'Etat propriétaire forestier a pour rôle non pas tant la recherche d'un revenu que la production difficile aux particuliers de certaines catégories de bois, notamment de bois d'œuvre. Ce rôle technique du ministère des Finances se trouvait, il faut le dire, souvent en opposition avec son rôle financier : il est certain que la production de gros bois d'œuvre est, en définitive, peu rémunératrice, car elle exige de longues révolutions. Au point de vue financier, il serait préférable d'abaisser la durée des révolutions et de produire des arbres de moindre taille ou même des taillis.

Cette raison financière est une de celles pour lesquelles le bois d'œuvre manque en France. En bonne logique, c'est donc au ministère de l'Agriculture que le Directeur général des Eaux et Forêts doit soumettre les « projets d'aménagements, de partages, d'échanges de bois, de cautionnements ou de rachats de droits d'usage des coupes extraordinaires ; d'extraction de minerai ou de matériaux dans les forêts ; de constructions à proximité des

forêts..., d'oppositions à des défrichements ; des instructions générales et questions douteuses sur l'exécution des lois ou ordonnances... » (Art. 7, Titre I de l'Ord. du 1^{er} août 1827). C'est le régime actuel.

2. — **Bois des communes et établissements publics.** — L'article 90 du Code porte : « Sont soumis au régime forestier, d'après l'article premier de la présente loi, les bois taillis ou futaies appartenant aux communes et aux établissements publics qui auront été reconnus susceptibles d'aménagement ou d'une exploitation régulière par l'autorité administrative, sur la proposition de l'administration forestière, et d'après l'avis des conseils municipaux ou des administrateurs des établissements publics. Il sera procédé dans les mêmes formes à tout changement qui pourrait être demandé, soit de l'aménagement, soit du mode d'exploitation... »

Presque tous les bois, sauf ceux situés sur des zones inaccessibles, étant susceptibles d'aménagement ou d'exploitation régulière, le régime forestier est très généralement appliqué aux bois communaux ou appartenant à des établissements publics. Mais ce texte laisse un droit de regard à la collectivité propriétaire sur la gestion de ses bois. Un simple droit de regard, car jamais la décision ne lui appartient.

S'il s'agit de classer un bois parmi ceux qui sont gérés par l'administration des Eaux et Forêts, ou d'apporter un changement à un aménagement ou au mode d'exploitation, c'est le ministre qui en décide sur la proposition de l'administration forestière. Les conseils municipaux ou les administrateurs des établissements publics ne sont admis qu'à donner leur avis. En cas « de conversion en bois et d'aménagements de terrains en pâturage » c'est encore l'administration qui a l'initiative de la proposition ; si les représentants des propriétaires s'y opposent, ce sont les juridictions administratives (conseil de préfecture et Conseil d'Etat) qui statuent. Ils n'ont pas même

le droit de choisir leur expert quand il s'agit d'opérer la délimitation de leurs bois en vue de l'application du régime forestier : c'est le préfet qui a ce pouvoir (art. 130, titre V de l'ord. du 1^{er} août 1827). Le maire ou l'un des administrateurs ne peut, en somme, qu'assister aux opérations.

A plus forte raison, les communes ou établissements publics ne peuvent faire seuls de véritables actes de disposition, tels qu'une coupe portant sur les quarts en réserve, ou toute coupe extraordinaire, ou des défrichements. L'autorisation du ministère de l'Agriculture est nécessaire — non celle du ministre des Finances, car ici ce n'est plus l'intérêt de l'Etat qui est en jeu. Notons que l'article du 20 juillet 1914 autorise le ministre à déléguer ses pouvoirs en cette matière aux conservateurs des Eaux et Forêts, simple mesure de décentralisation qui ne fait que changer sur un point la personnalité investie de la « tutelle ».

Cette méfiance envers les collectivités propriétaires est poussée si loin que les ventes de coupes ordinaires elles-mêmes — simples actes d'administration cependant — sont faites à la diligence des agents forestiers, dans les mêmes formes que pour les bois de l'Etat, et ce en présence du maire ou d'un adjoint pour les bois des communes, et d'un administrateur pour ceux des établissements publics, sans toutefois que l'absence des maires ou des administrateurs, dûment appelés, entraîne la nullité des opérations (1) (art. 100, § F). Sans même que l'absence du représentant du propriétaire lors de la vente de son bien puisse entacher la validité de l'opération ! La commune ou l'établissement public, ici est bien traité en mineur.

Dans le même ordre d'idées, l'art. 103 fixe que la délivrance « des coupes de bois destinées à être partagées en

(1) Cependant la loi du 25 février 1933 autorise les communes à aliéner à l'amiable leurs coupes forestières, sous le contrôle du service forestier, après deux mises en adjudication infructueuses, à un mois d'intervalle.

nature pour l'affouage des habitants » est préalablement faite par les agents forestiers.

Cependant, c'est le conseil municipal qui décide si le partage de l'affouage doit avoir lieu par feu, par feu et par tête ou par tête d'habitant. Il a aussi le pouvoir « de décider la vente de tout ou partie de l'affouage au profit de la caisse communale ou des affouagistes (art. 105, mod. loi 26 mars 1908).

Ces mesures de défiance ne sont d'ailleurs pas prises sans raison. C'est un fait d'expérience que les collectivités visées ont besoin d'une tutelle étroite dans la gestion de leur patrimoine. Combien cette tutelle est-elle plus nécessaire quand il s'agit d'un bien aussi difficile à gérer qu'une forêt ! Les forêts ont besoin d'être soustraites dans une large mesure à des administrateurs élus par ceux-là même dont l'intérêt immédiat est d'en abuser, et ces restrictions, en définitive, correspondent à l'intérêt bien compris des communes forestières.

CHAPITRE II

BOIS DES PARTICULIERS

Le Code pose en principe que les bois particuliers sont libres. L'art. 2 dit, en effet : « Les particuliers exercent sur leurs bois tous les droits résultant de la propriété, sauf les restrictions qui seront spécifiées dans la présente loi ».

Hâtons-nous de dire que les restrictions apportées par le Code forestier ont été complétées par certaines autres, fruits de lois postérieures. Tenons cependant dès maintenant pour acquis qu'en principe le propriétaire forestier possède, comme tout autre, tous les éléments de la propriété : « Usus, Fructus, Abusus ». Aucun aménagement, aucun système d'exploitation ne lui est imposé ; plus de réserve légale, il peut couper et vendre ses bois comme et quand il l'entend sous réserve, naturellement, des restrictions que nous allons étudier ci-après.

Ces restrictions, avons-nous dit, sont formulées par le Code Forestier et par des lois postérieures. Elles se prouvent donc en deux catégories historiques que nous étudierons successivement.

1. - RESTRICTIONS APPORTEES PAR LE CODE FORESTIER

a) Bois particuliers soumis au régime forestier. — Ces restrictions frappent les propriétaires particuliers dont les bois sont soumis au régime forestier par l'art. 1, § 6 du Code Forestier. Nous avons indiqué que ce texte vise

« les bois et forêts dans lesquels l'Etat, la Couronne, les communes ou les établissements publics ont des droits de propriété indivis avec des particuliers ».

Le Code Forestier leur consacre son titre septième ; titre très bref d'ailleurs, puisqu'il n'est composé que de quatre articles. Aussi bien la matière n'est-elle pas compliquée, et seuls restent à fixer des points de détail quand l'art. 113 a dit : « Toutes les dispositions de la présente loi relatives à la conservation et à la régie des bois qui font partie du domaine de l'Etat, ainsi qu'à la poursuite des délits et contraventions commis dans ces bois sont applicables aux bois indivis mentionnés à l'art. 1, § 6 de la présente loi, sauf les modifications portées par le titre VI pour les bois des communes, et des établissements publics. »

Cette indivision est particulièrement lourde pour les co-propriétaires particuliers. L'Administration se réserve, bien entendu, le pouvoir de diriger l'exploitation et les ventes. Les co-propriétaires n'ont que le droit de percevoir leur part. Ils n'ont même pas le droit de contribuer au choix des gardes, ni d'en discuter le salaire. L'Administration se charge de tout et les particuliers ne peuvent que contribuer aux frais. De cela, nous aurions tort, d'ailleurs, de trop nous émouvoir. L'Administration pourrait-elle accepter pour elle la situation secondaire qui doit nécessairement être dévolue à l'un des co-propriétaires, si l'on veut éviter les troubles dans la direction qu'amènerait l'égalité des parties ?

Cela, pourtant, ne va pas pour les particuliers, sans un sérieux inconvénient d'ordre économique et financier. Les forêts ne sont pour eux, en général, et c'est bien légitime, qu'une source de revenus, un placement. Ils ont donc intérêt à en tirer le plus gros revenu possible. C'est dans ce dessein que les propriétaires privés adoptent le plus souvent, pour l'aménagement de leurs bois, des révolutions brèves, et semblent médiocrement attirés par les belles et vieilles forêts équiennes. Elles pro-

duisent pourtant des bois d'œuvre de grande valeur commerciale, mais exigent un temps si long et immobilisent un capital si considérable qu'elles représentent un taux de placement dérisoire.

Toutes ces considérations laissent l'Etat indifférent. Nous savons qu'il ne cherche pas des revenus ; et les infortunés co-propriétaires sont contraints, avec lui, de faire œuvre de patriotisme économique désintéressé.

b) Affectation à des services publics. — Le titre IX du Code traite d'affectations spéciales des bois à des services publics. Ces affectations établies au profit de l'Etat seulement grèvent non le fonds, mais les arbres de certaines essences et dimensions situés dans certaines régions. Nous n'en parlerons que très brièvement, car les unes ont depuis longtemps disparu, et les autres n'ont qu'une importance locale, d'ailleurs faible.

a) Bois destinés au Service de la Marine. — Le Code donnait pour une durée de dix ans au département de la Marine « le droit de choix et de martelage sur les bois des particuliers, futaies, arbres de réserve, avenues, lisières et arbres épars » (art. 124) à condition que ces arbres fussent des chênes de 15 décimètres de circonférence à un mètre du sol, et destinés à être coupés. Les propriétaires étaient astreints à déclaration.

b) Bois destinés au Service des Ponts et Chaussées pour les travaux du Rhin. — L'art. 136 donne au préfet le droit de requérir la délivrance des bois ou osiers nécessaires aux travaux d'endigage ou de fascinage sur le Rhin, en cas d'urgence, d'abord dans les bois de l'Etat, puis dans ceux des communes et des établissements publics, enfin dans ceux des particuliers, situé à cinq kilomètres des bords du fleuve. Les propriétaires placés sous le coup de cette disposition sont en conséquence tenus de faire la déclaration des coupes qu'ils se proposeraient d'exploiter.

2. - RESTRICTIONS APPORTEES PAR DES LOIS POSTERIEURES AU CODE FORESTIER

A. — Les défrichements

Dans l'ordre de leur importance, la première de ces lois est celle du 18 juin 1859, qui a été intégrée au Code forestier sous les articles 219 à 224 et 226. Elle forme ainsi la presque totalité du titre XV et dernier du Code.

Elle traite du défrichement des bois des particuliers. L'interdiction du défrichement fait traditionnel en France — était consacrée par l'ordonnance de 1669 qui la sanctionnait d'amendes élevées. Sous la Révolution, la loi du 29 septembre 1791 revient sur cette coutume en « laissant chaque propriétaire libre d'administrer ses bois et d'en disposer à l'avenir comme bon lui semblera » (art. 6). Interdit à nouveau pour 25 ans, sauf autorisation préalable, par la loi du 9 floréal an XI, le Code forestier maintient le principe de la surveillance administrative.

« Aucun particulier ne peut user du droit d'arracher ou défricher ses bois qu'après en avoir fait la déclaration à la sous-préfecture au moins quatre mois d'avance... » (Art. 219).

Ainsi, non seulement le principe du droit de défricher n'est pas contesté, mais il est formellement reconnu. A tel point que cet article qui possède un caractère général et comme tel indique bien l'intention du législateur, décide, dans son dernier alinéa, que le défrichement peut être effectué malgré l'opposition de l'administration, si, dans un délai de six mois, le ministre ne l'a pas confirmée. Le droit de défricher n'est qu'un des aspects du droit de propriété. Il est parfaitement normal qu'il soit accordé et garanti aux propriétaires forestiers, et que sur ce point l'on abandonne la

vieille pratique des ordonnances. Les temps ont changé. L'ère de la métallurgie est ouverte ; déjà le bois a perdu une partie de son importance industrielle de jadis. Pourquoi brimer inutilement cette propriété forestière que le but du Code forestier est seulement d'organiser ? Mais le Code ni la loi de 1859 ne reviennent pourtant aux idées des Carolingiens, qui avaient, eux, d'excellentes raisons de souhaiter le défrichement. Et dans l'intérêt général, la loi prévoit — limitativement — les cas où le défrichement pourra être interdit :

Art. 220. — « L'opposition au défrichement ne peut être formée que pour les bois dont la conservation est reconnue nécessaire :

1° Au maintien des terres sur les montagnes et sur les pentes ;

2° A la défense du sol contre les érosions et les envahissements des fleuves, rivières ou torrents ;

3° A l'existence des sources et cours d'eau ;

4° A la protection des dunes et des côtes contre les érosions de la mer et l'envahissement des sables ;

5° A la défense du territoire dans la partie de la zone frontière qui sera déterminée par un règlement d'administration publique ;

6° A la salubrité publique.

C'est pour permettre à l'Administration de reconnaître si le défrichement envisagé porte atteinte à l'un de ces grands intérêts publics qu'une déclaration doit être faite au moins quatre mois d'avance.

Sanctions. — Les propriétaires contrevenants sont passibles d'une amende de 500 à 1.500 francs par hectare défriché. Ils doivent, en outre, « s'il en est ainsi ordonné par le ministre des Finances, rétablir les lieux défrichés en nature de bois dans un délai qui ne peut excéder trois années ». Notons que l'action se prescrit par la durée relativement courte de six ans.

Exceptions. — Les propriétaires ne sont pas tenus à déclarer les défrichements « des parcs ou jardins clos attenants à des habitations ; des bois non clos d'une étendue au-dessous de dix hectares lorsqu'ils ne font pas partie d'un autre bois qui compléterait une contenance de dix hectares, ou qu'ils ne sont pas situés sur le sommet ou la pente d'une montagne... » (224).

Sont de même exceptés « les jeunes bois pendant les vingt premières années après leur semis ou plantation », sauf lorsqu'ils sont semés ou plantés par décision du ministre à la suite d'un défrichement en contravention à l'art. 219. Cette mesure a pour but de ne pas décourager les reboiseurs, qui après un échec dans leur tentative, pourraient craindre que l'administration fasse obstacle à un retour du sol en son premier état.

La jurisprudence contribue à restreindre l'application des formalités prévues. Elle admet, en effet, que le fait par le propriétaire d'empêcher la reproduction naturelle du bois est nécessaire à la constitution du délit de défrichement (Trib. Château-Chinon, 15 février 1906, D. P. 1906, II, 296. — Bourges, 23 mai 1906, D. P. 1907, II 6). Les coupes à blanc-étoc sont donc permises dans les forêts feuillues comme dans les massifs de résineux, pourvu que les circonstances ne s'opposent à la régénération du bois.

A côté de cette réglementation générale, il existe nombre de textes dont l'objet est la conservation de certaines forêts utiles, ou la mise en nature de bois de certains terrains où la présence d'une forêt serait utile. Ces textes s'appliquent aux dunes et aux terrains en montagne.

B. — L'Envahissement des sables

Les textes consacrés à la lutte contre « l'envahissement des sables » sont le décret du 14 décembre 1810, l'ordonnance du 5 février 1817, l'ordonnance du 15 juillet 1818 et la loi du 28 avril 1922.

Le premier en date de ces textes peut aboutir à imposer

aux particuliers la plantation de leurs dunes, même s'ils n'y consentent pas. Les plans, mémoires, etc... relatifs à la plantation étant envoyés par le préfet au ministre de l'Intérieur, celui-ci peut, sur le rapport du directeur général des Ponts et Chaussées (aujourd'hui, du directeur général des Eaux et Forêts) faire ordonner la plantation, dans les formes habituelles des règlements d'administration publique. Toutefois, si les particuliers se refusaient à faire les frais nécessaires à la plantation, l'administration pourrait passer outre et avancer les frais de la plantation, pour les récupérer au moyen des coupes jusqu'à l'entier recouvrement des frais et des intérêts. « Après quoi, conclut l'art. 5, les dites dunes retourneront aux propriétaires, à charge d'entretenir convenablement les plantations ». Le même décret interdit (art. 6) toute coupe de plantes conservatrices des dunes sans autorisation du directeur général des Ponts et Chaussées, sur l'avis du préfet.

L'Ordonnance du 15 juillet 1818, relative aux dunes du Pas-de-Calais, interdit dans les dunes, la pâture des bestiaux sans l'autorisation d'une commission syndicale, et l'entretien des lapins.

Quant à la loi du 28 avril 1922, que nous étudierons plus loin, notons seulement ici qu'elle prévoit le classement parmi les « forêts de protection » des forêts nécessaires à la défense contre l'envahissement des sables.

C. — Les terrains en montagne

Il est inutile d'insister sur l'importance de ces terrains au point de vue de l'intérêt général, le rôle protecteur de la végétation en montagne et spécialement des forêts a été trop fréquemment et trop clairement mis en lumière. Aussi est-il apparu qu'il était nécessaire d'organiser leur conservation, et, éventuellement, leur restauration. C'est l'objet de la loi du 4 avril 1882, modifiée par la loi du 16 août 1913. Mais cela ne va pas sans

sacrifier parfois le droit de propriété à l'intérêt général. Sans nous attacher à ce qui concerne spécialement les pâturages et les terrains sans désignation spéciale, nous nous bornerons à indiquer que, dans le périmètre fixé par une loi spéciale, l'Etat peut exproprier, quel qu'en soit le propriétaire (département, commune, particulier), les terrains où doivent être entrepris les travaux de restauration et de reboisement. Cependant les propriétaires qui désirent conserver leur bien en ont loisir, si toutefois ils acceptent les conditions posées par l'Etat avant le jugement d'expropriation. Aucune discussion n'est possible, ils n'ont le choix qu'entre se soumettre et se démettre, puisque la procédure d'expropriation n'est pas même interrompue, et qu'après le jugement, il ne reste plus que les recours contentieux habituels.

L'article 6 de la loi apporte, nous l'avons dit, une exception pour une raison d'intérêt général à l'art. 224, § 1^{er} du Code, qui autorisait les défrichements sans formalité des jeunes bois plantés ou semés depuis moins de vingt ans.

A côté de l'expropriation des terrains en montagne, pour en permettre la restauration et le reboisement, la loi du 4 avril 1882 prévoit une mesure moins brutale et moins définitive : « Toutes les fois que l'état de dégradation du sol ne paraîtra pas encore assez avancé pour nécessiter des travaux de restauration » (art. 2) les terrains et pâturages pourront être mis en défens pour une période ne dépassant pas dix ans.

La mise en défens, prononcée par décret en Conseil d'Etat, consiste essentiellement dans l'interdiction du pâturage, dont les effets néfastes sont particulièrement dangereux en montagne. Elle est effectuée moyennant une indemnité pour privation de jouissance, et laisse à l'Etat la faculté d'exécuter « tels travaux que bon lui semblera pour parvenir plus rapidement à la consolidation du sol, pourvu que ces travaux n'en changent pas la nature ». (Art. 10).

Toutes ces opérations sont faites sur l'initiative et sous

la direction de l'administration des forêts, qui possède, également, un droit de contrôle et de surveillance sur les travaux entrepris par les propriétaires à l'aide de subventions de l'Etat.

D. — Les forêts de protection (Loi du 22 Avril 1922)

Ce texte crée un régime forestier spécial pour les forêts « dont la conservation sera reconnue nécessaire au maintien des terres sur les montagnes et sur les pentes et à la défense contre les avalanches et contre les érosions et les envahissements des eaux et des sables ». Son application comporte une rigueur extrême, à tel point que « toutes les contraventions commises par le propriétaire aux règles de jouissance qui lui sont imposées seront considérées comme des délits forestiers commis dans la forêt d'autrui et punies comme tels » (Art. 3). Sévérité justifiée, puisqu'il s'agit, en somme, de sauvegarder les vies et les biens auxquelles ces forêts sont reconnues indispensables. Cette loi, d'ailleurs, ne fait que compléter et renforcer la loi du 4 avril 1882, modifiée elle-même par la loi du 16 août 1913, dont l'application avait, dans la pratique, réservé bien des déboires. La vieille hostilité des paysans envers la forêt n'a pas encore désarmé, les reboiseurs, même en montagne, l'ont souvent éprouvé (1). Cependant, 40.000 hectares environ sont soumis au régime des forêts de protection.

Le régime forestier spécial, appliqué aux forêts de protection concerne l'aménagement, le pâturage, les droits d'usage, les fouilles et les exploitations de matériaux. Sur tous ces points, le propriétaire voit disparaître, dans une proportion plus ou moins considérable, deux au moins des éléments essentiels du droit de propriété. Le jus abu-

(1) « Les dispositions de la loi de 1882, relative aux pâturages n'ont pas, malgré les efforts de l'administration, donné toujours les résultats qu'on en attendait, par suite de l'opposition des populations montagnardes. » Daubrée, Restauration et conservation des terrains en montagne.

tendi, le jus utendi sont remis plus ou moins complètement aux mains de l'administration. Il y a évidemment là un trouble de jouissance grave et l'art. 5 le reconnaît en donnant au propriétaire le droit d'exiger l'acquisition de ces bois par l'Etat, s'il justifie que le classement le prive de la moitié du revenu normal de ses bois. Cette acquisition a lieu soit de gré à gré, soit par expropriation.

E. — La lutte contre les incendies

Ce fléau terrible ravage tous les ans des centaines et des milliers d'hectares dans toute la France. Il sévit avec une rigueur particulière dans nos massifs les plus méridionaux, spécialement dans les Maures et l'Estérel. Dans les Landes, il trouve également une proie trop facile dans la forêt résineuse qui enrichit les sables brûlants. En Provence comme en Gascogne, le sol, couvert de brindilles desséchées, d'aiguilles de pin, est le pire ennemi de la forêt. Une étincelle l'embrase, et, le vent aidant, les braises fusent de tous côtés, créent par dizaines de nouveaux foyers d'incendie et font naître un désastre de l'imprudence d'un chasseur ou d'un pâtre.

Ce danger n'avait pas échappé au législateur de 1669, qui interdisait « sous peine de punition corporelle et d'amende arbitraire, outre la réparation des dommages que l'incendie pourrait avoir causés » d'allumer un feu en quelque saison que ce soit dans toutes les forêts, landes et bruyères ; peines confirmées avec plus de détails, par une déclaration royale du 13 novembre 1714 qui précise : « Les pâtres et tous autres qui seront convaincus d'avoir porté du feu ou d'en avoir allumé dans les forêts, landes et bruyères, tant du roi que des communautés et particuliers, seront punis pour la première fois de la peine du fouet et de celle des galères en cas de récidive ; et ceux qui, de dessein prémédité, auront mis le feu dans

les landes et bruyères et dans les autres lieux des dits bois et forêts, seront punis de mort » (1).

Le Code, dans son art. 148, défendait « de porter et allumer du feu dans l'intérieur et à la distance de 200 mètres des bois et forêts, sous peine d'amende de 20 à 100 francs, sans préjudice, en cas d'incendie, des peines portées par le code pénal. »

Ce texte était insuffisant pour les régions comme celles des Maures et de l'Estérel où le fléau est véritablement chronique. On y voulut prendre des précautions spéciales. La loi du 6 juillet 1870, modifiée par la loi du 19 août 1893, imposait l'emploi de tranchées garde-feu, et, assimilant les gardes particuliers aux gardes forestiers, leur donnait le pouvoir de rechercher et de constater les infractions à la loi sur toutes les propriétés, même celles qui n'étaient pas soumises à leur garde.

Enfin, la loi du 28 mars 1924, modifiant et complétant l'article 148 du Code forestier veut établir tout un système de prévention contre les incendies. Elle institue d'abord pour tous les bois et forêts un système comparable à celui de l'ancien art. 148, mais moins sévère. L'interdiction d'allumer du feu dans l'intérieur ou à la distance de 200 mètres des bois ne frappe plus les propriétaires ou leurs ayants-droit. On fait confiance à leur prudence, éveillée par leur intérêt. Cependant, les préfets possèdent des droits de police assez étendus. Le conservateur des Eaux et Forêts entendu, ils peuvent, pendant une période n'excédant pas cinq mois par an :

1° Soit rendre applicable la disposition ci-dessus aux propriétaires ou à leurs ayants-droit, soit réglementer l'emploi du feu par les mêmes personnes « dans les bois et à la distance de 200 mètres de la lisière. »

2° Réglementer à l'égard de toutes personnes l'incinération des végétaux sur pied à moins de 400 mètres des bois et forêts.

(1) Jousse, Commentaires sur l'ord. de 1669. cité par Madre, Propriété forestière, p. 94.

3° Défendre à toutes personnes de fumer en forêt et d'y porter certaines espèces d'allumettes ou d'appareils producteur de feu.

Tout ceci sous peine d'amende, sans préjudice des peines portées par le Code pénal (art. 458) en cas d'incendie.

On a reconnu le danger que présentent, en période de sécheresse, les locomotives et les torrents d'étincelles qu'elles laissent échapper dans les broussailles desséchées. Aussi la loi de 1924 accorde-t-elle le droit aux compagnies de chemins de fer de débroussailler une bande longitudinale de terrain sur une largeur de 20 mètres à partir du bord extérieur de la voie. Ce droit ne peut, bien entendu, être exercé que sous réserve de l'art. 1382 du code civil, une fois les propriétaires avisés, et ne peut porter que sur les morts-bois, à l'exclusion de toute essence de valeur ou d'agrément.

Telles sont les règles qui s'appliquent, d'une façon générale, à tous les bois et forêts du territoire. Il a paru nécessaire de créer un organisme spécial pour lutter contre le feu dans les régions particulièrement exposées. Dans ces régions, les bois sont d'abord classés par décret rendu, le Conseil d'Etat entendu, après avis des Conseils municipaux intéressés et du Conseil général. Puis, dans chaque département, une commission spéciale est constituée. Son rôle est de donner son avis en matière d'incendies de forêts sur toutes les questions qui lui sont soumises par le préfet, et d'arbitrer sur la demande des intéressés, tout différend de nature technique qui s'élèverait entre les associations syndicales du département formées pour la défense des forêts contre l'incendie ou entre les membres d'une même association (art. 4). La commission est composée : du Préfet, président, du Conservateur et de l'inspecteur des Eaux et Forêts, de fonctionnaires des Ponts et Chaussées et des Postes, de deux conseillers généraux, de quatre représentants des propriétaires forestiers et de deux représentants des ouvriers gemmeurs, ou des bûcherons.

Si les associations syndicales de propriétaires dont il est

ci-dessus question ne sont pas formées directement par les intéressés, le préfet en provoque la constitution. Leur rôle est de fournir des projets relatifs à la lutte contre l'incendie. Malheureusement ces organismes ne possèdent pas de sérieux pouvoirs administratifs et manquent ainsi d'autorité. En particulier, c'est le préfet qui est qualifié pour prendre par arrêté une mesure grave, mais la plus utile à la reconstitution des massifs incendiés, l'interdiction du pâturage. Encore cette interdiction ne peut-elle dépasser dix ans. La commission spéciale n'intervient à cet arrêté qu'en donnant son avis, et c'est à l'administration des Eaux et Forêts qu'incombe l'initiative de la proposition.

CHAPITRE III

REGIME FISCAL DE LA FORET

A une époque où la notion de prix de revient a une telle importance, il est indispensable de connaître le régime fiscal auquel sont soumises nos forêts. Les impôts forment un des éléments essentiels du prix de revient des bois, et cet élément est, par nature, incompressible. Il est donc utile de pouvoir lui donner toute sa valeur, d'autant plus que, nous le verrons ci-dessous, on l'accuse d'aggraver dans une large mesure la crise forestière.

Nous éviterons, au cours de cette étude, d'aborder l'étude de certains impôts ou taxes qui ne se rapportent pas directement à la question forestière, bien que grevant lourdement les exploitations. Nous ne nous conformerons pas, dans notre étude, à la liste de leurs charges fixes adressées aux élus par l'Union Syndicale des Exploitants forestiers des Pyrénées Centrales, même en l'expurgeant des charges non fiscales. Nous ne pouvons, cependant, nous priver de la citer (1) à titre d'indication, bien qu'elle omette certains impôts et fasse mention de charges uniquement commerciales.

1. — Assurances Sociales.
2. — Assurances contres les accidents (ouvriers).
3. — Impôts sur le chiffre d'affaires.
4. — Impôts sur les bénéfices commerciaux.
5. — Impôts sur le revenu.

(1) D'après le journal « Le Bois » du 17 mars 1932.

6. — Patente.
7. — Taxe vicinale.
8. — Contribution foncière.
9. — Contribution personnelle mobilière.
10. — Taxe d'apprentissage.
11. — Droit de vérification des poids et mesures.
12. — Imposition pour frais de Bourse et Chambre de Commerce.
13. — Taxe de statistique.
14. — Timbre des effets de commerce.
15. — Assurance personnelle contre les accidents professionnels.
16. — Assurance accidents (automobiles).
17. — Assurance responsabilité civile.
18. — Assurance accidents causés par les bœufs, chevaux, mulets, camions.
19. — Taxe sur les camions et autos (remplacée, depuis le 1^{er} février 1934, par la surtaxe unique sur l'essence).
20. — Assurance incendie.
21. — Taxe téléphonique.
22. — Subventions industrielles.

Nous nous bornerons donc à étudier les impôts qui pèsent sur notre domaine forestier, à l'exclusion de ceux qui s'appliquent au commerce et à l'industrie du bois.

I. — IMPÔT FONCIER

Les bois et forêts sont assujettis à l'impôt foncier (propriété non bâtie) aux centimes additionnels et à la taxe vicinale.

Cela paraît parfaitement normal, et cependant c'est peut-être l'impôt foncier — dont l'organisation actuelle remonte à la loi du 3 Frimaire an VII — qui fait naître les plus vives critiques dans les milieux forestiers.

« Par le jeu combiné de l'impôt foncier, des centimes

additionnels et de la taxe vicinale, dit M. Barbier (1), citant MM. H. et J. Hitier, il n'est pas rare de voir des bois payer annuellement jusqu'à 45 ou 50 % du revenu qu'ils donnent effectivement ». Et M. Barbier de citer une forêt qui, pour un produit annuel de 8.500 francs, payait 9.225 fr. 50 d'impôts ! C'est une exagération véritablement monstrueuse. Comment s'explique-t-elle ?

Lors de l'organisation de l'impôt foncier, en 1811, on adopta, pour le calcul de l'impôt en matière de bois et forêts, la méthode de la moyenne arithmétique. Son avantage est la simplicité : on divise le produit de la coupe par le nombre des années de la révolution. Il suffit, pour obtenir le revenu qui servira de base à l'imposition, d'ajouter à cette moyenne, s'il y a lieu, le montant des produits accessoires (coupes d'éclaircissements, par exemple), et d'en défalquer le montant des frais.

Mais elle aboutit à l'injustice d'établir l'impôt sur des intérêts simples, alors que le revenu réellement touché est formé des intérêts composés d'un capital initial accumulés pendant la durée de la révolution. C'est la caractéristique du bois d'intégrer les revenus annuels aux précédents, par la croissance de plus en plus lente de l'arbre. La capitalisation des revenus commencée au taux approximatif de 4 %, puis de 3 % peut descendre, pour les vieux et grands arbres, très au-dessous de 2 %. C'est de ces faits que ne tient aucunement compte le mode de calcul de l'impôt foncier. M. Nihous (2) donne l'exemple frappant d'un propriétaire de pignada de première classe qui a versé pendant soixante ans la somme de 13 fr. 10 par an. Cela équivaut, en tenant compte des intérêts composés, au versement de la somme de 9.890 francs au moment de la coupe. Or pendant la même période, il a réalisé une recette brute de 31.730 francs (coupes d'éclaircie et coupe définitive), qui se ramène, déduction faite des frais capitalisés, à 11.220 francs. Ce propriétaire a donc

(1) Rapport au Conseil National Economique du 14 février 1931.

(2) Régime fiscal de la forêt landaise.

payé, au seul titre de l'impôt foncier, 90 % de son revenu net, alors que l'impôt ne doit pas excéder 25 % !

Malgré ses inconvénients évidents, la méthode de la moyenne arithmétique a toujours été maintenue par l'Administration.

Appliquée en 1811, elle est restée longtemps supportable. Cela était dû, outre le taux peu élevé de l'impôt, à la fiction qui faisait considérer comme taillis les bois de haute futaie, de valeur évidemment bien supérieure. Elle continua à régir l'impôt foncier quand il devint un impôt de quotité (lois du 21 juillet 1894 et du 31 décembre 1907 — propriété non bâtie). Rappelons qu'à cette époque, on fit une nouvelle évaluation des revenus fonciers, et qu'en application de cette loi, l'instruction du 31 décembre 1908 (art. 20) n'assimila plus la futaie au taillis.

C'est pourquoi la réforme du mode de calcul de l'impôt foncier est réclamée avec instance par tous les forestiers, soucieux de diminuer, dans une mesure légitime, le fardeau fiscal qui pèse sur la forêt. Et la méthode proposée est celle de l'annuité, qui correspond exactement au mode de formation du revenu des bois.

Si l'Administration n'accepte pas cette réforme, du moins une révision des évaluations foncières est-elle en cours. On n'a pas repris, malheureusement pour les propriétaires de futaie, les principes admis antérieurement à 1811, où seul le sol servait de base à l'impôt, sans égard à la superficie, mais cependant l'on cherche à discriminer les différentes qualités de bois. Une circulaire du Ministre des Finances du 17 juin 1931 prescrit, en accord avec l'Administration des Eaux et Forêts, la constitution d'une commission consultative dont la mission est d'apporter au service de révision, aux commissions communales de classement et à la commission départementale des évaluations foncières tous les renseignements et toute la documentation nécessaires à assurer des évaluations judicieuses en matière de bois. Elle est composée du Directeur des Contributions directes, président, d'un Inspecteur de

l'Enregistrement, du Domaine et du Timbre, d'un Officier des Eaux et Forêts et de deux propriétaires forestiers choisis par la Chambre d'agriculture, ou, à défaut, par tout organisme local compétent. Un tel organisme peut être d'un grand secours aux commissions communales de classement. Cette commission ne se réunit malheureusement pas assez fréquemment. Son travail doit porter spécialement sur les définitions des modes de traitement, dont certains types peuvent facilement prêter à équivoque. La distinction n'est pas toujours facile entre, par exemple, le taillis simple et le taillis sous futaie, le taillis sous futaie et la futaie. Certains termes sont imprécis ; bien des landes pourraient être classées bois, et, réciproquement, des bois classés landes... Voilà pourquoi il est indiqué de prendre pour base, non pas le revenu argent, soumis à trop de fluctuations, mais plutôt le revenu-matière, beaucoup plus stable (1).

Recours. — La loi du 29 mars 1914 ouvre aux propriétaires un délai de six mois, à partir de la publication du rôle, pour leur permettre de réclamer contre le classement de leurs propriétés. En ce qui concerne la tarification, ils possèdent également le droit de réclamer isolément ou par groupe, s'ils possèdent plus de la moitié des terrains auxquels s'applique la tarification contestée.

Les travaux de réévaluation doivent se dérouler en deux phases. De 1931 à 1935, la commission consultative doit aider l'Administration à obtenir dans chaque commune une classification exacte et précise des bois, ce qui est la seule façon d'obtenir des évaluations homogènes. Après 1935, elle devra donner tous les renseignements nécessaires à permettre de fixer équitablement les nouveaux tarifs.

(1) Signalons à ce sujet que certains milieux forestiers souhaitent de voir les commissions consultatives procéder à l'étude de forêts-types, qui fourniraient de précieux points de comparaison aux commissions de classement.

Dégrèvements et exemptions de l'impôt foncier. —

La charge trop lourde de l'impôt foncier a rendu nécessaire, dans certains cas, de prévoir des dégrèvements et même des exemptions. Ces exemptions fiscales sont destinées à favoriser et à encourager le reboisement ; elles sont prévues dans trois cas :

1° L'article 226 du Code forestier, modifié par la loi du 17 juin 1859 (premier alinéa), porte : « Les semis et plantations de bois sur le sommet et le penchant des montagnes, sur les dunes et dans les landes, seront exempts de tout impôt pendant trente ans. »

Le but de ce texte est évidemment d'inciter les propriétaires à opérer les plantations de bois les plus utiles à l'intérêt public. L'avantage est sérieux, car l'impôt entre, nous le savons, pour une grande part dans les frais généraux qui viennent grever les propriétés forestières pendant la longue période où elles sont improductives. L'exemption étant trentenaire, les propriétaires ont la certitude de n'avoir pas d'impôts à payer avant de pouvoir toucher les premiers revenus de leurs bois.

A quels impôts s'applique l'exemption ? Le texte donnerait à croire qu'aucun impôt ne peut être dû du fait des bois placés dans les conditions requises. En fait, l'exemption s'applique à la contribution foncière proprement dite, aux centimes additionnels départementaux et communaux et à la taxe vicinale. Mais elle n'entre pas en ligne de compte pour les autres impôts, tels que les droits de mutation par décès, ni, d'une façon générale les droits d'enregistrement (1). Il en est de même pour l'impôt sur les bénéfices agricoles dans les cas où il est perçu, et cela paraît justifié, car la déclaration du bénéfice agricole porte sur le bénéfice réellement perçu.

2° L'article 226 du Code forestier, modifié par la loi du 26 mars 1924 (deuxième alinéa), prévoit une exonération pour les bois incendiés : « Les semis et plantations de

(1) En ce sens Req. 7 juillet 1885, D. P. 85-1-453.

bois effectués après incendie sont également exempts de tout impôt pendant une durée égale à l'âge des bois incendiés, s'il n'est pas supérieur à vingt ans. »

Ce texte, inspiré par un sentiment d'équité, comporte une réserve importante. Les bois ne doivent pas être âgés de plus de vingt ans ; on estime, en effet, qu'après cet âge, les bois offrent au feu une résistance suffisante pour qu'il soit possible d'en tirer parti. L'incendie n'offrirait pas alors le caractère de désastre qui motive l'exemption accordée par la loi de 1924.

Est-ce bien certain ? Il nous sera permis d'en douter, spécialement en ce qui concerne les bois incendiés depuis 1930. A quel prix les propriétaires ont-ils pu vendre des bois gravement abimés ? Il faut se souvenir que les pins maritimes étaient tombés de 100 francs le mètre cube en 1929 à 37 francs en 1931 ; c'est-à-dire qu'ils étaient passés du coefficient 5,5 au coefficient 2 par rapport à 1914 !

Le champ d'application de ce texte est le même que celui du premier alinéa de l'article 226. L'exemption ne s'applique qu'à la contribution foncière, à l'exclusion de tous les droits d'enregistrement et de l'impôt sur les bénéfices agricoles.

3° Loi du 29 mars 1897. — L'article 3 porte : « L'article 116 de la loi du 3 Frimaire an VII, relative à la répartition et à l'assiette de la contribution foncière, est modifié comme il suit :

« Le revenu imposable de tout terrain défriché qui est ultérieurement planté ou semé en bois est réduit des trois quarts pendant les trente années qui suivent la plantation ou le semis, quelle qu'ait été la nature du terrain avant le défrichement. »

Les dispositions que la loi du 3 Frimaire an VII, prenait en faveur des terrains nouvellement boisés distinguaient les terres en friches et les terres en valeur plantées d'arbres. Quand les terres plantées en bois étaient en friche depuis dix ans, le taux de la cotisation était maintenu pendant dix ans. Mais, pour les terres en valeur une

telle stabilisation du taux n'aurait pas toujours été avantageuse : quand elles étaient plantées d'arbres, on leur appliquait une réduction des trois quarts.

Depuis 1897, l'Administration n'a plus à se préoccuper de la culture antérieure au boisement : il suffit que cette opération ait été faite de main d'homme. Sont donc exclus du bénéfice de la loi les terrains reboisés naturellement.

L'expression « semé ou planté en bois » ne saurait s'appliquer qu'aux terrains dont la nouvelle destination est nettement forestière. Il n'en serait, par exemple, pas ainsi si le propriétaire se contentait de planter quelques arbres sur son fonds, sans transformer radicalement la culture première.

II. — DROITS DE MUTATION

Les droits de mutation sont peut-être les plus lourds qu'ait à supporter la forêt. Onéreux d'abord par leur tarif élevé, ils le sont encore plus par le montant toujours important du capital auquel ils s'appliquent. Si les droits de mutation entre vifs sont fréquemment évités, grâce à l'attachement que témoignent à leurs bois les propriétaires forestiers, il n'en est pas de même des droits de mutation par décès. Ceux-ci, périodiquement, inéluctablement s'abattent sur la forêt, et l'on peut compter qu'une futaie de chêne, dont la révolution ne saurait guère être inférieure à cent ans, doit les supporter trois et même quatre fois avant que le dernier propriétaire puisse recevoir le produit de la coupe. Comment s'étonner que l'on ait pu dire d'une telle somme d'argent qu'elle représente non pas un revenu capitalisé, mais le remboursement des impôts qui l'on frappée au cours de sa formation ? Aussi les propriétaires, et il est difficile de les en blâmer, s'ingénient à diminuer ce fardeau. Les moyens en sont d'ailleurs simples, mais ils ont des effets désastreux, à l'égard de la

forêt d'abord car ils la mènent à la ruine, à l'égard de l'Etat ensuite, car ils font disparaître pour longtemps la matière imposable.

A. — Droits de mutation entre vifs

Nous avons dit que beaucoup de forêts échappaient au paiement des droits de mutation entre vifs. Mais quand un propriétaire a décidé de vendre, le danger devient terrible, et l'une des causes les plus actives de désarbrement.

Le propriétaire vendeur trouve devant lui deux sortes d'acheteurs : ou bien celui qui cherche un placement sûr, bien que peu rémunérateur et dont l'intention est de conserver la forêt en parfait état pour ses héritiers ; ou bien celui qui cherche à réaliser une spéculation avantageuse et sans lendemain, un marchand de biens, un marchand de bois par exemple.

Le premier de ces acheteurs, le « bonus pater familias », devra payer des droits de mutation d'autant plus élevés que la forêt sera plus belle, puisqu'ils sont proportionnels et calculés d'après la somme de la valeur du fonds et de la valeur de la superficie. Si elle consiste en futaies anciennes, sa valeur vénale — celle sur laquelle les droits sont calculés — sera très considérable : le revenu qu'on peut en attendre sera au contraire proportionnellement très faible. Le placement, au point de vue financier, n'est pas intéressant, tout contribue à rendre trop élevé le capital à investir.

Si, au contraire, l'acquéreur est un spéculateur, la situation se présente sous un jour tout différent. Il ne cherche pas un placement, mais un bénéfice immédiat. Celui qu'il trouvera en achetant la forêt sera double : un bénéfice purement commercial d'abord, qui résultera de l'emploi qu'il fera des bois exploités ; un bénéfice indirect ensuite sur le montant des droits de mutation.

La valeur d'une propriété boisée est, en effet, constituée de deux éléments : la valeur de la superficie, ou matériel-bois, et la valeur du fonds. Or, le fonds, après une

coupe à blanc-étoc, est à peu près inutilisable : les souches innombrables le rendent impropre à la culture, à moins de frais de défrichement nécessairement très élevés ; il est incapable de produire le moindre revenu forestier avant de longues années. On estime qu'il vaut rarement plus du dixième de la superficie.

Voici donc comment le marchand de bois procèdera. Il achètera d'abord la superficie, souvent à bas prix, car son achat porte sur une grande quantité de bois d'essences de qualités différentes ; et puis l'expérience montre que fréquemment les vendeurs de forêts sont pressés de besoins d'argent liquide, et disposés, par conséquent, à se contenter d'un moindre prix s'il est payé comptant. Puis il l'exploitera entièrement, et cette opération n'est grevée que de l'impôt sur le chiffre d'affaires. Quant au fonds, peu lui importe ; les droits de mutation, qui ne portent que sur lui, seront insignifiants. Il le conservera, s'il le faut, improductif, ou l'abandonnera à vil prix, peut-être même le vendra-t-il à l'Etat.

Le déboiseur, l'ennemi de la forêt, bénéficie donc d'une véritable prime par rapport au bon propriétaire. Cette prime, qu'on peut chiffrer approximativement au montant des droits de mutation atteint donc généralement 15 à 20 % de la valeur de la propriété ! Comment, dans ces conditions, éviter que la plupart des forêts mises en vente passent entre leurs mains ?

Cette question, vers 1928, se présentait avec un grand caractère de gravité du fait des cours élevés des bois de travail. Les groupements forestiers entreprirent une campagne ardente contre le mode de calcul des droits de mutation entre vifs en matière forestière.

Leur argumentation reposait sur cette remarque que c'est à tort que les forêts étaient assimilées aux immeubles bâtis. Rien de commun, disait-on : on ne peut concevoir une maison séparée du terrain qui la porte. Il est donc normal que les droits soient calculés sur l'immeuble. En matière forestière, au contraire, on peut distinguer entre le fonds et les bois qui sont destinés à en être séparés, de

sorte qu'en réalité la superficie doit être considérée comme une récolte sur pied, et frappée du droit de mutation des récoltes sur pied (1), le fonds seul devant supporter le droit de mutation des immeubles et la taxe de première mutation.

Cette campagne eut son aboutissement au Parlement, où en décembre 1928 M. Sérot proposa le texte suivant, adopté à l'unanimité par la commission de l'Agriculture de la Chambre : « Les droits de mutation entre vifs applicables aux propriétés boisées seront établis en distinguant, d'une part, la valeur correspondant au fonds et à l'ensouchement ; d'autre part, la valeur de la superficie formée par les arbres exploitables et les bois en croissance. Le droit de mutation des immeubles sera appliqué uniquement à la valeur du sol ; la superficie sera affectée du droit de mutation des récoltes sur pied. »

M. Chéron, Ministre des Finances, obtint que le vote de ce texte fût ajourné, mais promit de prendre dans la loi de finances de 1930 des dispositions dans le but d'alléger les droits de mutation en matière forestière. En dehors des considérations d'opportunité fiscale susceptibles de motiver une telle décision chez un ministre des Finances, est-il possible d'admettre la distinction de M. Sérot, et d'assimiler des bois à une récolte sur pied ? Cela paraît d'autant moins certain que le projet Sérot visait surtout les futaies et arbres de réserve qui, dans les forêts particulières, échappent le plus souvent à tout aménagement rigoureux et bien défini, et qui, par conséquent, ne peuvent vraiment pas être considérés comme meubles par anticipation...

Quoi qu'il en soit, le Gouvernement, espérant donner satisfaction à tous, fit voter le texte suivant, devenu l'article 15 de la loi de finances du 16 avril 1930 : « Les droits de mutation à titre onéreux des biens immeubles dont le tarif est fixé par les articles 2 de la loi du 31 juillet 1929 et 42 de la loi du 13 juillet 1925, et le droit d'enregistrement des donations entre vifs sont réduits des trois quarts

(1) Montant de ce droit : 3,30 0/0.

pour les acquisitions et donations de propriétés en nature de bois et forêts, à la condition :

1° Que l'acte constatant l'acquisition ou la donation soit appuyé d'un certificat délivré sans frais par le service des Eaux et Forêts attestant que les bois et forêts acquis ou donnés sont susceptibles d'aménagement ou d'exploitation régulière.

2° Qu'il contienne l'engagement par l'acquéreur ou le donataire, pour lui et ses ayants-cause, de soumettre pendant trente ans les bois et forêts objets de la mutation à un régime d'exploitation normale qui sera déterminé par décret (1).

« En cas d'infraction aux règles de jouissance qu'il aura pris l'engagement de suivre, l'acquéreur, le donataire ou ses ayants-cause seront tenus d'acquitter à première réquisition le complément du droit de mutation ou de donation, et en outre un droit supplémentaire égal à la moitié de la réduction consentie. Les infractions seront constatées par des procès-verbaux dressés par les agents du service des Eaux et Forêts.

Pour la garantie du paiement des droits complémentaires et supplémentaires éventuellement exigibles, le Trésor possède sur l'immeuble un privilège. »

L'article 19 de la loi du 23 décembre 1933, qui majore le tarif des droits de mutation entre vifs, permet de fixer ainsi le tarif des droits de mutation à titre onéreux des propriétés forestières :

3,375 % (soit le quart de 13,50 %) au lieu de 3 % (quart de 12 %).

Ou, en cas d'achat pour revendre :

4,125 % (soit le quart de 16,50 %) au lieu de 3,75 % (quart de 15 %).

Si la réduction porte sur la revente, après achat pour revendre, le droit est de :

1,6875 % (soit le quart de 6,75 %) au lieu de 1,50 % (quart de 6 %).

(1) Ce décret fut pris à la date du 28 juin 1930.

M. Carrier, à cette époque directeur général des Eaux et Forêts, dans une circulaire du 19 juillet 1930, espérait que ce texte serait de nature à restreindre le nombre des exploitations abusives « en diminuant sensiblement le bénéfice que le propriétaire peut retirer de la double opération qui consiste à vendre séparément la superficie de sa forêt, puis le fonds. »

Cela est incontestable ; ce texte de loi permet aux propriétaires désireux de conserver intacte la forêt de concurrencer le marchand spéculateur. Il n'empêche que ce dernier conserve un sérieux avantage, du fait de la très faible valeur du fonds, qui est d'environ le dixième, alors que les droits de mutation sont parfois près du quart de la valeur totale ! Cet avantage se trouve encore accru par la libéralité de l'Administration des Eaux et Forêts, qui ne croit pas de dire à ses agents : « On peut admettre, en principe, que tout bois est susceptible d'aménagement ou d'exploitation régulière » (2). Cette doctrine permet de ne pas exclure du bénéfice de l'article 15 une futaie coupée à blanc étoc : le marchand ne paiera donc que le quart des droits de mutation sur le fonds valant le dixième de la propriété, alors que le propriétaire devra payer le quart des droits calculés d'après la valeur totale de la propriété !

Cette imperfection n'est pas la seule que l'on ait relevée dans l'article 15. On lui reproche encore de supprimer pendant trente ans la liberté d'exploitation du propriétaire, et d'établir un privilège sur la forêt au profit du Trésor.

Le contrôle trentenaire de l'Administration doit évidemment être considéré comme la contre-partie du sacrifice financier fait par l'Etat. L'Etat renonce à recevoir la totalité des droits, mais veut être sûr que son sacrifice ne sera pas inutile et que le propriétaire ou l'un de ses ayants-cause ne se décidera pas, quelque jour, à ravager ses bois. Et certes, cette précaution paraît justifiée. On peut penser que la perspective de la lourde sanction prévue fera réfléchir les propriétaires, bien que le doit supplé-

(2) Circulaire du 19 juillet 1930.

mentaire, comme on l'a calculé, ne corresponde pas même, à partir de la onzième année, aux intérêts à 5 % des trois quarts des droits. Mais l'on peut penser aussi que cette perspective découragera bien des propriétaires qui préféreront, sacrifier leur bois tout de suite, que se soumettre, et soumettre leurs héritiers pendant si longtemps à ce contrôle administratif, que nous détestons tant. L'article 15, d'ailleurs, ne s'applique pas aux droits de mutation par décès : quel père de famille consentira à priver peut-être ses héritiers de la possibilité de se procurer l'argent indispensable à les payer en abattant des arbres, ce qui peut fort bien être la façon la moins onéreuse de se procurer l'argent liquide nécessaire ? En tout cas l'exploitation abusive est sûrement une ressource moins pénible que la vente de la propriété tout entière. D'ailleurs, s'il fallait en arriver là, l'héritier ne manquerait pas de s'apercevoir que sa forêt est dépréciée, aux yeux des acquéreurs, par la perspective d'être privés pendant fort longtemps peut-être, de la liberté d'administration.

Combien plus dépréciée sera-t-elle par le privilège que l'Etat se réserve ! Ce privilège, destiné à garantir le paiement des droits complémentaires et supplémentaires, peut-être évalué à un peu plus de 20 % de la valeur de la propriété ! Accepter d'en grever sa forêt, c'est donc, à peu près sûrement s'interdire et interdire à ses ayants-cause toute possibilité de vente avantageuse.

Aussi ne peut-on s'étonner que l'accueil fait à l'article 15 n'ait pas été très chaleureux. Il a été assez peu appliqué, sauf dans les régions les plus riches en résineux, comme les Landes (les exploitations de résineux se faisant normalement à blanc étoc, le propriétaire ne court pas un grand risque en acceptant le contrôle trentenaire de l'Etat : il sait qu'avant l'expiration de ce délai, aucune opération anormale vraiment avantageuse ne peut être faite) (1).

(1) L'Administration, en réponse à une question écrite du 28 novembre 1930, faisait connaître qu'en 1930, 14.538 hectares avaient bénéficié de l'article 15, dont 8.225 seulement (un peu plus de 56 0/0) comprenaient un volume normal en bois.

B. — Droits de mutation par décès

Ils sont calculés, comme les droits de mutation entre vifs, d'après la valeur vénale totale de la forêt. Leur assiette est donc également défavorable à la conservation des forêts riches en bois de travail.

Ils ne peuvent, malgré les vœux formés fréquemment dans les milieux forestiers, être affectés de la réduction des trois quarts prévue par la loi de 1930. Ceci est d'autant plus regrettable que, nous l'avons déjà dit, les droits de mutation par décès viennent frapper une forêt plusieurs fois pendant la même révolution.

Ils sont si onéreux que les propriétaires ont dû chercher des moyens d'en atténuer le fardeau.

Tel est l'une des ambitions des sociétés de gestion forestière. Les parts, ou les actions, seraient certes frappées des droits. Mais la forêt serait sauvée. Seuls les titres risqueraient d'être vendus, et la forêt franchirait la passe difficile sans perdre un arbre. Peut-être ! Mais la forêt, sous forme de titres, passerait peu à peu en des mains étrangères : ce n'est pas du tout le but recherché. Quel propriétaire, d'ailleurs, n'hésiterait à renoncer à ses droits au profit d'une société, même familiale ?

Un autre moyen consiste, pour le père de famille, à faire donation de sa forêt à ses héritiers, qui peuvent ainsi bénéficier de la loi de 1930. Mais, outre les inconvénients que nous connaissons à ce texte, on ne peut ériger en système la manière d'héroïsme qui consiste à se dépouiller de son vivant de ses biens. L'expérience, montre, hélas ! qu'un tel sacrifice est souvent bien mal récompensé, même quand il est consenti aux liens du sang.

Aussi beaucoup de propriétaires, l'âge venu, prennent le parti de commencer eux-mêmes la série des exploitations abusives. Ils ont ainsi à faire le pénible sacrifice de ruiner la forêt à laquelle ils sont généralement profon-

dément attachés, mais, en en diminuant la valeur vénale, ils allègent pour leurs héritiers le fardeau que doit créer leur mort ; ils peuvent aussi se procurer peu à peu et servir dans le bas de laine les billets de banque qui rendront les abus inutiles pour longtemps. Ils ont donc la satisfaction, amère peut-être, de mesurer eux-mêmes l'effort qu'il faut bien demander à la forêt.

Tout cela est profondément regrettable, et, faute d'un texte meilleur, l'intérêt de la forêt française exige impérieusement que le bénéfice de l'article 15 de la loi de finances du 16 avril 1930 soit étendu aux mutations par décès.

III. — IMPOT CEDULAIRE SUR LES BENEFICES AGRICOLES

Cet impôt ne fait pas double emploi avec l'impôt foncier, car il frappe le bénéfice retiré du fonds grâce à l'activité humaine déployée sur ce fonds, alors que l'impôt foncier frappe la rente du sol, le revenu naturel du fonds.

Cette distinction a conduit à exonérer la plupart des forêts de l'impôt cédulaire sur les bénéfices agricoles. L'industrie humaine n'a en effet, aucune part, dans la production du bois, sur laquelle elle ne peut exercer qu'une influence très indirecte en réglant les aménagements.

Un type de forêt est cependant frappé : ce sont celles où, en dehors de l'exploitation forestière des bois, on se livre à une exploitation industrielle spéciale. Telles sont les forêts de pins maritimes où le gemmage est pratiqué sur des surfaces très étendues ; ou les forêts de chênes-lièges. Dans ces forêts, les propriétaires jouissent d'une double source de revenus : le revenu foncier procuré par l'exploitation des coupes (il est frappé de l'impôt foncier) ; et le revenu procuré par la vente de la résine ou du liège, produits qui sont le fruit non de la nature seule, mais du travail humain sur les arbres ; ce revenu est frappé par l'impôt sur les bénéfices agricoles.

L'impôt cédulaire est fort impatiemment supporté par

les propriétaires qui trouvent souvent cette distinction trop subtile pour être fondée ; dans les années où les cours de la résine sont extrêmement bas, l'impôt sur les bénéfices agricoles devient une charge écrasante, il faut le reconnaître. Certes, l'impôt est calculé d'après la déclaration du bénéfice réel du propriétaire ; il diminue par conséquent avec la baisse des revenus. Mais la malheureuse forêt de pins, déjà beaucoup plus gravement affectée que la plupart des forêts d'essences feuillues par la chute des cours de tous ses produits, ayant en outre à supporter, du fait de sa situation géographique excentrique, des frais de transports élevés, souffre de cette double fiscalité.

TROISIEME PARTIE

LE MALAISE FORESTIER

Nous avons étudié, jusqu'ici, ce que l'on pourrait appeler le statut de notre forêt. Grâce à lui, elle constitue, dans le cadre de l'économie nationale, une puissance organisée, défendue dans une large mesure contre elle-même et contre ses principaux ennemis. Elle fournit une des matières premières essentielles, et à ce titre donne du travail à une foule énorme qu'on évalue entre 700.000 et 800.000 hommes. Mieux encore, la forêt est une des forces vivantes du pays, qui ne saurait se passer des services immatériels qu'elle est seule à pouvoir rendre. Malgré la place de premier plan que ces titres devraient lui assurer, depuis longtemps déjà, elle est en proie à un trouble profond : le pays est partagé entre son amour de la forêt et sa désaffection pour le bois.

Il n'est pas difficile de montrer l'existence paradoxale des deux élans contradictoires qui agitent périodiquement les publicistes, la foule, et à leur suite les législateurs. Il suffit de rappeler les campagnes — justes et bonnes — en faveur du reboisement qui suivent généralement les inondations ou les catastrophes de montagne et de mettre en regard les amères critiques dont le bois fut victime après les incendies du « Georges-Philippa » et de « L'Atlantique », après aussi l'horrible catastrophe de Lagny. Et cette réprobation n'est pas moins méritée sans doute.

Malgré son statut juridique, malgré les avantages dont elle jouit, malgré sa popularité, l'avenir de la forêt en France est donc incertain. C'est de l'analyse de cette incertitude que nous voudrions faire l'objet de la troisième partie de notre travail.

CHAPITRE PREMIER

LA LUTTE CONTRE LE DEBOISEMENT

Nous savons que le déboisement peut prendre deux formes. L'une, le déboisement proprement dit, consiste dans le changement complet de la culture du sol. Le bois, arraché, défriché, est remplacé par une autre culture, ou simplement par des vides improductifs où il ne repousse pas.

L'autre sorte de déboisement se présente sous une forme beaucoup moins brutale, et est connue généralement sous le nom de désarbrement ; il consiste à exploiter les bois au-delà de leur possibilité, tout en laissant le sol en nature de bois, c'est-à-dire à abattre un cubage supérieur à celui dont la forêt s'enrichit normalement chaque année. Chacun de ces deux déboisements mérite d'être étudié à part, car si l'un a tous les défauts, l'autre les a pour la plupart.

I. — Déboisement proprement dit

S'il prenait de l'ampleur, le déboisement exposerait à des périls si graves — il n'est pas besoin d'y insister — que depuis des temps très anciens, des mesures légales énergiques ont été prises contre lui. Nous les avons indiquées au cours de la première partie de notre travail, et n'avons pas à y revenir. Actuellement, les déboisements, qui sont soumis dans tous les cas importants, à l'autorisation de l'administration, sont tout à fait infimes. On les évalue à 3.000 hectares dans les dix dernières années. Ils sont même largement compensés par les reboisements

opérés chaque année. La superficie forestière de la France estimée à 8.000.000 d'hectares à la Révolution, n'était plus, en 1825, que de 6.521.430. En 1892, elle atteignait 9 millions 621.668 hectares, soit un gain de 3.000.000 d'hectares au cours du dix-neuvième siècle. (Notons, cependant, que les chiffres de 1825 ne comprennent pas les 209.127 hectares boisés de la Corse.) La superficie d'avant-guerre était d'environ 9.900.000 hectares. En 1931, compte tenu des 439.800 hectares des départements recouvrés, les terrains boisés, en France, couvriraient 10.400.000 hectares, parmi lesquels, il faut le dire, 350.000 avaient été dévastés par la guerre et sont inaptes à produire du bois d'œuvre avant 1980. La situation n'est donc pas mauvaise et a tendance à s'améliorer.

Cela tient à ce que des moyens sérieux sont mis en œuvre en faveur du reboisement qui pourrait donner une utilisation à une grande partie des 4.000.000 d'hectares incultes en France. Les travaux de reboisement sont effectués, soit par l'Etat directement, soit par les communes, départements et établissements publics, soit par les particuliers, groupés ou non en sociétés forestières.

a) Reboisements faits par l'Etat :

La loi du 4 avril 1882 modifiée par la loi du 16 août 1913 et par la loi du 6 janvier 1933, nous l'avons vu ci-dessus, permet à l'Etat, pour restaurer et conserver les terrains en montagne, d'effectuer des travaux qui, ayant le caractère de travaux publics, peuvent justifier l'expropriation, si c'est nécessaire. Malgré l'opposition souvent constatée des montagnards, elle a permis au 1^{er} janvier 1927, l'acquisition de 275.000 hectares, parmi lesquels 179.000 ont été boisés. Il ne faut certes pas exagérer la valeur de ces bois dont la situation est souvent défavorable. Au surplus, ces reboisements nécessairement très onéreux ne peuvent pas être poursuivis avec toute l'ampleur désirable, dans l'état si troublé où sont nos finances, et ne constituent certainement pas un placement financier idéal.

b) Reboisement des communes, départements, établissements publics :

Cette catégorie de propriétaires est celle qui pourrait le plus facilement exécuter aux moindres frais, et de la façon la plus simple, les travaux les plus considérables.

Nous savons que leurs bois sont soumis au régime forestier « quand ils sont susceptibles d'aménagement ou d'exploitation régulière ». Or, 236.700 hectares échappent au régime forestier ! C'est dire que cette surface considérable se trouve sans valeur économique. Ils bénéficieraient, à coup sûr, de travaux de reboisement et de mise en valeur bien conduits. Certes on se heurterait parfois à de gros obstacles techniques, car, parmi ces terrains, il en est qui sont marécageux ou d'accès difficile ; mais la plus grande partie en pourrait assurément être mise en valeur. N'oublions pas que la plupart des landes incultes et terrains en friche du territoire sont la propriété des communes. Et là, l'effort à faire sera sans doute rémunérateur. L'exemple des Landes et de la Sologne ne doit pas être oublié. Ne serait-ce pas aussi une façon d'employer, à l'exemple des Américains, un certain nombre de chômeurs, et de les préparer, de cette façon, au retour à la terre si souhaitable et si difficile ? Mais, la grosse difficulté est toujours la difficulté financière, et les subventions accordées aux communes sur le produit des jeux sont bien insuffisantes. Au 1^{er} janvier 1927, les communes ne travaillaient que sur 83.000 hectares !

c) Reboisement par les particuliers :

Il est difficile de chiffrer les étendues que les particuliers peuvent boiser annuellement, leurs ressources limitées ne leur permettent pas d'entreprendre des travaux méthodiquement sur de grandes étendues. On évaluait cependant au 1^{er} janvier 1927 que ces travaux portaient sur 89.315 hectares, et nous pensons que ce chiffre a été largement dépassé.

Outre les subventions en nature ou en argent qu'il dis-

tribue, le législateur a cru devoir prendre certaines dispositions dans le but d'encourager les particuliers au reboisement. La première est l'exemption de tout impôt pendant trente ans pour les semis et plantations de bois sur le sommet et le penchant des montagnes, sur les dunes et dans les landes (art. 226 complété en ces termes par la loi du 20 mars 1924. Les semis et plantations de bois effectués après incendie sont également exempts de tout impôt pendant une durée égale à l'âge des bois incendiés, s'il n'est pas supérieur à vingt ans). Un autre avantage est l'autorisation de défricher sans formalité les jeunes bois plantés ou semés depuis moins de vingt ans (art. 224, § 1^{er}). S'ils comprennent au bout de quelques années, que leur tentative doit aboutir à un échec, les propriétaires ont donc la certitude de pouvoir rendre le sol à sa culture première sans être gênés par l'Administration.

Il semble, théoriquement, que les particuliers pourraient arriver à de meilleurs résultats en se groupant en sociétés forestières. Reboisement de surfaces plus considérables, diminution des frais généraux, exemption de certains impôts en faveur des sociétés créées uniquement dans le but de reboiser sont certes des avantages. Or, ces sociétés, qui se classent nécessairement, soit parmi les sociétés commerciales ordinaires, soit parmi les coopératives de production, semblent vouées au même échec. Les premières, parce que les charges fiscales spéciales aux sociétés s'ajoutant aux charges particulières de leurs membres sont loin d'être compensées par l'accroissement des bénéfices résultant de la mise en société des terrains. Ceci, vrai de toute société forestière, l'est même pour les sociétés dont le seul objet est le reboisement, car il faut beaucoup d'années avant les premiers bénéfices substantiels. Encore ces bénéfices sont-ils bien aléatoires, hélas ! Quant aux sociétés coopératives ayant pour but le reboisement, bien qu'exemptées des droits de timbre et d'enregistrement par l'article 22 de la loi du 31 décembre 1921, qui encouragea la création de quelques-unes, elles ne paraissent pas viables, au moins sous cette forme. D'abord

— et ce grief peut être fait à toute forme de société de reboisement — une coopérative de reboisement se transforme nécessairement, peu à peu, du simple fait de la croissance des bois, en société forestière ordinaire, ce qui créerait une situation juridique fausse. Et puis la forme coopérative exclut l'apport de capitaux qui doivent nécessairement être considérables s'il s'agit de reboiser. Si bien que les sociétés créées après la loi du 31 décembre 1921, n'ont pas été agréées par la Caisse Nationale de Crédit Agricole ! En dernier lieu, on peut faire remarquer que les intérêts annuels ou ristournes distribuées généralement par les coopératives sont forcément repoussés à la première et lointaine coupe.

II. — Le désarbrement

Nous nous trouvons ici en face d'un péril moins éclatant couru par la forêt, mais combien plus dangereux que le déboisement !

Le déboisement est vaincu ; quelques chiffres diront le danger couru par notre domaine forestier du fait de son appauvrissement progressif en bois d'œuvre jusqu'au moment où, à partir de 1930, les événements se sont chargés de prendre la défense de nos futaies.

Avant la guerre, le domaine forestier français ne couvrait que 78 % (1) de nos besoins en bois, et en particulier ne produisait que 53 % du cubage de bois d'œuvre qui nous était nécessaire. Malgré un excédent de production de 2.700.000 mètres cubes de bois de chauffage, la balance des importations et des exportations faisait ressortir un déficit d'environ 5.000.000 de mètres cubes.

La guerre arrive, et pendant cinquante-deux mois dévasté dix départements, dont certains comptent parmi les plus boisés. Les combats détruisent 350.000 hectares. L'ennemi, en arrière de ses lignes, lui qui toujours a été

(1) Chiffres de M. Glesinger, *Le Bois en Europe*.

gros importateur de bois, privé à peu près complètement de tout secours autre que celui de l'Autriche, puise sans compter dans celles de nos forêts qu'il occupe. De notre côté, force nous est de sacrifier nos bois sans songer à l'avenir, et c'est — entre beaucoup — la magnifique forêt de la Joux que massacrent les bûcherons canadiens, insoucieux des aménagements. Comment chiffrer dans quelle proportion la possibilité de nos forêts est dépassée, l'avenir compromis !

Cependant, l'Alsace et la Lorraine reconquises nous apportent une production annuelle de 2.000.000 de mètres cubes, dont 700.000 mètres cubes de bois d'œuvre. Et Glesinger estime que cela doit rendre à notre pays une possibilité comparable à celle de 1913, malgré les lourdes pertes subies. Il l'estime à 8.000.000 de mètres cubes de bois d'œuvre. Ce chiffre est à peu près confirmé par l'appréciation de la Société de statistique de Paris qui, tenant compte des arbres épars, estime notre possibilité à 7 millions 300.000 mètres cubes (2.600.000 mètres cubes de bois durs, 4.700.000 mètres cubes de bois tendres).

Or, au lendemain de la guerre, les besoins de bois étaient immenses. Les milliers de kilomètres de voie ferrée à refaire, dix départements à reconstruire, les réparations immobilières suspendues pendant cinq ans dans toute la France, toute l'activité fébrile d'un grand peuple qui se remet au travail dans tous les domaines : la direction générale des Eaux et Forêts, dans le programme forestier de 1919, estime à 12 millions de mètres cubes le volume sur pied du bois d'œuvre nécessaire à la consommation des années suivantes. Ces besoins ne firent que croître avec la prospérité, la chute du franc, l'application de lois sociales comme la loi Loucheur sur les habitations à bon marché. M. H. Barbier (1) estimait qu'en 1930, après le début de la crise, on consommait encore 16 millions de mètres cubes !

Dans la même période, la Société de Statistique de Paris

(1) Rapport au Conseil National Economique.

évaluait à 4.500.000 mètres cubes l'excédent de nos importations en bois d'œuvre, qui, joints à notre possibilité de 7.300.000 mètres cubes, donne un total normalement disponible de 11.800.000 mètres cubes. Si la consommation était de 16 millions de mètres cubes, les exploitations abusives -- le désarbrement -- seraient de 4.200.000 mètres cubes par an ! Admettons même, ce qui est vraisemblable, que le chiffre de notre possibilité soit un peu faible, et un peu élevé celui de notre consommation. On peut évaluer au chiffre énorme de 4 millions de mètres cubes par an l'appauvrissement de nos forêts. Appauvrissement désastreux ; car il ne peut se réparer que par des dizaines, et même des centaines d'années de patience. Les cours élevés du bois en sont responsables. Il ne faut pas être trop sévère pour ceux des propriétaires qui n'ont pas su résister à l'attrait d'opérations avantageuses. Il faut un réel désintéressement pour être un bon propriétaire forestier...

Nous pouvons présumer que les forêts particulières à peu près seules furent affectées, car le régime forestier et ses principes administratifs sont de nature à bien protéger la forêt contre les tentations de ses propriétaires.

Mais hors du régime forestier, il n'existe en France aucune restriction au droit du propriétaire de ruiner ses bois par des exploitations abusives.

Il n'en est pas de même partout, et nous voulons citer et analyser brièvement la législation belge sur ce point.

Le Code forestier belge de 1854, comme le nôtre, consacrait la liberté complète des propriétaires particuliers. Mais après la guerre, la réaction contre les exploitations abusives amena le vote d'une loi provisoire, la loi du 28 janvier 1921. Son principe essentiel était de permettre à l'administration d'intervenir dans les massifs de plus de 10 hectares, si l'exploitation moyenne par hectare dépassait la moitié du volume en grumes. Ce texte ne concernait que les futaies feuillues, le type belge d'aménagement appelé futaie sur taillis où le volume à l'hectare dépassait

23 mètres cubes, et les massifs résineux où le même propriétaire exploitait plus de 25 hectares par an.

C'est dire que le droit d'opposition de l'Administration était sérieusement limité. Néanmoins, cette loi eût été insupportable si elle avait été appliquée sans modération : ce ne fut pas le cas, et le Conseil Supérieur des Forêts, où siégeaient des représentants des propriétaires particuliers, n'eut pas à se repentir d'en avoir encouragé le vote.

La loi provisoire du 18 janvier 1921, qui ne devait être appliquée que jusqu'en octobre, fut prorogée jusqu'à la promulgation de la loi du 28 décembre 1931. Ce texte remet l'exercice du droit d'opposition au Ministre de l'Agriculture quand l'intérêt public — entendu dans un sens très large — le justifie.

L'opposition ne peut être faite que si l'exploitation ne laisse pas sur pied :

1° Dans les futaies pleines, 50 % du volume et au moins 75 mètres cubes par hectare ;

2° Dans les futaies sur taillis, 40 % du volume des arbres de réserve, et 25 mètres cubes par hectare, le volume de taillis n'étant pas pris en considération.

Echappent au droit d'opposition les massifs de moins de 10 hectares, les massifs de résineux où le même propriétaire n'exploite pas 25 hectares par an ; les taillis où ne se trouvent pas 25 mètres cubes de réserve par hectare. Enfin, il existe un droit d'appel devant une commission spéciale, présidée par un magistrat, et dont le Conseil Supérieur des Forêts désigne certains membres. C'est donc — l'appel mis à part — le régime antérieur qui est conservé ; il pourra donner les mêmes bons résultats s'il est appliqué avec la même modération.

Devons-nous souhaiter une loi analogue en France ? Peut-être eût-elle été fort utile au moment où les cours élevés du bois mettaient nos futaies en péril ; peut-être même le serait-elle encore, actuellement, au moment où seuls les gros bois conservent quelque valeur. Mais, pour notre part, ce ne serait pas sans une grande appréhension que nous verrions s'établir une nouvelle ingérance de

l'Etat dans l'exercice du droit de propriété. L'application d'une telle loi pourrait être facilement tyrannique, et, en tout cas, elle serait bien impatiemment supportée par un peuple tel que le nôtre. Le rôle de l'Etat n'est pas de dicter leur conduite aux particuliers, mais de les inciter, par des mesures appropriées, à adopter tel ou tel genre d'administration. Nos propriétaires aiment leurs beaux arbres, et ne les abattraient pas si leur production était moins onéreuse.



Si l'on pouvait donner aux reboisements toute l'ampleur désirée, si les 4.000.000 d'hectares improductifs susceptibles d'être boisés que renferme le territoire étaient, d'ici peu, couverts de forêts, notre domaine forestier serait, à juste titre, une de nos fiertés nationales. Hélas ! au spectacle d'un passé récent on est tenté de se demander si cela est bien souhaitable. Certes, les théoriciens nous disent qu'alors le régime des pluies, des sources, des fleuves, serait plus sûr, plus régulier, que la fécondité de nos terres serait améliorée, et nous voulons les croire. Mais si ce reboisement eût été œuvre faite en 1930, comment, financièrement, eût-on été récompensé ? Nos forêts depuis ce temps-là, nos forêts pauvres en beaux arbres sont en proie à une crise terrible qui vient contrecarrer tant d'efforts coûteux, et ruiner notre forêts, et toutes nos industries forestières.

CHAPITRE II

LA LUTTE CONTRE L'ETRANGER

Dès 1929, malgré l'éclatante prospérité, les cours élevés, la consommation qui semblait devoir augmenter sans cesse, apparurent les premiers signes du prochain écroulement. C'est l'étranger qui les donna. La Pologne, l'Autriche augmentaient considérablement leurs exportations vers la France. L'Allemagne, en proie à de graves difficultés financières, d'importatrice qu'elle était, devient grosse exportatrice. La Russie enfin inondait les marchés européens de ses bois. Le plan quinquennal était en application depuis 1928, et, avec le pétrole, le bois était le seul produit russe qui permit le financement de cette entreprise géante (1). Il fallait donc vendre à n'importe quel prix : c'était le dumping, donc l'ampleur ne cessait de s'accroître.

En France, les importations, qui étaient en moyenne,

(1) Le domaine russe est estimé par l'Office de Statistique du Commissariat du Peuple à l'Agriculture à 934,2 millions d'hectares dont, en fait, 618 sont couverts de forêts. 150 millions d'hectares se trouvent en Russie d'Europe, 468 en Asie. Les essences résineuses (épicéas et pins) dominant au Nord (90 0/0) et au centre (50 0/0). Mais les massifs forestiers sont mal distribués. Pour permettre l'exploitation, le plan quinquennal, qui envisage, pour 1932 et 1933, d'étendre les coupes sur 186,7 millions d'hectares, prévoit la création d'une voie ferrée et la reprise des deux voies ferrées impériales, la création d'un canal de la Volga au Don, l'organisation de la lutte contre les glaces par avions et brise-glaces dans la mer de Kara, sur l'Ob et l'Yenisséï, la création de 1.500 kilomètres de routes nouvelles, la réfection de 12.000 kilomètres d'anciennes routes, etc.

de 1.879.000 tonnes de 1925 à 1929, atteignent, en 1930, 12.565.000 tonnes.

Aussi ne faut-il pas s'étonner qu'aux ventes d'automne 1930, les cours commencent à faiblir, spécialement ceux des résineux. Malgré l'excitation produite par certaines lois sociales, comme la loi sur les habitations à bon marché, et l'accroissement de consommation qui en résulte, notre marché, bientôt, ne pourra plus absorber tous ces bois communs dont l'étranger l'accable.

Dès le début de 1930, de nombreuses organisations professionnelles avaient protesté contre la concurrence déloyale du dumping russe. Nous ne pouvions, évidemment, soutenir la lutte contre des fournisseurs dont les prix de revient paraissaient si faibles qu'en dépit du tarif général appliqué à la plupart de leurs produits forestiers et agricoles (2) en dépit de l'éloignement, ils pratiquaient des cours inférieurs à ceux du marché intérieur français. Les bois russes concurrençaient également victorieusement sur les grands marchés d'importation, en Angleterre, par exemple, les bois des grands pays forestiers baltiques, et ceux-ci étaient amenés à chercher, en France, l'écoulement difficile de leurs produits.

Devant cette situation, le gouvernement prit, le 3 octobre 1930, un décret en application de l'art. 5 de la loi du 29 mars 1910, soumettant l'importation en France d'un certain nombre de produits russes, et parmi eux les bois communs, au régime des licences d'importation.

En même temps, le Ministre de l'Agriculture instituait une commission chargée d'instruire les demandes d'importation. Cette commission présidée par le Conservateur des Eaux et Forêts, chef du service économique des bois, comprenait les représentants des principales organisations corporatives forestières (Comité des Forêts, Syndicat des Exploitants forestiers, Groupement général du Commerce et de l'Industrie des bois, Syndicat de la Pape-

(2) Pour certaines catégories de bois sciés, 18 francs au lieu de 4 fr. 50 (tarif minimum). Etaient également soumis au tarif général, les viandes, volailles, œufs, céréales, sucres, lins, colles, etc.

terie) et était complétée par un délégué du Ministre du Commerce. Sa composition même promettait une défense énergique des intérêts de la forêt française ; l'événement confirma apparemment ces espoirs, car les importations directes des Soviets en France cessèrent presque complètement. Est-ce dire que les bois russes n'entrèrent plus en France ? Non certes, car le décret fut facilement tourné de la façon suivante : les bois russes étaient débarqués en Belgique ou en Hollande, d'où ils arrivaient en France couverts par des certificats d'origine faux, non seulement sans licence d'importation, mais au tarif minimum... Le décret ne permit pas même une amélioration de notre balance commerciale avec l'U.R.S.S., car les Soviets, par mesure de représailles, interrompirent leurs commandes en France.

Le décret du 3 octobre 1930 fut donc, en réalité, un échec. Il n'en est pas moins intéressant, car il est le premier de la longue série des textes qui, peu à peu, vont nous permettre d'élever à nos frontières ces barrières douanières si critiquées, dernière sauvegarde de la forêt française.

A partir de l'automne 1930, nous l'avons dit, les cours des bois s'orientent franchement vers la baisse. Les ventes des coupes de l'Etat, de 329 millions en 1929, étaient passées en 1930, à, 290 ; celles des communes, de 371 à 311 millions.

Le problème du bois commençait à se poser dans toute son ampleur. Il fut exposé au Sénat le 12 février 1931, par le sénateur Néron, de la Haute-Loire, dans une interpellation qu'il nous faut rapporter, car de ce discours et de la réponse du Ministre, découla toute la politique que nous verrons appliquer par la suite.

Le fléchissement des cours, au dire de M. Néron, tenait à une double cause : la crise économique d'abord qui paralyse la consommation ; l'excès des importations d'autre part, et spécialement le dumping des Russes et des Allemands dont les bois et les sciages submergent notre pays et pèsent ainsi dangereusement sur les cours. Les

conséquences de la baisse seront ruineuses non seulement pour les particuliers mais, il ne faut pas l'oublier, pour l'Etat et surtout pour les communes et certains établissements publics. Le budget de beaucoup de communes forestières et de ces établissements n'est équilibré que par la vente de leurs bois. Quelle sera leur situation devant tant de coupes invendues ou vendues à vil prix ? Ce sera pour eux non seulement le déséquilibre budgétaire, mais la perspective de ruineuses indemnités de chômage. Quant aux scieurs, qui ont acheté les bois sur pied à des cours souvent élevés, ils ne trouvent plus à aucun prix à écouler leurs produits, et, gênés par les restrictions et les défaillances bancaires, ils sont dans une déplorable situation financière. C'est donc, en perspective, le chômage de milliers d'ouvriers forestiers, et d'innombrables faillites.

Dans sa conclusion, l'orateur, reprenant les vœux formulés par nombre de syndicats et d'associations forestières, réclamait l'augmentation des droits de douane et leur réajustement au coefficient 5 par rapport à 1914 (il était très inférieur) (1), l'obligation pour l'Etat, les collectivités, les administrations publiques, de réserver toutes leurs commandes de fournitures aux propriétaires et aux industriels français ; l'application stricte du décret du 3 octobre 1930 ; l'extension, enfin, de la loi de cadenas à tous les produits agricoles et forestiers. En attendant qu'une loi en ce sens ait pu être votée, et que les droits de douane aient pu être relevés, le gouvernement était invité à prendre toutes mesures utiles.

La réponse du Ministre de l'Agriculture, M. Tardieu, fut nettement sympathique aux intérêts forestiers français. Le Ministre déclara souhaiter la généralisation du système du contingentement déjà appliqué à certains produits, et des licences d'importation. Mais il ne dissimula

(1) La loi du 3 mars 1928, qui avait quintuplé les droits sur certains produits agricoles par rapport au tarif d'avant-guerre, avait adopté le coefficient 1,7 pour les bois ronds bruts, les merrains, les perches ; des coefficients variant de 2,5 à 3,2 pour les bois sciés ou équarris.

pas que la réalisation de cette politique commerciale était rendue difficile par des raisons de haute politique internationale, et même par la position que nous avions nous-mêmes prise à la Conférence Economique de 1927. Nous nous étions engagés par des conventions avec l'Allemagne, avec la Roumanie, à renoncer aux prohibitions et aux restrictions d'importation. C'est pourquoi les Ministères des Affaires Etrangères et du Commerce étaient opposés à un changement d'attitude trop soudain. Le relèvement des droits de douane lui-même comportait de sérieuses difficultés. Avec certains pays, comme l'U.R.S.S., il était inutile, puisque le tarif général était appliqué. Mais beaucoup d'autres gros importateurs jouissaient du tarif minimum ; et les droits étaient consolidés pour presque tous les articles du tarif (1).

Pour majorer les droits, nous étions donc obligés de négocier avec l'Autriche, l'Esthonie, la Tchécoslovaquie, etc... (2). Mais le Ministre du Commerce ne croyait pas pouvoir faire de concessions à ces pays sans nuire à une autre branche de notre activité nationale.

Dans sa conclusion, le Ministre s'attachait à donner satisfaction à son interpellateur. D'accord avec lui, il se proposait de maintenir les principes du décret du 3 octobre 1930 ; d'étendre au bois la loi de cadenas, de prescrire l'emploi de bois français aux collectivités et services publics. Il allait jusqu'à envisager, si la situation l'exigeait, la création du contingentement et la fermeture des frontières. Il promettait enfin — et si elle pouvait être réalisée, une telle promesse pourrait être lourde de conséquences — de faire étudier une réforme générale du système fiscal et des tarifs de chemins de fer.

(1) Seul l'article 128, § 1^{er}. ne l'était pas. Il concernait les bois communs, ronds, hauts, non équarris, avec ou sans écorce, de longueur quelconque et de circonférence au gros bout inférieur à 60 centimètres. Mais ces bois ne représentaient qu'une très faible partie, environ le dixième, des importations.

(2) Des précédents récents, avec la Tchécoslovaquie (9 janvier 1930) et avec l'Esthonie (11 juillet 1930) devaient cependant indiquer que ce genre de négociations pouvait aisément amener les résultats recherchés,

Mais les choses en restèrent là. La situation s'aggravait pourtant de jour en jour. Si bien que, le 28 Mai 1931, le sénateur Néron déposait au Sénat une proposition de résolution invitant le Sénat à étendre aux produits forestiers le bénéfice de la loi de cadenas. Cette proposition était votée le 3 juillet ; le projet de loi proposé par M. Néron était ainsi conçu : « Les produits forestiers (bois communs, bruts, équarris et sciés, bois débités en pavés, merrains, éclisses, échalas, perches, étançons, bûches ou rondins, liège brut) sont ajoutés à la liste des marchandises énumérées à l'art. 11 du décret du 28 décembre 1926 ». Le même jour, le Gouvernement qui avait compris qu'il était impossible de reculer davantage, obtenait des Chambres le vote du texte suivant :

« Article Unique : Le premier alinéa de l'art. 6 de la loi du 1^{er} décembre 1929 (art. 11 des lois de douane codifiées, décret du 28 décembre 1926) est complété comme il suit :

A la suite des mots « et les produits laitiers » il sera ajouté « les bois communs de toutes catégories, bruts, équarris ou sciés, le liège brut, râpé ou en planches et le liège ouvré » (1).

Le Gouvernement pouvait donc désormais relever par décret publié télégraphiquement les droits visés par ces décrets. Seules, les clauses de consolidation s'y opposaient encore. Le Gouvernement devait, en peu de temps, obtenir leur résiliation.

Mais on ne pouvait plus attendre davantage, disions-

(1) L'extension de la loi du cadenas aux produits forestiers n'est pas la marque d'une particulière bienveillance des pouvoirs publics envers la forêt française. Il ne faut y voir que l'application obtenue sous la pression des circonstances, de la politique agricole suivie par le Gouvernement depuis que la crise sévit sur les produits des campagnes françaises. Déjà la loi du 19 mars 1931 avait étendu le cadenas aux produits dérivés des viandes et la loi du 15 avril 1931 aux produits sucrés. Le cadenas est, dit M. Merveilleux du Vignaux, « le remède envisagé en premier lieu pour pallier aux effets d'une crise qui menace une production déterminée ». (La réforme de la loi de cadenas en France).

nous : le 27 août, un décret interministériel soumettait la plupart des catégories de bois au régime du contingentement. L'arrêté pris par le Ministre de l'Agriculture pour l'application de ce décret s'exprimait en ces termes :

« Les contingents prévus au décret du 27 août 1931 sont fixés pour chacune de ces deux catégories de produits (Art. 128, 128 bis et 133 de la nomenclature douanière, art. 597 et 600) à un chiffre global calculé d'après la moyenne des importations annuelles de bois étrangers constatées au cours des cinq dernières années normales ». Ces cinq années normales, prises comme base de comparaison, étaient les années 1925, 1926, 1927, 1928 et 1929. Or, on pu constater presque aussitôt que les importations de bois du 1^{er} janvier au 27 août, date du décret, atteignaient 2.280.000 tonnes, alors que la moyenne des années normales étaient de 1.879.000 tonnes ! Les importateurs avaient su profiter des dernières heures de liberté douanière...

Le 5 septembre, la frontière était fermée jusqu'au 31 décembre. Un avis aux importateurs paru au « Journal Officiel » les en informait.

Quels furent les résultats de cette politique énergique ?

Tout d'abord, elle souleva un concert de récriminations de la part des importateurs qui se plaignaient, à juste titre on ne peut le nier, de ces mesures prises sans tenir compte des engagements ni des contrats en cours. Mais on pouvait répondre que, puisqu'il ne s'agissait de rien moins que de sauver du chômage et de la ruine la quasi-totalité des ouvriers, des propriétaires, des industriels et des commerçants forestiers, la fin justifiait les moyens. Et certes le marché français était incapable d'absorber de telles quantités de bois étrangers.

Ces mesures s'avérèrent, d'ailleurs, insuffisantes pour sauver du désastre les grandes ventes d'automne. Sur 56.010 hectares mis en vente par l'administration des Eaux et Forêts, 16.888 demeurèrent invendus, soit environ 30 %,

au lieu de 10 % au maximum dans les périodes normales. Seules les coupes de gros bois de travail se vendirent, car la proportion du cubage invendu est un peu moindre : 724.380 mètres cubes sur 2.310.000 mètres cubes, soit environ 18 %.

Les coupes se vendaient d'ailleurs à bas prix, spécialement les résineux, en baisse de plus de 35 % sur les prix de 1930. Le chêne, lui-même, dont le marché est beaucoup moins soumis à l'influence étrangère, accusait des cours en baisse.

La politique du Gouvernement était donc en échec. C'est qu'elle était à la fois trop sévère et trop douce, trop tardive surtout. Trop sévère, parce qu'elle ne tenait aucun compte des légitimes intérêts particuliers engagés dans le commerce d'importation. Trop douce, parce qu'elle avait longtemps permis des abus comme l'importation frauduleuse du bois russe. Trop tardive surtout, car elle avait attendu, pour se manifester, que la situation du marché des bois fût désespérée, parce que, quand la frontière fut fermée, le marché était, pour longtemps, saturé de produits dont il n'avait que faire. Ayant oublié que « gouverner c'est prévoir » le gouvernement s'était laissé acculer en vain à une mesure aussi anormale que la fermeture totale de la frontière pour quatre mois.

C'est alors que s'organise un mouvement que l'on put comparer à une « croisade contre les bois étrangers ».

L'Union forestière du Sud-Est, réunie en congrès à Lyon, le 9 novembre 1931, et avec elle les innombrables groupements forestiers, donnèrent comme but à cette croisade le relèvement des droits de douane en portant le tarif minimum aux deux tiers du tarif général. On demandait même la fermeture de la frontière en 1932 aux bois étrangers bruts ou ouvrés, car, disait-on, les stocks disponibles sur le marché national étaient largement suffisants pour satisfaire tous les besoins de la consommation. Sans aller si loin, certains groupements réclamaient l'établissement de contingents trimestriels ou

mensuels réduisant de 80 % les chiffres de base adoptés par le décret du 27 août, et le contrôle des entrées de marchandises par des licences d'importation que seuls pourraient obtenir des commerçants inscrits au registre du commerce depuis une certaine date. On proposait de comprendre dans les contingents les bois fournis au titre de prestations en nature, et les bois placés sous le régime de l'entrepôt au 31 décembre 1931. Dans le même moment se formait un comité permanent de défense des intérêts économiques forestiers.

Cette campagne appuyée par des organisations comme le Groupement XXVI (industrie et commerce du bois) de la Confédération générale de la production française — où les importateurs se trouvaient représentés — parvint aux oreilles du Gouvernement. Celui-ci, par le décret du 31 décembre 1931, prorogea le système du décret du 27 août pour le premier trimestre de 1932, en accordant, toutefois, une diminution de 33 % sur la moyenne trimestrielle des cinq dernières années normales. Si les importations au cours du trimestre n'atteignaient pas la limite du contingent, elles devaient être ajoutées au contingent du trimestre suivant ; les dépassements, au contraire, devaient en être défalqués. Enfin, on prévoyait un contingent spécial de 10.000 tonnes qui, en cas de besoin de certaines fournitures spéciales, pouvait être accordé à certains pays ; c'était, en somme, une arme que le gouvernement se réservait pour certaines négociations diplomatiques.

Ce décret, pris dans l'intention de concilier les intérêts en présence, les déçut tous, comme le précédent.

Tout d'abord, il ne supprimait pas le risque de dépassement. On assista à la ruée vers la frontière, et, quelques jours avant que la lenteur des statistiques permit que l'on s'en aperçût, les entrées d'Allemagne étaient doubles, celles des Etats-Unis triples du chiffre auto-

risé (1). Cela s'explique aisément : les grands importateurs prévoyant la fermeture prochaine, introduisirent immédiatement des quantités de marchandises très supérieures à leurs besoins ; leurs moyens financiers, la taille de leurs magasins le leur permettaient. Les petits importateurs, au contraire, obligés de procéder à leurs achats au jour le jour, se trouvèrent brusquement devant la frontière fermée, dépourvus de stocks alors que ceux des maisons plus importantes pesaient dangereusement sur les cours.

De leur côté, les commerçants de l'intérieur furent mécontents. Ils trouvaient l'abattement de 33 % insuffisant, à cause de la surabondance des stocks et se plaignaient de ce qu'au fond rien ne fût changé à l'état de choses antérieur.

Leur campagne reprit donc, avec les mêmes objectifs : augmentation des droits de douane, établissement des licences d'importation.

Sur le premier point, les négociations étaient près d'aboutir. Le premier accord fut conclu en janvier 1932 avec la Tchécoslovaquie, le dernier en mars avec l'Au-

(1) Voici la statistique des importations en janvier, des produits repris sous les numéros 597 et 600 de la nomenclature (bois ouvrés). Il faut noter que les importations de certains gros importateurs, comme l'Autriche et la Suède, n'y figurent pas, faute d'être connues.

Pays exportateurs	Contingent	Quantités entrées en janvier
Allemagne	824	2.397
Autriche	332	—
Canada	338	312
Etats-Unis	495	1.110
Finlande	33	—
Grande-Bretagne	51	7
Hongrie	15	—
Italie	130	548
Pays-Bas	21	4
Pologne	15	1.385
Roumanie	139	148
.....	280	—
Suède	146	—
Suisse	382	770
Tchécoslovaquie	52	—
Union Belgo-Luxemb.	462	844
Divers Pays	51	75
Indochine	—	1.533

triche. Quant à l'Allemagne, une commission économique franco-allemande, réunie en 1931, obtint rapidement le même résultat, en mettant sur pied un accord de principe pour l'introduction en France des bois allemands.

Le 26 mars 1932, le Gouvernement put, enfin, relever les droits de douane qui furent majorés, suivant les catégories de 130 à 225 % ; ils passaient du coefficient maximum 3,25 par rapport à 1913, au coefficient 7. En outre, à l'ancienne taxe de 2 % prélevée à l'entrée sur les matières brutes, était substituée une taxe de 4 % sur les produits semi-ouvrés et une taxe de 6 % sur les produits ouvrés.

L'effet salulaire de ces mesures ne se fit pas attendre : on pouvait constater bientôt une hausse sensible à peu près sur tous les bois, sauf sur le chêne en baisse légère, parce que moins soumis à l'influence étrangère.

Les cours des résineux, les plus atteints, augmentaient de 15 à 20 % sur le chiffre les plus bas, atteints en octobre 1931. Il ne fallait d'ailleurs pas attribuer à la douane tout le mérite de cette amélioration, car elle tenait également, pour une certaine part, à la saison, celle où les grands travaux reprennent après le mauvais temps d'hiver. Aussi la hausse ne fut-elle pas de longue durée : on devait bien le voir aux ventes d'automne.

A la même date du 26 mars 1932, décidément importante dans l'histoire de la défense des bois français contre l'étranger, le Gouvernement décidait qu'à compter du 1^{er} avril « les bois et ouvrages en bois repris au tarif des douanes sous les numéros 128, 128 bis et 133 d'une part, et sous les numéros 597 et 600 d'autre part, ne pourront être importés qu'en vertu d'autorisations particulières délivrées par le Ministre des Finances (Direction Générale des Douanes) sur la proposition du Ministre de l'Agriculture (Direction Générale des Eaux et Forêts) dans la limite des contingents fixés pour chaque trimestre ». En même temps, une Commission supérieure des permis d'importation était constituée près du Ministère de l'Agriculture. Cette commission avait un rôle con-

sultatif sur la répartition des contingents entre les différents importateurs. Elle était, dans ce dessein, composée de quatre représentants des groupements intéressés, et de cinq fonctionnaires représentant les administrations intéressées : ministère de l'Agriculture, des Finances, du Commerce, des Colonies, direction générale des Eaux et Forêts.

Son rôle, en fait, fut effacé par celui du Comité Interprofessionnel des Importations, dont le rôle était de recevoir les demandes d'importations et de les instruire.

Des formalités, assez compliquées, étaient prévues dans le but de constater les quantités de bois importées par le demandeur en 1929, 1930, 1931 (puis 1932). Le Comité accorde l'importation d'une quantité proportionnelle à ces importations anciennes, et au contingent fixé pour le trimestre en cours par pays et par nature de produit. Les licences ne sont accordées qu'aux commerçants inscrits au registre du commerce et assujettis à la patente au 1^{er} septembre 1931 dans une profession utilisant le bois ou en faisant le commerce. Ils doivent en faire la preuve. Le permis est accordé pour une durée de 180 jours.

Pour éviter les fraudes, le service local des douanes doit constater les entrées successives sur l'exemplaire du permis présenté par l'importateur et sur celui qu'il a reçu directement de la direction générale des douanes. Dès l'épuisement d'un permis, ou à l'expiration du délai de validité, l'exemplaire de l'importateur doit être remis au bureau de la douane qui le retourne au comité interprofessionnel des bois ; l'autre exemplaire est conservé par le service, à l'appui de la dernière importation. Le permis ne peut être utilisé que par le demandeur, un intermédiaire agissant en son nom ou pour son compte, ou par son acheteur. Les expéditions de bois sous le régime de l'entrepôt sont exclues de la formalité du permis d'importation ; elle est naturellement exigée à la sortie de l'entrepôt pour la mise à la consommation.

A titre de contribution aux frais du comité, les importateurs doivent joindre à leur demande une contribution proportionnelle au nombre de tonnes ou de quintaux importés, à raison de 1 franc par tonne ou de 0 fr. 50 par quintal, suivant la nomenclature douanière.

Enfin, toujours le 26 mars, le contingent était réduit pour chaque pays et par catégorie, à la moitié des importations de la période dite normale, au lieu des deux tiers ; le décret tenait compte des dépassement de la période précédente.

Tel est le système protecteur qu'avec bien des démarches et des plaintes justifiées les groupements forestiers français réussirent à obtenir. Il était d'ailleurs indispensable à l'application du Protocole d'accord de la commission économique franco-allemande réunie en 1931 pour régler les échanges commerciaux entre les deux pays et qui avait abouti à l'acceptation du régime des licences d'importation. Ce système n'était pas une innovation, car il était calqué à peu près exactement sur le système de contrôle des importations du blé. Comme pour l'extension aux bois de la loi de cadenas, on pouvait lui faire un reproche, c'était d'arriver trop tard, d'arriver au moment où M. Saint-Loup, vice-président du comité de direction du Groupement XXVI, pouvait dire au ministre de l'Agriculture que le chêne lui-même ayant baissé encore de 25 % depuis janvier, les résineux étaient si bas que même en les prenant pour rien sur pied, le prix de revient des sciages dépasserait les cours actuels ! Aussi les catastrophes se précipitaient dans les régions où ces essences sont répandues : Alpes, Jura, Vosges, Alsace, Landes. Et M. Saint-Loup prévoyait que pour la première fois dans l'histoire du commerce du bois, beaucoup de coupes de l'Etat ne seraient pas payées à l'échéance.

Néanmoins, à partir de ce moment, on ne peut nier que la forêt française, et, avec elle le commerce et les industries qu'elle alimente, soient efficacement protégées contre le péril extérieur. Certes, la baisse des cours n'est

pas enrayée : les stocks de bois français ne trouvent pas d'acheteurs. Des offres nombreuses sans contrepartie : la loi de l'offre et de la demande s'applique inexorablement. Le tableau suivant du produit des ventes des coupes fait par l'Administration des Eaux et Forêts le fera comprendre.

Années	Etat (1)	Communes (1)
1925	329	371
1930	290	311
1931	178	219
1932	150	180

Ces chiffres établis par le Ministère de l'Agriculture en vue de la Conférence Economique de Londres de 1933, établissent que le prix des bois sur pied a baissé de plus de 100 % en quatre ans.

Du moins, notre frontière est surveillée, et l'on peut espérer que les stocks massifs qui ont contribué pour une si large part à l'avilissement des cours ne se renouvelleront pas. Les contingents prévus pour 1933 étaient de 1.172.000 tonnes, après avoir été de 1.084.782 tonnes en 1932 et nous le rappelons, de 1.879.000 tonnes en moyenne de 1925 à 1929.

L'ensemble de ces mesures ne va cependant pas, pour salutaires qu'elles soient, sans soulever des critiques passionnées. Il faut le reconnaître, elles étaient en opposition avec les intérêts des importateurs, et, avec eux des grands ports d'importation français. Que ces derniers voient leur trafic grandement diminué par les restrictions d'importations, c'est très regrettable. Mais le gouvernement pouvait-il hésiter à les sacrifier aux intérêts vitaux de la forêt française, et des centaines de milliers d'hommes qu'elle nourrit ? Etudions, cependant, les griefs principaux que les importateurs, groupés, le 23 avril 1932, en un syndicat général, font au régime douanier des bois.

(1) Les prix de vente sont exprimés en millions de francs.

Ces griefs sont d'ordre général et d'ordre particulier ; les uns visent théoriquement la politique de contingentement, les autres l'application qui en est faite en France.

Le contingentement, dit-on, est contraire à la liberté du commerce.

Il lui était déjà contraire quand on le concevait en bloc, sans distinction de pays ni de catégorie. Combien plus l'est-il maintenant, où le commerce, avec chaque pays, pour chaque marchandise, est restreint et bridé. Car, jusqu'au décret du 31 décembre 1931, nous étions déjà gênés pour utiliser les circonstances favorables que nous rencontrions à l'étranger par la barrière établie à la frontière. Mais, depuis, à cette barrière qui subsiste et a été renforcée, on en a adjoint d'autres, autour de chacun de nos fournisseurs, autour de chacun des produits que nous vendons ! Dans ces conditions, nous ne pouvons tenir compte ni des besoins du marché, ni de l'orientation des cours. Aucune spéculation, fût-ce la plus féconde, n'est possible. Nous sommes contraints d'acheter sans discernement ni de lieu, ni de temps.

Il y a plus grave encore. Les contingentements par pays, qui nous obligent à négliger les tendances du marché intérieur, nous empêchent même de tenir compte de l'état des marchés extérieurs, de ce que l'on appelle les grands courants commerciaux.

La statistique suivante le montre (1) : c'est celle des importations de trois pays grands producteurs de bois.

Moyenne des 5 années de base	1931	Augmentation
Pologne —————	133.303	227.684 70 %
Yougoslavie	34.576	115.151 240 %
Lithuanie	453	5.297 1000 %

Elle montre l'énorme augmentation en trois ans de leur exportation vers la France : or, il n'en est pas tenu compte, puisque les contingentements sont calculés —

(1) Je l'emprunte à l'ouvrage de M. Lorach, *la Crise des bois résineux en France*.

et ne peuvent l'être — qu'en tenant compte des années dites normales, antérieures à ce courant commercial caractérisé !

Au point de vue pratique, les importateurs reprochent au système en vigueur certaines anomalies, qui ont aussi pour conséquence de conserver au mouvement commercial des caractéristiques périmées.

Ainsi, dit-on, pourquoi déterminer d'après l'activité de l'importateur en 1929, 1930 et 1931 la part de chaque contingent à laquelle il a droit, alors que chacun de ces contingents est déterminé d'après les importations faites en 1925, 1926, 1927, 1928 et 1929 ? Pourquoi utiliser deux bases différentes ?

Ces contingents, d'ailleurs, sont répartis entre les pays suivant une méthode faussée par les fraudes ou les erreurs de certificats d'origine.

Nous avons déjà signalé la fraude consistant à introduire en France comme bois belges des bois simplement transités à Anvers. Le résultat est que l'Union Belgo-Luxembourgeoise a droit à un contingent hors de proportion avec sa superficie forestière. Son contingent était fixé, pour le premier trimestre 1932, à 462 quintaux métriques, alors que celui de l'Autriche n'était que de 332, de la Suède, que 382 quintaux !

Outre les contingents, les importateurs critiquaient les licences d'importation, qui sont une grande gêne pour le commerce, et qui ont eu pour résultat de provoquer dans certains pays, l'institution des licences de sortie. Avec ces pays, comme la Lettonie ou la Pologne, il n'y a pas de relation commerciale normale possible, car certains exportateurs peu scrupuleux ou spécialement bien placés réussissent à réaliser, grâce aux licences de sortie, un monopole de fait de l'exportation, et en profitent pour faire varier les cours à leur guise.

Cependant, les importateurs acceptent, devant la nécessité évidente, le principe du contingentement. Mais ils demandent qu'on revienne au système de 1931, au con-

tingement global, sans distinction de pays ni de catégorie, en dehors duquel devraient être laissés les bois spéciaux qui ne sont pas produits en France, et qui, par conséquent, ne sauraient en rien concurrencer les bois français. Quant aux licences, si l'on estime qu'elles sont indispensables au contrôle du contingentement, qu'il soit permis au moins de les utiliser avec plus de souplesse.

Les importateurs n'ont pas obtenu gain de cause ; la barrière douanière formée par le triple obstacle des droits de douane, des contingentements et des licences d'importation n'a pas subi de grandes modifications au cours de 1933. Cependant, un décret du 19 novembre 1932 frappe certains postes du tarif douanier (bois ouvrés) de droits portés au coefficient 12. Mais les milieux forestiers français ont pu se plaindre de ce que le contingent total prévu pour 1933 fût supérieur à celui de 1932 (1.172.000 tonnes contre 1.084.782). Ils se plaignent de voir favoriser les bois autrichiens par des contingents trop considérables et même par des primes d'importation considérables (5 francs par quintal) pour des raisons de politique qu'ils comprennent et apprécient, mais dont ils voudraient bien ne pas faire tous les frais. Ils sont inquiets de voir accorder par l'accord commercial franco-russe du 11 janvier 1934 des contingents très considérables puisqu'ils atteignent, suivant les catégories, de 10 à 13,9 % du contingent total. Ils trouvent trop élevés les contingents spéciaux accordés pour favoriser certaines importations à plusieurs pays.

Notons, enfin, parmi les modifications récentes apportées au système protecteur que la suppression, au début de 1933, de la taxe de 15 % compensatrice des écarts de change, avait équivalu à une diminution des droits de douane d'environ 50 francs par mètre cube. Il en était résulté une baisse importante sur les bois à cellulose et à pâte à papier. Le décret du 12 mai 1933 a remédié à cette situation en appliquant une taxe sur les licences d'importation de 80 francs par tonne pour les bois de sciage.

CHAPITRE III

LE MARCHÉ NATIONAL

Le marché français du bois, à l'abri de la frontière, semble donc placé, à l'heure actuelle, dans des conditions économiques de nature à lui permettre de faire face à la crise.

Or, en fait, sa situation est critique, comme aux premiers jours de l'invasion étrangère. Les cours du bois sur pied sont ramenés, par rapport aux cours d'avant-guerre, à des coefficients qui, pour les essences les plus précieuses, ne dépassent jamais 4. La situation difficile des scieurs et autres industriels du bois n'est pas contestée ; dans cette profession, de très nombreuses cessations d'exploitation, de très nombreuses faillites ont été enregistrées.

Pour peindre cette situation, nous ne pouvons mieux faire que de citer le discours prononcé par M. le Sénateur Lourties lors de la discussion de l'accord franco-autrichien du 29 décembre 1933.

« La forêt française, dit-il, qui de tout temps a alimenté la plus grande partie des besoins du pays, exportait en 1929 en bois communs 805.400 tonnes en Angleterre, 343.570 en Belgique, 143.872 en Espagne, et, au total, 1.666.305 dans les divers pays voisins du nôtre.

« Les chiffres de nos exportations en 1933 sont les suivants : 148.993 tonnes en Angleterre, 75.750 tonnes en

Belgique, 22.695 tonnes en Espagne, et, au total, 340.217 tonnes dans les divers pays voisins du nôtre.

« Perte de notre exportation en bois communs : 1.326.088 tonnes.

« Devant cette chute impressionnante de nos exportations, l'importance compensatrice de la consommation française a été nulle.

« Je ne pourrai vous donner, hélas ! aucune statistique sur la production et la consommation de ce pays, le Ministère de l'Agriculture ne les faisant plus depuis vingt ans.....

« Quoi qu'il en soit la sous-consommation française est évidente..... Le Gouvernement a pu se convaincre qu'il y avait pléthore de bois en France, et il a constaté que plus de la moitié des scieries forestières, qui utilisaient 700.000 ouvriers et employés, était en chômage.

« Et il est exact, Messieurs, que malgré un prix de revient assez élevé des bois façonnés dû aux lois sociales nécessaires, mais aussi aux trop lourds impôts et à la cherté de la vie, le coefficient des bois sur pied ne dépasse pas 2 à 2 1/4 des prix d'avant-guerre, alors que le coefficient atteint 4 ou 5 pour les autres produits du sol... »

On le voit le problème à résoudre consiste à trouver les débouchés qui manquent à nos bois, ou qu'ils ont perdus. Toute la question est là. Or ces débouchés ne peuvent se trouver que dans un accroissement de nos exportations, et dans l'augmentation de la consommation intérieure.

I. - Exportation. — Avant la crise, nos principaux clients étaient l'Angleterre, la Belgique, l'Espagne et l'Italie. La diminution de leurs achats en France ne saurait être imputée qu'à deux grandes causes : la crise économique, d'abord, et la concurrence que les bois étrangers font aux nôtres sur ces divers marchés.

L'étude des solutions internationales préconisées pour contrebattre les effets désastreux de la crise ne saurait

entrer dans le cadre de cette étude. Qu'il nous soit cependant permis de rappeler l'échec de la Conférence économique de Londres, réunie à cet effet en 1933. L'instabilité monétaire, l'exacerbation des nationalismes économiques, la dangereuse incertitude politique de l'Europe, l'instabilité gouvernementale dans certains pays, comme le nôtre, les audacieuses expériences sociales et économiques tentées dans certains autres, nous semblent autant de raisons pour que des essais de solution comme celui de la Conférence de Londres soient voués à l'échec. Cet échec, la Conférence n'en portait-elle pas le germe en elle ?

Elle avait été réunie dans le dessein de guérir la maladie en ne soignant que les effets. Est-ce une bonne méthode, et peut-on espérer que la santé naîtra du contact de nations économiquement et politiquement malades, alors que chacune d'elle, bien décidée à profiter du sacrifice des autres, est bien décidée aussi à ne rien sacrifier pour sa part ? Nous doutons qu'il soit possible de ramener la prospérité alors que, parmi les plus grandes puissances économiques du monde, certaines, en dépit de l'expérience, n'hésitent pas à se livrer au jeu ruineux de la course à la dépréciation de la monnaie. On s'accorde généralement à estimer que la prospérité repose sur la confiance ; or, cette confiance est le sentiment de sécurité de l'avenir qu'éprouvent les détenteurs de capitaux. Elles seule peut les inciter à courir un risque qui reste toujours considérable. Peut-on penser qu'elle puisse naître de protocoles diplomatiques, alors que les peuples vivent dans l'angoisse de la faim et de la guerre ? Aussi n'espérons-nous guère voir réaliser prochainement un retour artificiel à la prospérité.

Une solution partielle se trouve, au contraire, dans les négociations de pays à pays, dans le but d'organiser le minimum du commerce extérieur indispensable. Nous en avons des exemples récents. C'est l'accord franco-autrichien du 29 décembre 1933, par lequel l'Autriche s'assure la possibilité d'introduire en France, à un tarif préfé-

rentiel, un contingent de 152.900 tonnes de bois dont nos scieurs et nos exploitants forestiers se passeraient fort bien. C'est l'accord franco-soviétique du 11 janvier 1934 accordant à l'U.R.S.S. des contingents très importants puisqu'ils vont de 10 % à 13,9 % du contingent total prévu pour 1934, selon la catégorie de chaque produit. Ces deux accords ont été, il est vrai, grandement facilités par certaines considérations politiques et financières dont les forestiers étrangers ont su tirer parti. Ces circonstances sont peut-être exceptionnelles ; les traités franco-autrichien et franco-soviétique ont cependant ouvert pour ces deux pays une voie où nous pourrions sans doute nous engager avec succès nous-mêmes.

Nous pouvons, en particulier, appliquer avec rigueur le principe de réciprocité, et faire notre devise commerciale d'une phrase souvent prononcée : « J'achète à qui m'achète ». Les réalisations pratiques en seraient nombreuses, en ce qui concerne le bois. Nous pouvons mettre comme condition à l'importation des charbons anglais l'exportation du bois de mine ; à l'importation des fruits espagnols, l'exportation des emballages en pin des Landes... Ce procédé se rapproche évidemment trop du troc pour séduire des théoriciens ; pour tout dire, il ne correspond aucunement à un état d'esprit favorable au développement des échanges internationaux. Mais la nature des choses suffirait à lui interdire une généralisation excessive. Ce n'est certes pas un système sans défauts ; aussi bien son seul mérite est-il d'aider à retrouver les débouchés qui, à l'étranger, se sont fermés devant la forêt française, sans être onéreux pour le Trésor, comme l'est, par exemple, le système des primes d'exportation.

La protection des pouvoirs publics est sans doute nécessaire sous une forme ou sous une autre, à la reprise des exportations, mais elle ne saurait être suffisante. Les intéressés ne peuvent espérer en tirer des fruits assez abondants pour être dispensés d'efforts et de luttes personnelles.

C'est dire que nos exportateurs doivent inlassablement

poursuivre l'abaissement de leurs prix de revient, sans se laisser décourager par les résultats obtenus par certains de leurs concurrents, grâce à des méthodes anormales à l'excès. Mais ils devront surtout porter leurs efforts sur la qualité de leurs fabrications, qui souvent n'égale pas celles de l'étranger, malgré la lutte très dure que se livrent nos 10.000 scieurs. Nous aurons, tout à l'heure, l'occasion de parler des causes de cette infériorité technique. Il importe, du point de vue du commerce extérieur, que nos industriels du bois aboutissent très promptement à résoudre un problème pourtant gravement compliqué par les circonstances financières au milieu desquelles il se pose.

II - Consommation intérieure. — Sur notre propre marché, il est nécessaire de développer la consommation du bois, et, pour cela, de lutter contre la désaffection dont il commence à souffrir.

Il faut bien reconnaître, en effet, que le bois est l'objet de vives attaques dans tous les domaines où, jusqu'ici, il avait régné sans conteste. De chacun d'eux, un matériau de remplacement tente de l'évincer, ou tout au moins d'en réduire l'emploi au minimum. En architecture navale, sur les chemins de fer (infrastructure et matériel roulant), dans l'aéronautique, et les industries du bâtiment (charpentes, menuiserie, huisserie, ameublement même), on propose, pour des motifs de sécurité, d'économie, de légèreté, voire d'élégance, d'utiliser le fer, l'acier, certains alliages spéciaux, etc... Que reproche-t-on donc tant au bois ?

1° La composition cellulosique du bois le rend plus périssable que la plupart des matériaux minéraux.

Il existe de nombreux organismes xylophages, animaux ou végétaux. Les insectes se manifestent par des piqures, puis des vermoulures qui nuisent à la solidité du bois. Les champignons, quand ils peuvent se développer, amènent la pourriture et la destruction totale et rapide. Mais les métaux, eux, s'oxydent, et les inconvénients de l'oxy-

dation ne sont pas des moins sérieux. Le bois d'ailleurs se protège par des procédés comparables à ceux employés pour les métaux : peinture et surtout injections de substances antiseptiques (créosote).

Le bois est aussi éminemment combustible, et cela constitue, il faut le reconnaître, un grave inconvénient qui lui est propre. A la suite de récents incendies de paquebots, n'est-on pas allé jusqu'à demander que le bois soit totalement proscrit de l'aménagement des navires ? Cela est, heureusement, impossible, car un navire sans bois serait totalement inhabitable. On n'a pu se passer de bois même sur les torpilleurs de l'Etat, qui pourtant ne passent pas pour des modèles de confort ! D'ailleurs, à tout mal il existe un remède, et l'on peut espérer, à la suite de récentes expériences, que l'ignifugation des bois ne tardera pas à devenir réellement pratique, c'est-à-dire à la fois efficace et peu onéreuse.

La composition cellulosique du bois le rend aussi hygroscopique. Le phénomène est très connu : le bois « joue » sous l'influence des variations hygrométriques de l'atmosphère. Peu sensible dans le sens du fil, le jeu n'empêche pas les « assemblages d'axes » tels que les charpentes et beaucoup de travaux de menuiserie, mais il peut avoir des inconvénients dans la plupart des autres cas. Le remède consiste dans le vernissage du bois. Le vernis, isolant complètement le bois de l'humidité, est sans doute efficace. Mais les vernissages demandent un entretien soigneux pour être efficaces ; la plupart des vernis sont, en outre, très inflammables.

L'insensibilité du bois dans le sens du fil explique la parfaite fixité du contreplaqué, assemblage de minces feuilles de bois solidement collées à fil croisé. Le contreplaqué, très solide sous un très faible volume, est plus employé de jour en jour. Il joue un rôle très considérable dans certaines industries, celles des constructions aéronautiques, par exemple.

2° Le contreplaqué permet aussi d'éviter les inconvénients dûs à la structure fibreuse du bois. Il existe, en effet,

dans une planche, par exemple, une très grande différence de cohésion et de résistance entre le fil et le flanc. La fissibilité du bois est une propriété connue, et d'ailleurs parfois utilisée pour la mise en œuvre des bois bruts ; elle n'en reste pas moins un grand inconvénient dans beaucoup d'applications. Si l'on proscriit le bois dans les constructions de wagons de chemins de fer, ce n'est pas seulement parce que le bois, à volume égal, résiste beaucoup moins aux chocs que l'acier, c'est aussi parce que, sous le choc, il ne plie pas comme l'acier, mais éclate en un grand nombre de morceaux meurtriers.

Le contreplacage, quand il est de bonne qualité, n'est pas sujet à cet inconvénient ; mais on connaît aussi différents procédés qui diminuent la fissibilité du bois : tels le chevillage, le frettage, le cerclage, etc...

A ces inconvénients, il faut, à l'heure actuelle, joindre l'action néfaste de la mode. La mode artistique comme la mode technique semblent hostiles au bois. Pourquoi ? c'est difficile à dire, car la mode ne se raisonne pas. Le bois, cependant, n'a pas démérité ; ses nombreuses essences, aux tonalités variées à l'infini, ont permis la création d'un véritable style moderne. Mais on cherche à le dépasser, et l'on voudrait « lancer » les meubles métalliques, dans le moment où de nombreux magasins offrent à l'admiration des badauds des devantures de métal ou de pierre. On pousse même l'ambition plus loin : l'« Illustration » du 31 mars 1934 publie cinq projets pour un immense palais d'exposition entièrement construit en acier. C'est une gageure sans doute ; et si nous la relevons, c'est uniquement parce qu'elle n'indique pas un état d'esprit précisément favorable à la prospérité de la forêt française.

Dans un ordre d'idées analogue, on voudrait faire des alliages légers le matériau incomparable en matière d'aéronautique. Ils permettent des calculs de résistance plus précis, des économies de poids, étant plus légers à solidité égale. Mais ils sont beaucoup plus onéreux que

le bois et rendent les réparations beaucoup plus difficiles (1).

Dans l'industrie automobile, on consommait autrefois un mètre cube par carrosserie ; il suffit actuellement d'un mètre cube pour vingt voitures. Encore s'agit-il des marques qui, ne prônant pas la construction « tout acier » n'ont pas complètement renoncé au bois.

On a cherché à remplacer les traverses de bois des voies de chemins de fer par des traverses de fer ou de ciment armé ; et les expériences ne sont pas abandonnées, bien qu'elles n'aient, paraît-il, pas donné de résultats excellents. Elles sont, en effet, beaucoup plus dures et moins silencieuses sous le choc des trains, dont elles diminuent ainsi sensiblement le confort.

A côté de ces attaques contre le bois en général, nous avons malheureusement à en relever d'autres dirigées en France, contre le bois français. Certains usages sont, paraît-il, interdits à tout bois poussé sur notre sol. C'est par exemple, l'industrie de la pâte à papier, qui pourrait fournir des débouchés immenses aux pins des Landes, qui est, en France, à l'état embryonnaire. Il coûte moins cher d'importer la pâte à papier, ou même le papier, que de le fabriquer nous-mêmes. Quant à nos bois, ils ne peuvent, dit-on, fournir que des papiers de basse qualité, bons tout au plus à certains usages très modestes, tels que la fabrication de sacs d'engrais...

Mais nous nous trouvons ici sur un terrain qui n'est pas le nôtre, et nous ne pouvons que souhaiter, avec la presse forestière tout entière, que soient mis au point les procédés qui nous permettront d'utiliser chez nous les produits de notre sol.

Devant ces attaques, les propriétaires forestiers, les commerçants et industriels du bois ne peuvent rester

(1) M. Blériot, dont l'autorité ne saurait être mise en doute, n'a pas craint de dire : « Je suis un partisan résolu du bois qui permet une construction très économique, surtout lorsqu'il s'agit d'appareils nouveaux et susceptibles d'évoluer rapidement. »

inactifs. On ne peut, en semblable matière, accuser la crise, ce fléau anonyme et impersonnel qui plane si haut sur ses victimes que leurs efforts, même ligués, sont impuissants contre lui. L'ennemi, ici, est connu : c'est la concurrence des matériaux que l'on tente de substituer au bois. Qu'ils bénéficient des efforts de leurs producteurs, qui mettent en œuvre toutes les formes de la publicité pour en développer la consommation, rien de plus normal. Apologie des qualités propres de chacun d'eux, critique des défauts des produits concurrents, organisation des producteurs pour substituer les bienfaits de l'alliance à une lutte en quelque sorte fratricide : ce programme, qui est celui de leurs ennemis, n'est-il pas celui que devraient appliquer ceux qui vivent de la forêt ?

Ils devraient le suivre, disons-nous, et en fait il est déjà partiellement appliqué. Mais il n'est pas sans se heurter, dans la pratique, à de très grandes difficultés.

Les premières commencent au fondement même de ce programme de restauration du bois, qui est l'union des producteurs.

Nous avons fait plusieurs allusions au cours de cette ouvrage, aux nombreux groupements corporatifs qui existent. Mais leur faiblesse tient peut-être à leur nombre, et au peu d'autorité de beaucoup de leurs membres.

Prenons en exemple la corporation des scieurs, celle peut-être qui a l'intérêt le plus immédiat à la prospérité de la forêt. Elle compte, en France, 10.423 entreprises.

Un tel chiffre est énorme, et sa seule importance laisse prévoir, à qui aborde une telle étude, de grandes difficultés pour grouper, unir, associer des individualistes aussi convaincus qui sont la plupart des petites et moyens industriels français. Il est généralement plus facile à un petit nombre de puissants organismes, bien éclairés sur leurs intérêts, de s'entendre, qu'à une masse, qu'à une sorte de poussière de médiocres entrepreneurs, artisans souvent plutôt qu'industriels, et dont l'horizon ne dépasse

guère la forêt et la ville voisines. Or voici (1) une statistique récente du nombre des salariés par scierie.

Nombre de salariés	Nombre d'établissements
0	234
1 à 5	6.305
1 à 10	1.672
11 à 20	1.163
21 à 50	801
51 à 100	193
101 à 200	47
201 à 500	8

Il en résulte que 62 % de ces établissements ne comptent pas plus de cinq ouvriers et que 80 % ne dépassent pas dix ouvriers. Comment imposer à une corporation aussi émiettée une discipline stricte, comment lui faire accepter le sacrifice même partiel de sa liberté de fabrication, de la liberté de ses prix ? Nous doutons, pour notre part, qu'y suffise la seule considération que ce sacrifice est le fondement même d'une entente corporative efficace. Jusqu'à ce jour, il n'a pas même été possible d'unifier en France le mode d'estimation des bois ! Dans la plupart des régions le système métrique est en usage ; mais dans d'autres, dans le Doubs par exemple, on cube les arbres en pouces et en lignes. Si l'on évalue en mètres cubes, ce n'est presque jamais en mètres cubes réels, mais, suivant l'endroit, au quart, au cinquième, au sixième déduit. Et ces usages paraissent bien indestructibles ; leur abandon pourtant ne porterait, à personne, le moindre préjudice moral ni matériel.

Comment alors espérer faire oublier la passion d'indépendance qui anime tous ces petits scieurs, leurs rancunes et leurs jalousies commerciales ? Comment leur donner confiance dans un organisme de politique industrielle où ils se sentiraient forcément, tant il serait vaste,

(1) Nous l'empruntons à M. Lorach (La crise des résineux),

un peu perdus, un peu isolés au milieu de forces supérieures ? Une telle entreprise nous semble comparable à celle qui consisterait à former, sur le modèle des syndicats ouvriers, un grand syndicat des paysans français.

Cependant, faute de pouvoir organiser une sorte de cartel des commerçants et industriels du bois, il existe un terrain d'entente pour les nombreuses associations corporatives qui groupent, soit par région, soit par catégorie, les propriétaires et les différents intéressés. Ils peuvent s'unir, et d'ailleurs n'y manquent pas, pour répondre par des contre-offensives vigoureuses aux attaques contre le bois que nous relevions ci-dessus.

Quels objectifs assigner à ce mouvement ?

Un but technique et commercial d'abord : que la présentation et la fabrication des produits ligneux soient excellentes. Nous savons que sur ce terrain, les industriels français sont parfois surclassés par certains concurrents étrangers. La multitude des scieurs, en particulier, semble bien, malgré les progrès faits, spécialement depuis la guerre, ne pas posséder un matériel assez moderne, assez perfectionné. Les entreprises sont, le plus souvent, de trop faible importance pour pouvoir compter sur l'appui bancaire nécessaire si leur propriétaire ne dispose pas, par lui-même, des capitaux suffisants. Comment les banques provinciales, dont on connaît la situation difficile à l'heure actuelle, pourraient-elles avancer des sommes relativement considérables à ces minuscules industriels ? Là est une des causes des épreuves que traverse cette malheureuse corporation, et, il faut le reconnaître, le remède efficace est bien difficile à trouver. Nous ne le voyons, pour notre part, que dans une certaine concentration des entreprises de moyenne et de grande importance. Négligeant les scieurs-artisans, qui ne possèdent guère qu'une clientèle locale peu exigeante, nous pensons qu'en unissant leurs moyens de production et leurs capitaux, effectuant par là même de sérieuses économies de frais généraux, beaucoup de scieurs pourraient promptement obtenir des améliorations maté-

rielles considérables. Un autre avantage serait de faciliter la « standardisation » des produits, dont la diversité est une gêne universellement reconnue.

Sigalons, à ce sujet, la création prochaine d'écoles professionnelles qui formeront des ingénieurs et des contre-maîtres instruits, cadres indispensables à la perfection des produits de toute industrie.

La situation financière précaire de l'industrie du bois entraîne un autre inconvénient très grave : l'impossibilité de constituer normalement, dans chaque entreprise, les stocks suffisants pour répondre régulièrement à toutes les demandes de la clientèle. Ces stocks ne devraient pas être dûs à la mévente et à la crise des affaires ; ils doivent être le fruit de la seule volonté de l'entrepreneur, et composés, en quantité et en qualité, d'après une politique commerciale bien arrêtée. Mais ils représentent une immobilisation de capitaux considérable, et nombre de scieurs ne peuvent la supporter.

Cette puissance financière qui manque tant aux industriels et commerçants de l'intérieur, fait la force des importateurs. Ceux-ci, en nombre beaucoup plus restreint, représentent, grâce à leur esprit de solidarité, une puissance corporative qui leur permet de résister aux plus dures épreuves.

III. — **Les prix de revient.** — Perfectionnement de la fabrication, conquête de nouveaux débouchés, adaptation à de nouveaux besoins, voici les diverses faces du problème du bois.

Mais il semble bien que, dans son ensemble, il est dominé par un problème supérieur : celui des prix de revient. Car enfin, le fait est là, malgré la protection douanière, malgré les efforts des intéressés, qui depuis longtemps ont réduit au strict minimum tous leurs frais généraux, le prix du bois français est encore trop élevé. Cette remarque, d'ailleurs, ne s'applique pas au bois seul.

La France a du fer et du charbon ; elle a du blé, de la viande et, dès longtemps, en tirait parti mieux que

les étrangers : la France est un pays riche. C'est peut-être son malheur.

C'est son malheur, car son blé, sa viande, son vin, ses bois sont produits par une foule de petits propriétaires, de fermiers et de métayers, par toute une paysannerie magnifique qui est la fierté et la force de notre pays. Mais ces paysans ne sont pas des esclaves, ni des machines. La paysannerie est une force de conservation sociale et nationale incomparable, ce n'est pas un système de production à bon marché.

Nos blés, nos vins, nos bestiaux sont de qualité excellente, mais pour cette raison peut-être ne peuvent lutter de prix ni contre le blé d'Amérique ou de Russie, ni contre les troupeaux d'Argentine, ni même contre les vins algériens. C'est la grande faiblesse de la France : nos forêts n'y échappent pas, et les bois autrichiens, russes, scandinaves, qu'on le veuille ou non, à qualité égale, sont moins chers que les nôtres.

Certes, nous avons pu lutter longtemps, tant qu'à la faveur de l'inflation nos prix intérieurs ont été inférieurs à ceux de l'étranger, puis tant que la prospérité a régné chez nous ; à la faveur aussi de la concurrence des scieurs, qui, assurés de leurs débouchés, ne se préoccupaient pas du prix qu'ils payaient le bois, pourvu que leurs stocks fussent au complet.

Mais avec 1930 est arrivée la crise, dont M. Saint-Loup, vice-président du Comité de direction du Groupement XXVI, résumait en 1932 les effets catastrophiques dans la remarque que nous avons citée : même si les scieurs prenaient les résineux sur pied, leurs produits ne pourraient pas atteindre le prix des sciages étrangers.

Nous allons donc étudier, dans ce paragraphe, les éléments du prix de revient sur lesquels les forestiers peuvent espérer obtenir une légitime diminution.

a) **Main-d'œuvre.** — Les frais de main-d'œuvre qui comptent toujours parmi les frais généraux les plus con-

sidérables, ne sont pas épargnés à la forêt, ni aux industries qui en dérivent.

Les économies de main-d'œuvre, à rendement égal, peuvent être réalisées de deux façons : ou bien par diminution du nombre du personnel, grâce à des progrès de l'outillage ; ou bien par diminution des salaires.

La première méthode est évidemment la plus séduisante. Elle est possible dans les industries qui mettent en œuvre le bois. Les perfectionnements des machines, si souhaitables parce qu'ils permettront d'obtenir des produits de meilleure qualité, auront, sans doute, aussi pour objet — ainsi le veut une règle qui semble bien générale — de diminuer le rôle du personnel et, par conséquent, son nombre. Faut-il beaucoup attendre de l'avenir prochain à ce sujet ? Nous ne le pensons pas, tant la crise a rarifié les capitaux qui permettraient aux entrepreneurs d'acquérir de nouvelles machines ; et tant, par une dure nécessité, les effectifs des ouvriers ont été réduits. Le chômage atteint cruellement déjà les industries du bois.

Par contre, serait-il possible de diminuer la main-d'œuvre forestière proprement dite par l'emploi de machines spéciales ? Des expériences ont depuis longtemps été faites, mais aucune, à notre connaissance, sauf pour les fours à carbonisation, n'a été concluante. Les bûcheurs militaires canadiens se servaient de machines à abattre les bois pendant la guerre. Mais l'unique préoccupation du moment était de produire beaucoup ; on avait perdu à peu près tout souci de rendement et de prix de revient, facteurs qui, en période de paix, sont le fondement même de la prospérité des entreprises. Or, il se trouve que les machines forestières, très onéreuses de prix d'achat, sont fragiles et donc coûteuses d'entretien. Il se trouve, en outre, que le rendement en matière qu'elles permettent d'obtenir est mauvais. On peut donc considérer que ces machines ne sont pas au point, et qu'elles ne sont pas encore aptes, à l'heure actuelle, à jouer le rôle que l'on peut en attendre un jour.

Toujours est-il que la grande quantité de main-d'œuvre nécessaire dans les forêts oblige à employer de nombreux bûcherons italiens, polonais, tchèques, yougoslaves, espagnols, portugais. Les paysans que le chômage saisonnier envoie à la forêt sont, en effet, trop peu nombreux, alors que, quel paradoxe ! par centaines de milliers les chômeurs peuplent les villes...

Faut-il attendre davantage d'une réduction éventuelle des salaires ? Si une telle opération était possible, cela serait hors de doute. M. Barbier, dans son rapport au Conseil National Economique, en février 1931, estimait que la main-d'œuvre (abattage, façonnage, transport, diverses manutentions) entraînait pour 60 % du prix d'un stère de bois de feu, considéré à la gare de départ !

Bien qu'une telle proportion ne soit certainement pas atteinte dans le bois de travail, dont la valeur intrinsèque est de beaucoup supérieure, on peut tenir pour certain qu'une diminution du prix de la main-d'œuvre forestière se traduirait par une diminution appréciable du prix de revient du bois.

La difficulté à vaincre pour y arriver est que, pour être acceptée des intéressés, une diminution de salaire doit accompagner une diminution du prix de la vie. Certes, on peut dire que les hauts salaires d'après-guerre ont habitué les ouvriers en général à un niveau d'existence qui pourrait sans inconvénient être abaissé quelque peu. Mais c'est oublier que le chômage y pourvoit souvent. On relève d'ailleurs, depuis quelques années, un mouvement général de baisse sur les salaires dans les campagnes. Il nous est malheureusement impossible d'en indiquer la proportion avec exactitude, car les salaires varient sensiblement avec les régions. En tout cas, nous pensons que le coefficient des prix de façonnage, que M. Barbier estimait, en 1931, entre 7 et 12 par rapport à 1914, suivant les régions, n'atteint plus un chiffre aussi élevé.

Il n'est pas probable, en définitive, que l'on puisse

espérer beaucoup d'une compression quelconque des frais de main-d'œuvre.

b) - **Impôts.** — Sur le terrain fiscal, au contraire, l'action des forestiers peut-être engagée sans réserve : nous avons signalé, en étudiant le système fiscal, le mode de calcul défectueux qui rend écrasant l'impôt foncier pour la forêt. Nous avons montré combien était excessive la charge des impôts successoraux. Les groupements forestiers mènent depuis des années les plus vives campagnes contre ces impôts véritablement injustes. Ils n'ont, jusqu'ici, pas obtenu gain de cause et nous craignons fort, les actuelles difficultés financières aidant, que leur succès ne soit guère prochain. Il y a là, cependant, des réformes nécessaires. C'est un terrain où la logique rejoint l'intérêt de la forêt française ; les groupements des propriétaires forestiers, qui recevront l'appui de tous les groupements de commerçants et industriels du bois, se doivent de les obtenir.

Le soulagement que ces réformes apporteront à notre forêt ne peut, malheureusement, être facilement évalué. En ce qui concerne l'impôt foncier, il serait variable avec chaque révolution et dans chaque commune de chaque département... Il est certain cependant que la méthode des annuités favoriserait nettement les longues révolutions, les belles futaies de bois d'œuvre que l'ordonnance du 1^{er} août 1827 recommandait à la sollicitude de l'Administration des Eaux et Forêts. Elle ferait aussi disparaître cette étonnante contradiction entre la gestion que l'Etat se propose de donner à ces forêts dans l'intérêt du pays, et celle qu'il impose aux particuliers, non pas, cette fois, dans l'intérêt du pays, mais dans celui du fisc, simplement.

c) **Transports.** — Le prix des transports entre pour une très grande part dans le prix de revient du bois. Le bois est, en effet, un matériau extrêmement lourd et encombrant, et dont la valeur propre est relativement peu élevée.

D'autre part, il se trouve qu'en France les grands massifs forestiers sont en général éloignés des centres de consommation. Il se trouve, enfin, qu'à part les exportations qui peuvent être faites par mer, la voie ferrée se trouve être le seul mode de transport pratique aux grandes distances, tant les régions forestières de l'Est et du Sud-Ouest sont pauvres en voies navigables.

Quant aux transports automobiles, malgré le développement qu'ils ont pris, ils ne sont économiques qu'aux distances inférieures à une centaine de kilomètres. L'amortissement du matériel est très onéreux et ils exigent du personnel spécialisé à salaires élevés : l'on devine que beaucoup d'exploitants forestiers ne peuvent utiliser un tel matériel autant qu'il leur serait nécessaire. L'usage des camions automobiles est rendu plus onéreux encore du fait que dans beaucoup de cas, ils sont astreints à la lourde servitude du retour à vide.

Il existe, cependant, une raison pour que le développement de ce mode de transport se développe : c'est qu'il permet l'utilisation de moteurs à gazogène employant le charbon de bois, si souvent inutilisé actuellement. Quand ces moteurs seront réellement mis au point, et répandus partout, l'économie des frais de transports qui en résultera convaincra sans doute les Compagnies de chemins de fer de réformer leurs tarifs de transport de marchandises...

Ce jour n'est, malheureusement, pas encore arrivé, et la question des transports se pose, en ce qui concerne le bois, comme un problème aux très lourdes conséquences.

Pendant longtemps la voie ferrée a joui du monopole de fait du transport du bois à toutes distances. Ses 53.000 kilomètres couvrant toute la France d'un réseau serré desservait les moindres massifs, alors que les voies navigables fréquentées, seules rivales qu'elle pût connaître, ne s'étendaient que sur 10.000 kilomètres, dont 4.900 de fleuves et rivières, et 5.100 de canaux, groupés pour la plupart dans le Nord de la France.

Comment s'étonner, dans ces conditions, que le tarif applicable aux bois soit un tarif de monopole, doublement onéreux, parce que les prix en sont élevés, et parce que, confus et mal ordonné, les intéressés, le plus souvent, sont incapables d'en tirer parti ?

Le barème des prix ne tient pas compte, en effet, du fait que nous indiquions ci-dessus, que les bois sont une marchandise très lourde et encombrante relativement à sa valeur. Cette considération devrait amener une réduction sensible du prix de transports, car il n'est pas normal, par exemple, que le prix du transport d'un stère de bois de feu sur une distance de plus de cent cinquante kilomètres atteigne et dépasse cette valeur. La conséquence en est de rendre strictement invendables toutes les coupes de bois de feu situées trop loin des centres de grande consommation. Même si la proximité d'une grande ville permet aux propriétaires de se débarrasser de leurs bois, ils ne peuvent le faire qu'à vil prix ; encore ce prix est-il trop élevé, car le prix de vente au consommateur citadin est tel que de plus en plus, dans les villes, on délaisse pour des combustibles plus économiques et à meilleur rendement le chauffage au feu de bois, pourtant si confortable et si sain.

Les bois d'œuvre eux-mêmes, bien qu'à un moindre degré, sont très affectés des prix de transports par voie ferrée. Il n'est pas normal qu'il en coûte plus cher de transporter une tonne de bois de mine des Landes aux mines du Nord, que de faire venir par mer une tonne de la même marchandise des pays baltiques...

A la suite de la guerre, les tarifs ont, en effet, été augmentés sans mesure. En 1914, le transport d'une tonne de bois d'Epinal à Paris coûtait 11 francs, soit 7 francs environ le mètre cube. En 1933, le transport de la même marchandise sur le même parcours coûtait 122 francs, soit 85 francs le mètre cube. Le coefficient d'augmentation était donc supérieur à 11 ! Cet exemple (1) est

(1) Nous l'avons relevé dans le journal « Bois et Scieries ».

suivi de l'exemple suivant, qui montre que les tarifs d'après-guerre n'ont pas mieux tenu compte de la proportion à garder entre le prix du transport et la valeur de la marchandise. Il en coûtait, en 1914, 7 francs de transporter, d'Epinal à Paris, une tonne de sciage valant 65 francs le mètre cube. Le prix du transport était donc de 9,70 % du prix de vente. En 1933, le transport des mêmes sciages, qui valent 330 francs le mètre cube, coûte 80 francs, soit 30 % du prix de vente !

Une réduction des prix est donc absolument nécessaire. Il vaudrait mieux ne pas attendre qu'elle soit imposée par la concurrence de l'automobile. Il semble d'ailleurs que, depuis peu, les Compagnies acceptent l'idée de la diminution de leurs tarifs.

Mais les réseaux ne s'engagent dans cette voie qu'avec une prudence extrême. Certes, ils ont consenti certaines diminutions générales comme celle du 10 novembre 1932, en faveur du transport des bois en grumes. Mais ils préfèrent accorder à certains usagers, ou consentir en faveur de certaines régions des prix fermes ou prix spéciaux qui leur laissent la libre disposition de leurs tarifs. A l'heure actuelle, les prix fermes portent sur environ 10 % du trafic. L'avantage de ce système pour les Compagnies est certain : il leur permet de proportionner leur sacrifice, dans chaque cas d'espèce, selon les circonstances qui le rendent nécessaire. Mais c'est oublier que le monopole de fait du transport du bois aux grandes distances dont, nous le répétons, jouissent les divers réseaux, doit leur créer l'obligation de tenir un large compte de l'intérêt général. Et cet intérêt général est bien connu dans les tarifs du transport du bois.

Et pourtant, le bois entre pour 10 % environ dans l'ensemble du trafic ferroviaire français. C'est donc, véritablement, un « gros client » pour les chemins de fer, et, comme tel, il mériterait d'être bien traité. C'est aussi un « bon client », car, s'il est encombrant, il n'est absolument pas fragile. La responsabilité de transporteur ne se trouve donc presque jamais engagée de son fait. Com-

me le charbon, il n'a besoin que des wagons les moins coûteux, des locomotives les moins rapides. Ce sont là, à notre sens, autant de raisons pour qu'il soit possible d'espérer des diminutions substantielles des tarifs.

A ces diminutions devraient, bien entendu, correspondre la suppression des prix fermes ou prix spéciaux qui, dit M. Decesse, dans son rapport, « mettent en échec le principe d'égalité qui est de règle absolue en matière de monopole ».

Trop élevés, ces tarifs sont rendus plus onéreux encore par leur extrême complication :

« En ce qui concerne spécialement les tarifs français P. V. 8/108 (combustibles végétaux) et P. V. 9/109 (bois de construction), dit M. Decesse, dans son rapport sur les transports par voie ferrée au Congrès international du bois et de la sylviculture, ces imperfections se font visiblement sentir. Par exemple, la nomenclature des marchandises du tarif 9/109 ne comporte pas moins de 85 articles. On compte parmi eux certaines appellations désuètes ou entièrement inusitées ; d'autres ont une signification différente de celle qu'on leur donne dans le commerce ; plusieurs sont en double, triple ou quadruple emploi, la même marchandise se trouvant suivant le nom qu'on lui donne soumise à plusieurs tarifs différents. Par contre, le tarif ne mentionne pas explicitement certains bois parmi les plus courants dans le commerce, tels que plots, feuillots, frises brutes, parquets, lambourdes, chevrons, bastings.

« Les marchandises sont identifiées ou différenciées l'une de l'autre parfois par leur essence ou leur stade de fabrication, le plus souvent par leur destination, dont l'appréciation échappe aux non initiés. »

Et le rapporteur propose une classification beaucoup plus simple, mais qui s'appliquerait néanmoins à toutes les marchandises à peu près :

1° Bois ronds bruts (grumes, perches, rondins, billons) ;

2° Bois débités bruts (bois bruts sciés, fendus, tranchés, déroulés ou équarris);

3° Bois ouvrés non assemblés (menuiserie non montée, parquets fabriqués, cuves démontées);

4° Bois ouvrés assemblés (panneaux d'ébénisterie, de menuiserie, de parquets, cuves, etc.).

Les marchandises étant ainsi classées clairement, pour éviter la confusion, M. Decesse propose d'appliquer, à chacune d'elle, un seul minimum de chargement (1), et un seul barème de prix. La simplification qui en résulterait serait certainement aussi favorable aux intérêts des réseaux qu'à ceux des usagers.

Cette réforme pourrait faire partie de la révision générale de l'organisation des chemins de fer rendue nécessaire par leur formidable déficit chronique.



Malgré le « monopole de fait » des chemins de fer en matière de transport de bois, nous devons faire une place, dans cette étude, aux transports par voie d'eau. Nous n'avons pu parler de monopole que parce qu'en France, le réseau fluvial ne dessert plus qu'une faible partie de nos régions boisées. Mais il joue un grand rôle dans le trafic international du bois, grâce à la densité du réseau fluvial dans le Nord et le Nord-Est de la France, si bien que, par le jeu des échanges de l'eau au chemin de fer, du chemin de fer à l'eau, on estime que 10 % du volume du bois transporté est transporté par eau, et que le bois occupe 3 % du trafic fluvial.

Les voies fluviales avaient, autrefois, une importance capitale en matière forestière. L'absence de tout autre moyen d'enlever les bois exploités rendait inséparable l'Eau et la Forêt : c'est la raison pour laquelle l'Adminis-

(1) Le minimum de chargement est le tonnage pour lequel on paie pour chaque wagon, même si, en fait, il n'est pas atteint. Ainsi, sur le réseau du Nord un wagon de vingt tonnes se charge, pour un parcours de 180 kilomètres à 7 tonnes de bois de feu au minimum ; si les 7 tonnes ne sont pas atteintes, on paie cependant pour ce minimum.

tration de ces deux Domaines a, de tout temps, été confiée au même corps.

Le transport par voie fluviale se pratique soit par flottage, soit par bateaux.

Le flottage est certainement le procédé le plus simple et le plus économique. Il n'exige que des frais de main-d'œuvre assez minimes, et, quand il est bien organisé, les pertes de bûches sont réduites à l'extrême.

Le flottage permit, en 1549, d'amener à Paris les bois à brûler du Morvan, et de faire face ainsi à la disette de bois de chauffage qui se faisait alors sentir dans les forêts de la région parisienne.

De nos jours, le flottage, malgré ses avantages, n'est plus guère employé, au moins en France. Il a été relégué à une place tout à fait secondaire par le développement des autres modes de transports plus onéreux sans doute, mais incomparablement plus rapides. Sa déchéance n'est pourtant pas très ancienne, et la revue « Le Bois », dans un article du 12 mai 1932, rapporte que la « Compagnie des intéressés aux flots de la Haute-Yonne », au nom pittoresque, qui exploitait au dix-neuvième siècle le même procédé qu'au seizième, a introduit dans Paris à cette époque deux millions de décastères, soit dix millions de tonnes de bois à brûler. Et nous avons, pour notre part, le souvenir d'avoir vu d'immenses trains de bois rangés le long des quais de Mayence, sur le Rhin animé sans cesse de la navigation la plus intense et la plus moderne.

C'est que, en France, le trafic fluvial du bois est concentré dans le Nord et le Nord-Est, dans des régions de plaine qui ne se prêtent pas au flottage. Faute de courant dans les rivières et les canaux pour mouvoir les bois, force est bien de le charger dans les péniches.

Malgré ses avantages d'économie, les transports de bois par eau semblent en régression. En 1880, sur 15 millions de tonnes de marchandises diverses transportées par eau, le bois entraînait pour 1 million de tonnes. En 1930, sur 53 millions de tonnes de marchandises diverses, on ne relève que 1.500.000 tonnes de bois, contre 1.700.000 en

1913. Le bois n'entre donc plus dans le total des marchandises transportées que pour 2,82 %, contre 6,66 % en 1880.

En ce qui concerne le parcours moyen effectué, les bois occupent le second rang avec 271 kilomètres, le premier revenant aux métaux avec 320 kilomètres.

Relations avec les chemins de fer. — Les deux systèmes de transports ne s'excluent pas, au contraire. Ils correspondent à des besoins différents, et c'est peut-être pour cette raison que la collaboration entre le rail et l'eau n'est pas plus étroite. Le rail et la route peuvent être organisés de façon à se partager les transports dans une région déterminée. Que la route, qui passe dans les moindres villages, concentre le trafic dans les gares importantes, et l'on pourra se passer de beaucoup de lignes onéreuses, et qui rendent peu de services ; que le chemin de fer, pour sa part, assure seul le trafic aux grandes distances ; et le régime de transports établi sur ces bases supprimerait la concurrence, instaurerait la collaboration. Par automobile ou par chemins de fer, les usagers pourraient compter sur un transport rapide et sûr, mais en quelque sorte monopolisé.

Une collaboration de cet ordre ne paraît pas possible entre le réseau ferré et la voie fluviale, car leurs caractéristiques sont fondamentalement différentes. Rapidité, mais prix élevé pour l'un ; frêt extrêmement bas, mais grande lenteur chez l'autre : on conçoit que la concurrence est réduite, pour les rares régions où les deux réseaux sont suffisamment denses, au transport d'un nombre très restreint de produits. On peut donc dire, d'une façon générale, qu'il y a plutôt juxtaposition de deux moyens de transport, que concurrence entre eux.

Et c'est de cette juxtaposition que naît pourtant la collaboration. Le réseau fluvial est relié au réseau ferré par 160 gares d'eau. En 1928, grâce à ces gares, les voies fluviales ont livré aux chemins de fer 2.388.000 tonnes, dont 39.000 tonnes de bois ; et les chemins de fer ont confié à la batellerie 3.165.000 tonnes de marchandises, dont 53.000 tonnes de bois.

Le bois n'entre donc plus que pour une faible part dans le trafic fluvial français. C'est qu'il ne s'accommode que mal de la lenteur des trains de péniches. Mais surtout, les chemins de fer profitent largement de la concentration en une seule région de notre territoire du réseau fluvial. Ils conservent ainsi sans coup férir leur monopole dans les régions les plus boisées, et pour le reste peuvent lutter victorieusement contre la concurrence de l'eau grâce à des tarifs spéciaux qui ne sont pas trop onéreux pour les Compagnies du fait qu'ils ne sont pas appliqués sur une aire géographique trop étendue.

CONCLUSION

Nous avons essayé, au cours de cette étude, de montrer à quelle situation avait abouti de nos jours, la longue évolution de la forêt française. A l'informe forêt gallo-romaine, nous avons vu succéder une forêt soumise à des disciplines de plus en plus sévères, sinon toujours très strictement observées. Nous avons vu évoluer une abondante législation forsetière, qui a pris sa forme présente il y a plus de cent ans. Cet aspect est-il définitif ? La grande liberté du code forestier, liberté du bien et liberté du mal, liberté si complète qu'elle ne prévoit, pour la propriété forestière, ni appui ni direction résistera-t-elle à l'épreuve que la forêt subit depuis quelques années ? En un mot, l'histoire du passé, le spectacle du présent, peuvent-ils nous éclairer sur les principaux traits de l'avenir ?

1° Tout d'abord, nous pouvons espérer que le marasme commercial actuel n'est pas définitif. Si cette période de dépression n'est pas suivie, dans un harmonieux mouvement de bascule économique, d'une prospérité comparable à celle que nous avons connue voici quelques années, du moins s'atténuera-t-elle sans doute, et laissera-t-elle s'établir dans le pays un mouvement d'affaires suffisant pour permettre à chacun de vivre de son travail, et aux producteurs de vendre au juste prix — celui qui permet au capital de se renouveler et de s'accroître. L'histoire économique n'est-elle pas faite de la succession ininterrompue d'analogues périodes de prospérité et misère ? Celle que nous traversons est sans doute particulièrement grave et pro-

fonde ; elle fait, à certains égards, songer à ces famines du Moyen-Age qui, pour plusieurs générations, ruinaient certaines régions, alors que les pays voisins, pas toujours très éloignés, étaient dans l'abondance. Ce sont, aujourd'hui, des millions d'hommes qui meurent de faim à côté de silos surchargés, sans travail à côté des machines arrêtées, des mines fermées, des champs déserts !

Mais l'amélioration des moyens de communications a permis d'écarter dans une très large mesure le retour du fléau d'autrefois. De même pouvons-nous espérer que l'amélioration des moyens d'échange permettra de vaincre le fléau contemporain, et que l'économie sera dirigée jusqu'à la prospérité — si elle a besoin de l'être et si elle l'accepte.

2° Cependant, si cet avenir meilleur nous est donné, nous craignons qu'une question, d'ordre purement forestier, ne reste posée.

Nous n'avons, au cours de cette étude, fait qu'une très petite place au bois de feu : c'est que son importance commerciale est, à l'heure actuelle, insignifiante en comparaison de celles du bois d'œuvre. Cependant, sa production, beaucoup plus facile, est en France, beaucoup plus abondante, surtout dans les forêts particulières. Il en résulte un déséquilibre fâcheux.

Les exploitations abusives des périodes de prospérité ne font, nous l'avons vu, que rendre plus pressant ce danger, que les périodes de crise ne font pas disparaître. A tout moment, d'ailleurs, ce que l'on a appelé le « cap des successions » exige, pour être doublé, des massacres des grands bois de haute valeur vénale. Aussi est-il à craindre que, malgré les efforts pour le développement de la consommation industrielle du charbon de bois, malgré les débouchés chimiques nouveaux qui s'ouvriront peut-être un jour à certaines catégories de bois de feu, devant les besoins de bois d'œuvre sans cesse grandissants, le problème du bois de feu reste longtemps irrésolu. Notre situation paradoxale ne ferait qu'empirer, à nous qui, déjà,

laissons perdre sur les coupes, au grand dam des propriétaires et de la collectivité, des centaines de milliers de mètres cubes de bois d'une catégorie, et importons à grands frais les bois d'œuvre qui manquent dans nos forêts.

Nos forêts sont-elles donc menacées de devenir inutiles, ou du moins de ne plus remplir de leur fonction que ce qui a trait à leur rôle immatériel, à ne figurer dans notre patrimoine national que comme un sacrifice fait à l'hygiène et à la beauté du pays ? Cela est impossible.

L'avenir devra donc résoudre le problème de l'adaptation des cultures forestières aux nouveaux besoins du marché, spécialement à la demande croissante de bois d'œuvre. Si le régime actuel de la propriété forestière ne répond pas à ces exigences nouvelles, il faudra envisager des réformes.

On pourrait, tout d'abord, confier la gestion des forêts à l'Etat, étendre à toute forêt capable de fournir du bois d'œuvre les principes du régime forestier, de façon à soustraire les propriétaires aux multiples tentations de la liberté. Mais nous ne croyons un tel système ni réalisable, ni souhaitable. Outre l'énorme développement de l'Administration des Eaux et Forêts qu'il rendrait nécessaire, et les pesantes charges budgétaires qui en découleraient, il équivaldrait à la ruine complète de la propriété forestière. Ce serait donc une véritable catastrophe, d'ordre juridique, et financier peut-être, pour toute une classe de la nation.

Nous avons eu, en une matière analogue, l'occasion d'étudier ci-dessus la solution apportée en Belgique au problème du désarbrement et avons souhaité qu'une législation analogue ne soit pas introduite en France. Elle soulèverait, en effet, certainement l'hostilité du monde forestier tout entier, mais en outre, malgré le recrutement du personnel de contrôle forestier qu'elle imposerait, comment une surveillance efficace des forêts privées pourrait-elle être organisée sur un territoire aussi vaste que le nôtre ? Encore l'attitude prise par le législateur belge est-elle simplement une attitude passive, une attitude de

défense. A quelle inquisition serait-on amené si l'on voulait imposer une gestion aux propriétaires particuliers qui se partagent, souvent par très petites parcelles, les 6 millions 449.000 hectares du domaine forestier privé français ? (1).

Ce serait d'ailleurs leur demander un désintéressement peu habituel. Les longues révolutions qui sont nécessaires à la production des bois d'œuvre leur enlèverait souvent tout espoir de profiter un jour de cette épargne forcée, tout en les obligeant à payer régulièrement l'impôt foncier.

« Passe encore de bâtir, serait tenté de se dire plus d'un forestier, mais planter à cet âge ! » Planter, c'est bien, en somme, de cela qu'il s'agit, sans même être très sûr que les arrière-neveux profiteront de l'ombrage : il ne sera peut-être évanoui au « cap des des successions », si ce n'est à quelque autre période difficile.

Faut-il donc souhaiter que l'Etat et les collectivités deviennent propriétaires de la totalité, ou du moins de la plus grande partie possible, du domaine forestier français, pour y appliquer le principe de l'article 68 de l'ordonnance du 1^{er} août 1827 : « Les aménagements seront réglés principalement dans l'intérêt des produits en matière et de l'éducation des futaies ? »

Pour qu'un tel accroissement du domaine forestier public puisse avoir une influence appréciable sur notre possibilité en bois d'œuvre, il devrait porter sur de très grandes surfaces. Le domaine public, appartenant à l'Etat, aux communes, aux départements, aux établissements publics, atteint déjà 3.904.000 hectares sur 10.453.000, soit près de 38 % des forêts françaises. Si un tel domaine, traité, pour une partie, depuis plus d'un siècle « dans l'intérêt des produits en matière et de l'éducation des

(1) Le domaine forestier de l'Etat couvre 1.459.000 hectares. Celui des communes, départements, établissements publics, 2.445.000 hectares. On compte en France : 3.299 propriétaires de plus de 200 hectares ; 5.789 propriétaires de plus de 50 à 200 hectares ; 63.734 propriétaires de plus de 10 à 50 hectares ; et 1.445.730 propriétaires de moins de 10 hectares.

futaies », ne suffit pas à fournir à notre consommation nationale la quantité de bois d'œuvre qui excède la possibilité des forêts particulières, il faut prévoir l'expropriation de millions d'hectares boisés. Ce serait un effort financier véritablement fou. Il faut songer, en effet, que les révolutions centenaires ne sont pas exceptionnelles dans les forêts traitées en futaie ; or les capitaux engagés dans une telle opération, qui ne pourraient être obtenus que par l'emprunt, ne pourraient pas recevoir avant ce délai de rémunération normale, à moins d'assurer, pendant ce siècle, le service des intérêts au moyen de l'impôt.

Il ne reste donc d'autre ressource que d'encourager les particuliers à produire des bois d'œuvre. A proprement parler, n'est-ce pas plutôt de leur rendre possible la production habituelle de bois d'œuvre qu'il s'agit ? Les propriétaires, en effet, ne sont pas sans avoir remarqué les difficultés croissantes de la vente de leurs taillis. Il est donc à présumer qu'ils seraient, pour la plupart, tout disposés à modifier l'aménagement de leurs forêts, ou à y introduire certaines essences ouvertes à de nouveaux débouchés.

Quelles mesures envisager pour rendre moins onéreuse les longues révolutions ?

L'hésitation n'est pas possible : diminuer les charges dont elles sont grevées.

Mais parmi ces charges, les unes, frais d'entretien, de garderie, sont difficilement compressibles et ne peuvent être comprimées qu'au détriment du rendement des forêts. Il n'en est pas ainsi de la charge fiscale. Sans vouloir revenir sur ce sujet, nous devons rappeler que la seule modification du mode de calcul de l'impôt foncier réclamée depuis longtemps par le monde forestier, et à laquelle l'Administration n'oppose aucune objection théorique, apporterait à la propriété forestière un appréciable soulagement. S'il s'avérait insuffisant, l'intérêt national bien compris exigerait qu'en fût abaissé le quantum.

En ce qui concerne les droits de succession, il serait urgent d'étendre aux mutations par décès le bénéfice de

l'article 15 de la loi du 16 avril 1930, accordant, à certaines conditions, une réduction des trois quarts des droits de mutation entre vifs. On se rappelle que l'objet de ce texte avait été de supprimer, ou du moins de réduire le bénéfice fiscal procuré par l'exploitation abusive des bois vendus ou donnés. Mais si l'acquéreur entre vifs a intérêt à raser sa forêt, c'est souvent une nécessité pour l'héritier, accablé par les droits qui ne peuvent jamais être payés qu'au moyen de la liquidation d'une partie de l'héritage. Or les grands arbres, parmi toutes les valeurs d'un patrimoine, sont sans doute celle qu'il est le moins onéreux de sacrifier : car on sait que le taux de placement représenté par la croissance d'arbres de futaie est inversement proportionnel à leur valeur commerciale.

Pour cette raison le père de famille, dans l'état actuel des choses, est parfois amené à abattre de son vivant une partie considérable de ses grands arbres. Il sait qu'en ne possédant que des taillis, ou du moins que des arbres jeunes, les droits qu'à son décès ses héritiers auront à supporter seront moins élevés, car l'Administration, pour évaluer le montant de la succession sur quoi les droits sont assis, tient compte de la valeur vénale de la succession au jour du décès. Quelle meilleure façon de l'inciter à peupler ses forêts de futaie, que de modifier ce mode d'évaluation, en décidant d'asseoir les droits non plus sur la valeur vénale des bois, mais sur ce que l'on peut appeler leur valeur d'avenir ? Cette valeur serait obtenue en escomptant leur valeur actuelle sur le nombre d'années restant à courir jusqu'à l'exploitation. L'intérêt de l'héritier serait donc de conserver ses bois sur pied le plus longtemps possible : c'est exactement le résultat qu'il serait souhaitable d'obtenir, et l'on réussirait en même temps à empêcher l'héritier de se créer des disponibilités en abattant abusivement ses bois.

Il ne faut certes pas se dissimuler que l'on pourrait faire à ce mode d'évaluation le reproche déjà fait à l'arable qu'en enlevant aux ayants-cause la libre disposition

de leurs bois, pendant une période qui peut être très longue. Mais on peut penser que beaucoup de propriétaires seraient heureux à ce prix de voir leur forêt exempte, dans une large mesure, d'un fardeau véritablement trop lourd pour elle. La situation de l'acheteur et de l'héritier ne serait d'ailleurs pas exactement la même. Car si l'un peut hésiter à mettre dans son patrimoine, à titre onéreux, une forêt de valeur diminuée — ce qui est un inconvénient, en premier lieu, pour le vendeur — le second, n'a pas les mêmes raisons de se plaindre.

Quelle que soit l'efficacité de ces mesures, si jamais elles viennent à être appliquées, il va sans dire que le problème du bois subsistera, et se transformera en une véritable crise, si l'assaut livré par les matériaux de remplacement entraîne une régression définitive des emplois du bois. Là est sans doute le fond de la question : lui trouver de nouveaux usages. Le développement traditionnel en France de la production du bois de feu tient peut-être à l'énorme consommation qu'en faisait l'industrie de l'époque antérieure à la houille. La suprématie de la houille a entraîné la décadence du bois de feu. Ainsi les bois de travail vont peut-être être contraints de reculer devant le fer et le ciment. Comme la plupart des problèmes économiques de l'heure actuelle, le problème du bois est, pour une grande part, un problème de débouchés. Que les ingénieurs perfectionnent donc l'utilisation de chaque essence, qu'ils adaptent chacune à des besoins nouveaux, et si les forestiers savent se plier à ces circonstances nouvelles, nul doute que la forêt ne conserve dans l'avenir sa place traditionnelle dans notre patrimoine national.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	5
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

LES LUTTES DE LA FORET

Chapitre premier. — Les origines	12
Chapitre II. — Les droits d'usage	16
Définition et nature juridique	17
Législation	20
Chapitre III. — De 1280 à 1669	23
Chapitre IV. — L'ordonnance de 1669	29
Mesures techniques	31
Mesures administratives	35
Organisation judiciaire des eaux et forêts	39
Chapitre V. — Le dix-huitième siècle	44
Chapitre VI. — La Révolution	47
Chapitre VII. — Le Code forestier	53

DEUXIEME PARTIE

REGIME LEGAL ACTUEL DES FORETS FRANÇAISES

Chapitre premier. — Régime forestier	57
Bois soumis au régime forestier	57
Le régime forestier	58

Chapitre II. — Bois des particuliers	69
Restrictions apportées par le Code forestier	69
Restrictions apportées par les lois postérieures au Code forestier	72
Chapitre III. — Régime fiscal de la forêt	82
Impôt foncier	83
Droits de mutation	89
Impôt cédulaire sur les bénéfices agricoles	97

TROISIEME PARTIE

LE MALAISE FORESTIER

Chapitre premier. — La lutte contre le déboisement	100
Déboisement proprement dit	100
Le désarbrement	104
Chapitre II. — La lutte contre l'étranger	109
Chapitre III. — Le marché national	126
Exportation	127
Consommation intérieure	130
Les prix de revient	137
Conclusion	150
